

Huitième année
No. 145 (6)
Octobre 1931

La Fédération Balkanique

Organe
des peuples opprimés
et minorités nationales
des Balkans

paraissant tous les deux mois

★

Adresse: Rhein-Main-Druck, A-G.,
Frankfurt am Main, Allemagne

Sommaire :

Dimitri Dontchev assassiné lâchement!	1
Comment mourut Dontchev	2
Appel au peuple et à l'émigration dobroudjanaise! A tous les peuples opprimés des Balkans!	3
Le camarade Dimitri Dontchev assassiné! Nécrologue de la Fédération Balkanique Communiste	4
Protestation de savants et d'écrivains contre l'assassinat de Dimitri Dontchev	4
M. Stidovsky: La nouvelle vague de terreur en Dobroudja	4
D. Vlakhoff: Le nouveau masque de la dictature militaire fasciste en Yougoslavie	7
Kr. Ivatchitch: L'Hégémonie Grand-Serbe doit-elle durer toujours?	8
J. Orache: La Slovénie et la nouvelle „constitution" yougoslave	10
St. Karachévitch: La débacle économique en Yougoslavie	12
I. Péritch: Les „libertés constitutionnelles" en Yougoslavie	13
Une lettre de Sv. Pribitchévitch à la Fédération Balkanique	15
A. Tsvetkov: La lutte pour une issue à la crise en Bulgarie	16
R. Mavros: La crise de la livre sterling et ses premiers effets en Grèce	19
E. Georgiades: La nouvelle vague de terreur en Grèce	21
Gjini: La dictature fasciste de Mussolini et son vassal devant l'opinion publique	22
Kosta Novakovitch: La colonisation et la serbisation de Kossovo	23
G. Pirinsky: Le mouvement macédonien de libération et l'émigration d'Amérique	26
<u>Auguste Forel est mort!</u>	28
V. Vassileff: Les élections en Roumanie et en Bulgarie	29
M. W.: Le Huitième Congrès Mondial du Secours Ouvrier International	31
Résolution et télégramme de protestation contre les dictatures fascistes dans les Balkans	33
LE MOUVEMENT NATIONAL REVOLUTIONNAIRE AUX BALKANS	
L'Appel de l'ORIM (unifiée) contre les assassinats du fascisme macédonien	34
BIBLIOGRAPHIE	35
CHRONIQUE	36

**Prix du Numéro: 3.— frs fr; 0.80 schilling; 0.60 fr suisse; 050 mark;
0.20 dollar.**

**Abonnement six mois: 10.— frs fr; 2.40 Schillings; 1.80 frs suisses;
1.50 mark; 0.60 dollar.**

**Abonnement un an: 20.— frs fr; 4.80 schillings; 3.60 frs suisses;
3.— mark; 1.20 dollar.**

**Adresse par lettres simples ou chargées: Rhein-Main-Druck, A.-G.,
Frankfurt am Main.**

**Adresse pour mandats-postaux: Rhein-Main-Druck, A.-G., Frankfurt
am Main, Allemagne.**

LA FEDERATION BALKANIQUE

Organe des Peuples Opprimés et
Minorités Nationales des Balkans.

VIII. année

Francfort, Octobre 1931

No. 135 (6)

Dimitri Dontchev assassiné lâchement!

De nouveau, un de nos meilleurs militants a succombé héroïquement sous les tortures. Camarade Dimitri Dontchev, membre du Comité Central de l'Organisation révolutionnaire dobroudjanaise (ORD), l'organisateur infatigable et intrépide de la lutte de masses du peuple dobroudjanais pour sa libération nationale et sociale, n'est plus. Le 12 septembre dernier, chargé de lourdes chaînes, meurtri et sanglant, il fut assassiné lâchement par les gendarmes d'escorte, au village de Bey Bunar, dans son pays natal en Dobroudja.

«C'est au cours d'une tentative d'évasion», aboie cyniquement la presse, la meute sanglante de la bourgeoisie roumaine. «Justification» misérable d'un crime atroce, perpétré de propos délibéré, et avec sang froid par les assassins policiers.

«Tentative d'évasion»! — et cela après que son corps de fer avait été brisé sous les appareils de torture diaboliques de la Siguranza roumaine, et transformé en une masse défigurée de chair sanglante. «Tentative d'évasion»! — après que son organisme épuisé avait cessé de fonctionner, et que ses muscles en lambeaux étaient tout déchiquetés. «Tentative d'évasion» — quand, à son chemin de calvaire à travers la Dobroudja, il devait être porté sur un brancard, puisqu'il était absolument incapable de se mouvoir. Telles furent les conditions de sa «tentative d'évasion».

Arrêté le 26 juillet à Bucarest où il s'était réfugié pour fuir les chiens d'arrêts de la bourgeoisie fasciste roumaine, qui l'avaient talonné en Dobroudja, et incarcéré dans les cachots de la Siguranza, il fut soumis pendant cinquante jours aux débauches diaboliques de l'imagination féroce des policiers. Il s'agissait de lui délier la langue, de le contraindre à une trahison et à des dépositions compromettantes. Tout fut en vain, . . . pendant ces cinquante jours de tortures infernales il resta aussi ferme, aussi invincible, qu'il l'avait été pendant les sept années de son activité révolutionnaire légale et illégale. Jour et nuit les coups pleuvaient sur lui, mais il gardait le silence. Ses os craquaient, broyés par l'appareil de torture, son corps se tordait aux douleurs indicibles, mais il restait muet. Le sang jaillissait, et la chair se détachait des os, mais il ne parlait pas. Les tourments inouïs redoublés par les efforts de sa volonté qui se dressait contre eux, obscurcissaient ses sens, les premiers symptômes d'aliénation mentale se manifestèrent. Une tentative de se précipiter par la fenêtre du 3. étage du bâtiment de la police à Bucarest, pour échapper à ces tourments, échoua. Il resta «en vie».

A la fin d'août, Dontchev fut transporté en Dobroudja sous forte escorte. Il commença son calvaire à travers les villes et les villages de son pays natal pour être confronté, au lieu de destination, avec les agents de la Siguranza, auxquels il était connu par son activité révolutionnaire des dernières années, et qui devaient vérifier son identité. Près du village de Bey Bunar, l'acte monstrueux fut commis. Il fut assassiné par derrière par les gendarmes — sur l'ordre de la dictature fasciste sanguinaire, comprenant enfin, qu'on ne pourrait pas lui arracher des «aveux», que son mépris de la mort, son dévouement à la cause révolutionnaire, étaient plus forts que les tourments les plus atroces.

Son assassinat frappa tout le mouvement révolutionnaire dobroudjanais. Les balles qui percèrent le corps meurtri de Dontchev, visaient l'ORD, qui est à la tête de la lutte d'émancipation des masses du peuple dobroudjanais contre le régime oppresseur roumain.

Ces balles visaient, en même temps, tous les mouvements d'émancipation des peuples balkaniques opprimés, nationalement et socialement.

Il fut procédé, en même temps, à une série d'arrestations en masses, pendant les mois d'août et septembre. Des paysans et des artisans dobroudjanais furent soumis à des tortures cruelles et condamnés aux travaux forcés. Des villages entiers furent

envahis par les bandes fascistes, les maisons des paysans furent incendiées, des fermiers paisibles furent assassinés.

Assassinats, assassinats ouverts, assassinats dissimulés, assassinats en masses . . . tel est le système de la bourgeoisie fasciste roumaine. Elle fait massacrer sans distinction hommes, vieillards, enfants, femmes, bulgares et turcs, paysans et artisans, élèves, étudiants, intellectuels!

Dontchev est mort! Mort de la main d'une bande forcenée de criminels, la classe dominante de la Roumanie, qui massacre en masses les meilleurs fils du peuple, sous prétexte de «sauvegarder la culture contre le bolchévisme»!

Dontchev est mort! Il n'est plus parmi les vivants, plus parmi ses frères laborieux, qu'il aimait si ardemment, pour la cause desquels il a sacrifié sa vie, mais il vit dans leurs coeurs, dans nos coeurs, dans les coeurs de tous les peuples balkaniques opprimés.

Sa personnalité rayonnante est à jamais inoubliable.

C'est l'exemple d'un frère mort, l'appel du leader toujours vivant. Ceux qui l'ont connu, qui ont connu l'homme et le militant révolutionnaire, — les masses du peuple dobroudjanais et l'émigration dobroudjanaise en Bulgarie, ceux-là seuls peuvent comprendre la douleur que signifie ce cri:

«Dontchev est mort!»

Mort! Mais sa mort décuple, centuple notre haine contre ce système voué à la destruction.

La Fédération Balkanique.

Comment mourut Dontchev

Dimitri Dontchev, assassiné à l'âge de trente-cinq ans, était originaire du village de Dobrinovo (Dobroudja), et a commencé son activité révolutionnaire aussitôt après la guerre. Pendant les dernières sept années surtout il poursuivit une activité intense.

Lorsque le mouvement national révolutionnaire du peuple dobroudjanais et de l'émigration dobroudjanaise en Bulgarie créa son organisation de combat «ORD», il voua toute son énergie, avec son camarade intime de combat, Dotcho Mikhaïlov, à son développement et sa consolidation idéologique.

Après la mort de Dotcho Mikhaïlov, assassiné sous les yeux de son frère de combat, Dontchev, en août 1926, au cours d'une bataille avec des bandes fascistes, Dontchev qui seulement par sa présence d'esprit et sa témérité avait pu échapper à ce massacre général, continua avec un dévouement redoublé l'oeuvre révolutionnaire de son camarade tombé.

Grâce à sa témérité, sa dextérité, sa détermination, et, également, au secours prêté par la population dobroudjanaise qui l'admirait et l'aimait, il échappa pendant sept années aux poursuites de la police roumaine.

Durant sept années il parcourut en tous sens la Dobroudja, de Tulcea jusqu'à Dobritch, de Constanza à Silistra, il éveilla la conscience révolutionnaire des masses dobroudjanaises, sans égard à leur nationalité ou leur confession, et édifia partout des organisations de combat de l'ORD.

Modeste, simple, sans prétention aucune, toujours le sourire aux lèvres, Dontchev, surnommé le «docteur» par le peuple opprimé dobroudjanais, était devenu une figure de légende.

Un des collaborateurs intimes de Dontchev a publié, dans le «Dobrudjansko Znamé» (drapeau dobroudjanais) quelques détails de ses tortures et de sa mort.

«Toutes les méthodes de torture que l'imagination sadiste de ses bourreaux put concevoir, lui furent appliquées, pour lui arracher des «aveux».

Il fut bestialement frappé à coups de nerf de boeuf, de barres de fer, et autres instruments.

On l'étendit sur une planche pleine de clous tandis que les bourreaux s'asseyaient sur sa poitrine. On lui pompa de l'air comprimé dans les intestins, on lui écrasa les testicules et lui injecta des bacilles de maladies contagieuses. Mais toutes ces tortures ne purent contribuer à lui arracher un seul nom de ses camarades, un seul mot compromettant. Même dans cet état pitoyable il trouva la force de faire la grève de la faim, qu'il soutint pendant 11 jours.

Transporté à Silistra, il fut soumis à de nouvelles tortures. Quand on lui présentait des «aveux» arrachés de paysans arrêtés et torturés, il les refusait avec indignation. Et, seul dans son cachot humide et sombre, étendu sur son lit de douleur, le corps

brisé et sanglant, il entonnait le chant favori, qu'il avait souvent chanté au milieu de ses camarades:

«Ne pleure pas, ma mère,
Ne pleure pas, ma mère,
Ne gémis pas, ma mère,
Que ton fils soit devenu rebelle,
Ne pleure pas, ma mère, sur ton fils le premier né.»

C'est alors que les bourreaux convaincus qu'ils ne réussiraient pas à le faire parler, décidèrent de l'assassiner.

Le 12 septembre, chargé de lourdes chaînes, il fut mis dans un camion de police pour sa marche à la mort. Il se rendait parfaitement compte de la situation; en route il cria à un paysan qui rencontra ce cortège sinistre: «Je vais mourir; mais dis à mes amis, qu'ils doivent poursuivre mon oeuvre; je ne regrette qu'une chose: c'est que je ne serai plus là lorsqu'on aura le plus besoin de moi!»

Lorsque les bourreaux le descendirent du camion, pour l'assassiner à un endroit écarté de la route, il le placèrent encore une fois devant l'alternative: entre la mort et la trahison. Mais indigné et furieux il cria: «Je préfère mourir pour la liberté et l'indépendance de la Dobroudja!» Ce furent ses dernières paroles. Il les avait à peine prononcées que les balles l'abattirent par derrière.

Ainsi mourut Dontchev.

Appel au peuple et à l'emigration dobroudjanais! A tous les peuples opprimés des Balkans!

Le 12 septembre dernier, le fascisme roumain perpétra un nouveau crime. La Siguranza assassina lâchement le révolutionnaire dobroudjanais Dimitri **Dontchev**, membre du Comité central de l'Organisation révolutionnaire dobroudjanaise (ORD). Pendant 7 années, il parcourut en tous sens la Dobroudja en qualité d'organisateur et de propagandiste. Il éveilla la conscience du peuple dobroudjanais asservi, édifia son organisation de lutte et se montra infatigable au service du mouvement national-révolutionnaire.

A la fin de juillet, Dimitri Dontchev fut arrêté par la police roumaine, et soumis pendant 50 jours aux tortures les plus atroces. A toutes les protestations faites, pour le sauver, la dictature fasciste et sa presse ne répondirent que par un silence cynique puis par son assassinat au cours d'une soi-disant «tentative d'évasion», après avoir acquis la conviction qu'il ne serait pas possible de lui délier la langue.

En même temps, il fut procédé à une série d'arrestations en masses. Des villages entiers, tels que Bogdanovo, Tchair-Haman, Souitchouk, Eni-Machlé etc. . . entr'autres dans les districts de Silistra et Dobritch furent déclarés en état de siège, et la population fut soumise à un régime d'inhumaine terreur. Des bandes fascistes parcoururent le pays pillant et ravageant tout, commettant des assassinats en masses. Au cours des dernières semaines seulement, plusieurs dizaines de paysans turcs et bulgares ont été massacrés. Tout dernièrement, l'ancien sénateur de Dobritch, Christo Stefanov fut, lui aussi, assassiné.

A toutes les revendications et la lutte du peuple dobroudjanais et de tous les peuples opprimés en Roumanie pour la suppression de ce cruel régime, pour l'arrêt de la colonisation, la suppression des travaux forcés et des impôts exhorbitants, pour la liberté nationale, la dictature fasciste répondit par de nouveaux attentats aux intérêts vitaux des peuples opprimés, se déchargeant sur eux du poids des conséquences de la crise économique et agraire et en renforçant l'oppression nationale et la terreur.

La terreur, les arrestations et les assassinats en Dobroudja ne sont qu'un anneau de la chaîne de l'offensive générale de la réaction et du fascisme dans les Balkans, contre l'essor toujours plus grand de la lutte des peuples nationalement opprimés et des masses ouvrières et paysannes des Balkans.

Le Comité des organisations national-révolutionnaires des Balkans dénonce le nouvel assassinat de la classe dominante en Roumanie, stigmatise son système de répression nationale, de dénationalisation et de colonisation en Dobroudja. Il met au pilori le fascisme bulgare qui fit assassiner tant de révolutionnaires, massacra Dotcho Mikhaïlov et tant d'autres militants dobroudjanais, qui défendit l'action de protestation de l'emigration dobroudjanaise pour tenter de sauver Dimitri Dontchev, se déclarant ainsi solidaire de l'oeuvre sanglante du fascisme roumain.

Le Comité des organisations national-révolutionnaires des Balkans appelle le peuple dobroudjanais et les masses des nations opprimées dans les Balkans à répondre à l'oeuvre sanglante de la classe dominante par le renforcement de la lutte révolutionnaire, l'union plus étroite entre les organisations national-révolutionnaires et le développement du front unique avec le prolétariat et les paysans des Balkans et du monde entier.

Ce n'est que par une pression persévérante et infatigable des masses et la lutte quotidienne de tous les opprimés, par une organisation solide et homogène que la terreur sera brisée, que son règne sera révoqué et la liberté des peuples opprimés et esclaves dans les Balkans sera conquise.

Dressez vous pour protester!
Debout pour la lutte!
Contre la terreur contre la population dobroudjanaise!
Contre les assassinats de la dictature fasciste!
Contre l'esclavage national!
Contre l'impérialisme, l'instigateur et le soutien de cet esclavage!
Vive la lutte révolutionnaire de tous les peuples opprimés et esclaves des Balkans!
Vive la Fédération des peuples libres des Balkans!
Septembre 1931.

Comité des Organisations national-révolutionnaires des Balkans.

Le camarade Dimitri Dontchev assassiné!

Nécrologue de la Fédération Balkanique Communiste

Le 12 septembre dernier la bourgeoisie roumaine personnifiée par le gouvernement *Jorga*, a commis un nouvel assassinat. Ses sbires ont assassiné le révolutionnaire, le camarade *Dimitri Dontchev*, membre du Comité central de l'organisation révolutionnaire de la **Dobroudja**.

50 jours durant la *Siguranza* tenta par des tortures abominables de lui faire trahir le mouvement. N'ayant pu y réussir, elle le fit massacrer en prétextant une „tentative de fuite”.

Le camarade **Dontchev** fut un des militants les plus actifs et les plus courageux, qui se sont dressés contre l'oppression nationale de la Dobroudja par la bourgeoisie roumaine et contre les réformistes nationaux et les fascistes de Bulgarie. Tous le haïssaient et le poursuivaient avec acharnement, mais lui travaillait sans relâche au rassemblement des vastes masses ouvrières du peuple opprimé de la Dobroudja en un front unique de la libération nationale et sociale. Il lutta coude à coude avec le prolétariat et la paysannerie de la Roumanie, avec les mouvements ouvriers et paysans révolutionnaires et national-révolutionnaires des Balkans.

L'assassinat du camarade **Dontchev** est un coup porté aux vastes masses du peuple dobroudjanais, contre le mouvement de tous les exploités et opprimés de la Roumanie. C'est une perte douloureuse pour tout le mouvement révolutionnaire des Balkans.

Les masses dobroudjanaises opprimées nationalement, l'émigration dobroudjanaise en Bulgarie, les masses laborieuses des Balkans répondront à l'assassinat de l'héroïque révolutionnaire **Dontchev** par la bourgeoisie roumaine, en renforçant la lutte des masses pour leurs intérêts immédiats et pour le renversement de tout le système d'esclavage.

A bas la bourgeoisie roumaine sanguinaire et tous ses complices!

Vive la lutte contre l'oppression nationale de la Dobroudja et contre les bourreaux et assassins roumains!

Vive le front unique révolutionnaire des masses travailleuses des Balkans!

Septembre 1931.

Fédération Balkanique Communiste.

Protestation de savants et d'écrivains contre l'assassinat du chef du mouvement révolutionnaire dobroudjanais Dimitri Dontchev

Selon une information authentique de source absolument sûre, nous apprenons que la *Siguranza* roumaine assassina lâchement le 12 septembre dernier, le leader du mouvement révolutionnaire dobroudjanais, **Dimitri Dontchev**.

L'affirmation officielle des autorités roumaines que **Dontchev** fut fusillé au cours d'une «tentative d'évasion» est fautive et n'est que l'expression du cynisme bien connu de la police fasciste des Balkans.

Dontchev fut soumis pendant 50 jours aux tortures les plus atroces. Enchaîné et physiquement épuisé, il fut transporté en Dobroudja pour y être traîné de village en village sur les bras de porteurs, car il était dans l'impossibilité de se mouvoir par ses propres moyens. C'est près du village de *Bey Bunar* qu'il aurait, soi-disant, fait une «tentative d'évasion». En réalité, il fut assassiné après que la dictature roumaine eut acquis la conviction qu'elle ne pourrait réussir à le forcer à une trahison.

Dontchev n'est pas la première victime du fascisme roumain.

En Dobroudja, les arrestations en masses, les persécutions, les tortures et les assassinats sont érigés en système pour atteindre à la dénationalisation et à l'extermination du peuple dobroudjanais.

Nous protestons énergiquement et avec indignation contre cet épouvantable crime de l'organe de la dictature fasciste en Roumanie.

Nous faisons appel à l'opinion publique de soutenir et de s'allier à notre protestation, afin de faire cesser cette campagne sanglante dans la Dobroudja opprimée.

Karin Michaelis, Femme de Lettres,
Prof. Albert Einstein,
Prof. Alfons Goldschmidt,
Secrétariat de l'Union des Balkans Libres.

La nouvelle vague de terreur en Dobroudja

par M. Stidovsky.

Dans l'exécution de sa politique d'oppression, la bourgeoisie roumaine avec le roi *Carol* et son gouvernement fasciste de *Jorga*, emploie les moyens les plus barbares. Tout de suite après l'annexion de la Dobroudja, sanctionnée par la Société des Nations, la Roumanie introduisit un régime d'oppression ayant pour but la **dénationalisation** par l'assimilation de la population indigène, la confiscation des biens, créant ainsi la condition d'une élimination en masse et d'une émigration. Dans la poursuite de ce but, toute la bourgeoisie roumaine, depuis les libéraux jusqu'aux national-zaristes et les social-démocrates procède en accord parfait. Des lois spéciales furent décrétées en vertu desquelles un tiers de la propriété immobilière fut confisquée par l'Etat, et ce, sans exception. Ces lois exigent des populations, des documents prouvant irréfutablement leurs droits de propriété, et au cas contraire il y a confiscation. Tel étant le cas de la majorité, la presque totalité des terres a été ainsi confisquée.

Pour intensifier la politique de dénationalisation, la bourgeoisie roumaine eut aussi recours à une autre méthode, la colonisation, à laquelle les bagarres et assassinats journaliers sont dûs. Par la colonisation, on veut arriver à faire dominer l'élément roumain sur un territoire dont la population roumaine n'est qu'à peine de 4% (en Dobroudja du sud), en distribuant la terre à des colons acquis à la domination roumaine. De plus, ces colons qui ne connaissent rien à l'agriculture ont pour mission de rendre la vie insupportable à la population indigène, l'acculant ainsi à émigrer.

L'aide de l'Etat pour l'installation des colons se borne uniquement à la distribution de 10 hectares de terres par famille (certains colons reçoivent pourtant 30—40 et même 100 hectares) au détriment de la population. Il ressort de l'enquête qui fut menée pendant le régime de Maniu et des débats au parlement concernant l'amendement de la loi pour la Nouvelle-Dobroudja, que les frais de l'Etat pour l'installation d'un colon se montaient seulement à 160 lei. Cela a lieu par suite des considérations suivantes: primo, pour ne pas charger le budget de l'Etat de dépenses «superflues» au préjudice des crédits pour l'armée et la police, et secundo, pour déchaîner fortement le mécontentement des colons et les manoeuvrer contre la population indigène: «Voilà des terres, du bétail, des maisons, des propriétés bien installées. Tout cela se trouve entre les mains des populations bulgares et turques. Il dépend de vous que cela leur reste acquis ou devienne vôtre» — telle est la réponse du gouvernement roumain, par l'intermédiaire des chefs des bandes fascistes, les autorités responsables et la presse nationaliste, aux colons mécontents. C'est ainsi que ces derniers sont devenus les meilleurs instruments de l'impérialisme roumain pour la réalisation de sa politique de brigandage et de colonisation en Dobroudja. Ils commencèrent par provoquer et terroriser les populations bulgare et turque pour passer bientôt à des excès sanguinaires et des assassinats en masses. Jamais et nulle part encore, un tel état de choses n'a existé comme actuellement en Dobroudja. Les motifs les plus futiles sont le prétexte d'excès et de massacre. Dans le village **Bogdanovo** par exemple, une bande de colons tira sur des paysans tranquillement réunis dans une auberge, tuant trois d'entr'eux, parce qu'ils ne voulaient pas que les colons s'emparent d'un pré communal pour le labourer. Aujourd'hui encore après des mois, les paysans blessés sont traînés devant les tribunaux, tandis que les assassins ne sont pas inquiétés. Dans un autre village, les colons tuèrent un jeune paysan et blessèrent grièvement le père et deux autres fils parce qu'ils s'opposaient au vol de leur récolte. A **Gyoreto**, toute une famille fut massacrée pour avoir refusé de céder la maison à des colons. Le village Arabadi vécut l'année passée plusieurs jours et nuits d'épouvante. Tous les habitants furent exposés aux traitements les plus affreux et deux paysans furent assassinés. A **Staro Selo**, 48 paysans furent massacrés. A **Belika**, district de Toutrakan, un fonctionnaire (un colon koutovalach) et un garde forestier se livrèrent à une infâme provocation en jetant une bombe à la poste, ce qui eut pour conséquence une expédition dans le village, au cours de laquelle les habitants furent arrêtés et massacrés; 6 paysans furent condamnés à 7 ans de travaux forcés. La moindre objection, ou tentative de résistance contre des actes d'arbitraire est immédiatement suivie de persécutions, de massacres etc. . . .

Un des moyens de rendre la vie intolérable aux indigènes, et de les acculer à l'émigration, est encore un système spécial d'impôts. La population dobroudjanaise est écrasée d'impôts. La bourgeoisie roumaine considère la Dobroudja comme une colonie, dont on doit tirer le plus de profits possibles. Les impôts sont recouverts par des ventes aux enchères. **Un retard des impôts est chose inconnue en Dobroudja.** Ils sont **prélevés un an à l'avance.** Les agents du fisc les plus zélés sont récompensés par des gratifications élevées, tandis que ceux qui recouvrent moins de 50% sont simplement révoqués. De cette façon, les percepteurs qui ne sont que des petits fonctionnaires mal payés sont excités contre la population et forcés de se montrer impitoyables contre les contribuables.

L'usure, de son côté, a pris des dimensions considérables en Dobroudja. Le taux de l'intérêt se monte de 50 jusqu'à 300%! En l'espace d'un an ou deux, les fermiers voient leurs biens passer aux mains des usuriers.

En raison de cet état de choses, la crise agraire a pris en Dobroudja, des proportions énormes dont souffrent surtout les petits et moyens paysans, sans parler des ouvriers agricoles et des petits artisans qui meurent littéralement de faim. Les prix des produits agricoles ont fortement baissé; les paysans ne reçoivent des acheteurs en gros, que 1,20 à 1,50 lei par kilo de blé; la laine est payée 28—30 lei, un couple de chevaux 1500 lei. En Dobroudja, le grenier des Balkans, la population est dans la plus noire misère et l'hiver qui vient sera un hiver de famine!

A la situation de profonde misère sociale qui est le résultat de la politique de brigandage et d'oppression s'ajoute encore la terreur qui, au cours des derniers mois, s'est accentuée considérablement. En Dobroudja la terreur sévit à l'état endémique. Les mesures légales des autorités administratives, juridiques et militaires de la

bourgeoisie roumaine semblent être insuffisante contre la population non-roumaine, et elle a systématiquement recours aux bandes fascistes composées de colons koutsovalachs et de fonctionnaires groupés dans les organisations chauvinistes «Actiunea Romaniasca» et «Cultul Patriei». Cette terreur est si épouvantable que la population vit dans un enfer continuel. Tout ce que publie la presse n'est qu'une pâle copie de ce qui se passe en réalité. La dictature fasciste et la presse chauviniste encouragent ouvertement les progroms. Les assassins sont toujours acquittés. La justice fasciste remet même en liberté le chauviniste Breza qui avait tiré sur le secrétaire d'Etat Angelescu, sous prétexte qu'il avait commis l'attentat «sous l'impulsion de sentiments patriotiques élevés». Si l'assassin même d'un ministre n'est pas inquiété, on peut se faire une idée de la manière dont sont traités les massacreurs du peuple travailleur dobroudjanais! Ce sont des «héros nationaux» auxquels des réjouissances et des réceptions solennelles sont réservées.

Le 20 août ils attaquèrent le village **Golem-Karatch** dans le district de Silistra et assassinèrent 6 tures et 2 bulgares. A Hassan-Déré ils massacrèrent 2 jardiniers. Les assassins furent remis en liberté sous caution de 20,000 lei. A **Toutrakan**, le citoyen **Marin Tenev**, et à **Bazargic** en pleine rue, l'ancien sénateur **Christo Stefanov**, frère du révolutionnaire dobroudjanais Boris Stefanov, furent tués. Le paysan **Kolu Novev** du village Sazdjilare, district de Baltchik fut poignardé par des colons.

Il est impossible de citer tous les meurtres; ils croissent tous les jours en nombre et prennent les proportions de massacres de villages entiers. Sous prétexte de l'assassinat d'un sous-officier par des bandits masqués qui ne peuvent avoir été que des provocateurs fascistes, la police et la troupe, assistées de bandes fascistes, cernèrent les villages de **Suitchouk**, **Eni-Machlé**, **Arnautköy**, **Kara-Murat** et se livrèrent sur les femmes, les hommes, les vieillards et les enfants à d'ignobles représailles. Des dizaines de paysans furent torturés jusqu'à ce que mort s'ensuive. D'autres villages furent également l'objet d'actes de vandalisme épouvantable. Les populations s'enfuient dans les bois ou vers les villes et n'osent regagner leurs demeures, craignant que ne se renouvelent les massacres et les atrocités de 1928.

A la fin de juillet dernier, **Dimitri Dontchev** tomba entre les mains de la Siguranza roumaine. Pendant 7 ans il parcourut infatigablement la Dobroudja édifiant l'organisation révolutionnaire dobroudjanaise. Dontchev était le militant le plus populaire et le plus aimé des masses dobroudjanaises opprimées. En 1926, lorsque Dotcho Mikhailov et ses compagnons furent assassinés sur le territoire bulgare et qu'il échappa par miracle aux mains des bourreaux fascistes, Dontchev jura de consacrer toutes ses forces à l'organisation. La police roumaine le savait, et elle le recherchait activement. Lorsqu'il tomba entre ses griffes, il fut soumis pendant 50 jours à des tortures atroces. Finalement, voyant que rien ne parviendrait à le faire parler, il fut assassiné «lors d'une tentative de fuite».

Après l'arrestation et l'assassinat de Dontchev, il y eut une nouvelle vague de terreur et d'assassinats en Dobroudja. A **Silistra** et **Bazargic**, ainsi que dans de nombreux villages, des centaines de personnes furent arrêtées et ignoblement maltraitées. Il y a quelques semaines, la troupe et des bandes de colons cernèrent le village de **Aliatar**, maltraitèrent les habitants et assassinèrent le maire **Grigor Popov**.

Les grands propriétaires fonciers, les spéculateurs et les usuriers font le front unique avec les oppresseurs roumains pour étouffer la résistance grandissante de la population. Les «protestations» de la presse bourgeoisie bulgare ne sont que les manifestations hypocrites d'une conscience coupable. La bourgeoisie et les gouvernements bulgares sont ouvertement les alliés des banquiers, des spéculateurs et des grands propriétaires fonciers roumains, contre le mouvement révolutionnaire dobroudjanais. Et si parfois ils élèvent une «protestation» contre la terreur en Dobroudja, ce n'est que par crainte de la radicalisation vers la gauche du peuple dobroudjanais, par peur du front unique et de la révolution.

Le facisme bulgare et ses instruments les bandes de l'ORD ont scellé leur front unique avec les bourreaux roumains, du sang de **Dotcho Mikhailov** et de ses compagnons **Ivan Krastev**, **Peter Minev**, **Kolu Gheorghiev**, **Gantcho Petrov** et autres précurseurs dobroudjanais. Ce front unique s'est manifesté également lors du procès des militants de l'ORD, à Varna et la sévère sentence prononcée contre eux, par la terreur contre l'émigration dobroudjanaise et l'interdiction de toute activité légale et d'actions de protestation. Lorsque l'émigration dobroudjanaise tenta de sauver de la mort certaine le leader du peuple dobroudjanais Dontchev en organisant des meetings de protestation, le ministre Mouchanov le défendit et fit saisir tous les tracts. De ce fait, il s'est rendu directement complice de l'acte sanguinaire des bourreaux roumains. En outre, il faut encore appuyer sur le silence avec lequel la presse «patriote» bulgare accueillit la nouvelle de l'assassinat de Dontchev.

Il est clair que la terreur exercée contre le peuple dobroudjanais, contre les ouvriers et paysans roumains et les opprimés de Boucovine, de Transylvanie et de

Bessarabie n'est pas un phénomène imprévu, de même non plus l'alliance entre la bourgeoisie roumaine et bulgare. C'est dans les Balkans que s'appuient les plans de guerre antisoviétistes des impérialistes. C'est là qu'ils veulent installer leur base d'action. C'est à cela que servent les diverses conférences politiques, économiques, sportives etc.; c'est aussi à la réalisation de ce but que sont destinées la conférence des communications aériennes à Bucarest et la visite du chef d'Etat-major américain à Belgrade.

La classe dominante de Roumanie sent sa fragilité en face des 8 millions que représentent les peuples nationalement opprimés, et en face de l'essor révolutionnaire toujours grandissant des ouvriers et paysans roumains. Pour le maintien de leur soumission et de sa domination, il ne lui reste qu'un moyen, — la terreur — le dernier et le plus aléatoire!

A cette terreur, le peuple dobroudjanais oppose sa lutte révolutionnaire de masses, sa volonté inébranlable de conquérir à tout prix sa liberté nationale et sociale. Les sacrifices sanglants de cette lutte sont la base de granit sur laquelle est édifiée l'Organisation révolutionnaire dobroudjanaise. Bien que relativement jeune encore, le mouvement révolutionnaire dobroudjanais croît et se développe sur une solide base idéologique, cimentée avec le sang de ses meilleurs précurseurs Doteho et Dontchev.

Le nouveau masque" de la dictature militaire fasciste en Yougoslavie

par D. Vlahoffi.

Le 6 janvier 1929, la dictature militaire-fasciste fut établie. Le parlement fut chassé. Lor constitution de Vidoodan fut supprimée, tons les partis et organisations politiques le furent également, autant qu'ils existaient, ainsi que les organisations économiques et autres des masses travailleuses. On supprima la liberté de la presse, de parole, d'organisation. On renforça les stipulations draconiennes de la loi de défense de l'Etat, un tribunal exceptionnel fut institué pour juger les délits politiques. La répression nationale et la terreur politique augmentèrent. La dictature militaire fasciste ouverte se manifesta par les procédés les plus barbares envers les peuples nationalement opprimés et les minorités nationales et contre les travailleurs et les paysans en Yougoslavie. Ce ne furent pas seulement les Macédoniens et les Albanais de Kossovo qui continuèrent d'être privés des libertés et droits nationaux et culturels dont ils jouissaient avant la conquête par la Serbie, mais aussi les peuples qui en jouissaient avant l'instauration de la dictature, tels les Croates, les Slovènes les Musulmans de Bosnie, les Allemands, les Hongrois, les Roumains. Ces nationalités opprimées furent même privées du droit de posséder des sociétés de culture physique. La dictature poursuivit, par tous les moyens, par la colonisation, par le fer et par le feu la dénationalisation et l'assimilation des diverses nationalités et la réalisation d'une nation unique, la nation serbe, dissimulée derrière la dénomination Yougoslavie. Pour ce faire, on procéda à la division du territoire en banovines et au changement du nom du pays.

Le joug économique exercé sur ces populations depuis l'instauration du régime grand-serbe se renforça. Les pays non-serbes furent soumis à l'exploitation et au régime de pillage coloniaux. Cette oppression s'exerça surtout fortement sur les masses travailleuses de ces pays. La terreur politique se manifesta sous une forme des plus bestiales. La Yougoslavie fut transformée en une vaste prison. Des dizaines de milliers d'arrestations, des tortures moyen-âgeuses furent mises en pratique, d'innombrables procès politiques, des sentences de mort et des condamnations à de longues années de travaux forcés furent prononcées par les tribunaux. Des centaines d'assassinats furent accomplis par les policiers sous prétexte de «tentative d'évasion», et des exécutions individuelles et en masses furent opérées. Cette terreur politique et l'oppression économique et sociale furent exercées de la même manière vis-à-vis des masses laborieuses de nationalité serbe.

Entre temps, la crise économique et financière allait s'aggravant de plus en plus. La crise de l'agriculture revêtit un caractère des plus aigus. Les charges d'impôts des paysans augmentèrent. Cette crise se répercuta sur les autres branches de l'économie. Par suite de l'appauvrissement des masses, le marché intérieur se rétrécit. Beaucoup d'industries durent s'arrêter. Le chômage prit des dimensions colossales. Les salaires diminuèrent de plus d'un tiers. L'exportation tomba rapidement ainsi que l'importation. Le bilan commercial accusa un passif de plus en plus grand. Malgré les exécutions toujours plus brutales, les recettes de l'Etat, des

banovines et des communes devinrent toujours plus minimes, et en même temps, les dépenses pour l'entretien de l'appareil répressif de l'Etat ne cessèrent d'augmenter. Le déficit du budget alla grandissant. Les emprunts conclus en France et en Tchécoslovaquie furent consacrés pour la majeure partie aux armements et autres dépenses pour la guerre, la répression et le service des dettes. La spéculation et la corruption devinrent règle générale. Une misère et une famine épouvantables s'abattirent sur tout le peuple travailleur de Yougoslavie. Le grand mécontentement des masses laborieuses s'accrut. Il s'exprima dans des actions de protestations, des démonstrations, des actes terroristes et des révoltes contre la terreur et la répression sanglantes. Certaines couches même de la moyenne et grande bourgeoisie qui avaient accueillies avec une certaine sympathie l'établissement de la dictature se dressèrent contre elle. Sa base sociale devint de plus en plus étroite. Il ne lui resta plus que les baïonnettes des officiers, et pas même de tous, de la police, de la gendarmerie, des diverses organisations fascistes, du capital bancaire et des éléments qui y sont rattachés. L'appui efficace des impérialistes, surtout de l'impérialisme français et de ses satellites, lui resta naturellement assuré.

En face de cette situation, au moment où les officiers, les banquiers, les industriels, les grands propriétaires fonciers, les spéculateurs tremblaient de peur et que la dictature se vit au seuil de son écroulement, elle eut recours à une manoeuvre pour tâcher de se sauver.

Elle prit un masque constitutionnel pour leurrer les masses travailleuses et les nationalités opprimées et donner, en même temps, confiance au capital étranger dont elle a besoin, et qui commençait de manifester des craintes à son égard. Le 3 septembre, Alexandre Karagheorghievitch «dota son peuple d'une nouvelle constitution». Selon cette constitution publiée en détail dans une correspondance de Belgrade, le pays sera dorénavant régi par deux chambres, les votes seront publics; les libertés constitutionnelles, politiques et civiques sont presque inexistantes, la loi féroce de défense de l'Etat, la loi draconienne sur la presse, le tribunal exceptionnel fasciste et toutes les lois et décrets de la dictature ayant pour but l'oppression, l'exploitation et le pillage sont maintenus. La formation de partis politiques et d'associations nationales, religieuses et régionales, et même de sociétés de culture physique continuent d'être interdites. C'est toujours la dictature militaire fasciste, mais sous d'autres oripeaux. Il n'y a pas de doute que cette manoeuvre soit accomplie en accord et même sous l'inspiration de l'impérialisme français, comme ce fut aussi le cas lors de l'établissement de la dictature. Bien entendu, l'impérialisme français demandera des services plus palpables pour l'argent et tout autre appui qu'il lui fournira. C'est ainsi que l'on peut s'attendre que la préparation de l'intervention de la Yougoslavie à une guerre contre l'Union Soviétique aille s'accroissant. La dictature militaire fasciste est, dans son essence, restée ce qu'elle était. Mais Alexandre Karagheorghievitch, ses officiers, les banquiers, les industriels et les grands propriétaires terriens, ainsi que leurs inspirateurs se trompent dans leurs calculs. Malgré les bruyantes solennités qu'ils organisent dans le pays à propos de la nouvelle constitution, des télégrammes et adresses de félicitations venant de différents côtés, les masses populaires en Yougoslavie apprécient les «nouveaux événements» à leur juste valeur. Pour eux, la nouvelle constitution, c'est une nouvelle tromperie, une nouvelle manoeuvre. Vis-à-vis des peuples opprimés et des minorités nationales en Yougoslavie, la nouvelle dictature continuera sa politique de pillage et d'oppression nationale. C'est pourquoi la lutte contre cette nouvelle forme de dictature militaire-fasciste doit être menée avec encore plus de persévérance et d'opiniâtreté.

Nous sommes persuadés, que cette attitude de la dictature poussera les peuples opprimés ainsi que les ouvriers et les paysans de Yougoslavie, à resserrer leurs liens et renforcer le front unique, pour la lutte révolutionnaire de tous les opprimés et de tous les exploités en Yougoslavie et dans les autres Pays Balkaniques, pour balayer toutes les dictatures et les remplacer par des républiques libres, unis dans la Fédération des Républiques des masses laborieuses des Balkans.

L'hégémonie grand-serbe doit-elle durer encore?

par Kresimir Jvatchitch.

C'est là tout au moins l'intention, le désir et la volonté du dictateur Alexandre Karagheorghievitch, et tel est aussi le but poursuivi avec sa nouvelle «constitution» du 3 septembre 1931.

Depuis 12 ans, des voies et des moyens sont essayés et modifiés, mais le but reste toujours le même: l'instauration d'un Etat grand-serbe, l'anéantissement des peuples non serbes en Yougoslavie, la formation violente d'un peuple uniforme et la

création d'une idée nationale unique, momentanément de Triglav jusqu'à Ghevgheli, plus tard peut-être, jusqu'aux rivés de la Mer d'Égée et de la Mer Noire...

C'est dans ce but que la constitution parlementaire nommée «constitution Vidovdan», qui avait été décrétée le 28 juin 1921 par les partis grand-serbes sous la conduite du parti radical et de son leader Nicolas Pachitch, avec une voix de majorité, fut suspendue par le coup d'État du roi le 6 janvier 1929. La volonté du roi fut élevée en loi suprême.

Durant près de trois ans, le roi Alexandre tenta par tous les moyens dont dispose un despote cruel et sanguinaire, de parvenir à son but... mais plus il tortura et tyrannisa les peuples opprimés de son royaume plus s'accrût la résistance des masses asservies pour la défense de leurs droits nationaux, de leur dignité humaine et le droit inviolable des peuples à **disposer d'eux-mêmes**.

Ce n'était pas la résistance de quelques politiciens mécontents, mais la lutte positive de peuples entiers, des vastes masses, pour leur existence nationale, pour le droit d'être considérés comme une nation, et à vivre en citoyens libres.

Tous les peuples opprimés de Yougoslavie participent à cette grande lutte pleine de sacrifices. En dehors des vieux combattants révolutionnaires macédoniens, luttent côte à côte les Croates, les Albanais, les Monténégrins et tous les autres peuples opprimés en Yougoslavie. Les vastes masses croates, en première ligne les paysans et les ouvriers, se dressèrent résolument contre le nouveau système du roi dictateur. Le peuple croate ne se montra pas disposé à oublier son passé, pour satisfaire aux passions de domination du roi, ni à sacrifier sa culture, à trainer son nom dans la boue, à sacrifier son avenir national et à s'abandonner lui-même à l'anéantissement certain.

C'est pourquoi en Croatie, les gibets du tyran Alexandre sont toujours en service. Le bourreau voyage d'un bout à l'autre du pays pour pendre les héros croates «au nom du roi».

Les prisons du pays débordent de condamnés politiques de toutes les classes sociales: paysans, ouvriers, intellectuels, petits commerçants etc..., à l'exception naturellement des banquiers, des industriels et des grands propriétaires.

Le roi dictateur mena et mène énergiquement et cruellement la guerre contre le peuple croate et les autres peuples opprimés, qui ne voulurent pas se soumettre volontairement à ses plans de destruction et restèrent fidèles à leur idéal de liberté.

On tua et martyrisa les récalcitrants, on acheta tout ce qui se laissa corrompre, toutes les canailles, afin de leur faire représenter le peuple aux yeux de l'étranger.

Mais tout un peuple ne pouvant être exterminé ou acheté et corrompu, la tentative était tôt ou tard condamnée à l'échec. Et cela se produisit justement plus tôt que le dictateur, ses conseillers et ses favoris ne l'avaient pensé...

Les dirigeants avaient compté sans le peuple, ou plutôt **contre le peuple**... on avait cru maîtriser toute difficulté avec des baïonnettes, des soldats, des policiers, des espions, et même espéré ainsi solutionner aussi les problèmes économiques, chasser la faim des chaumières et relever le bien-être général!

Mais ces méthodes onéreuses de développement hypertrophique de l'appareil de police, de gendarmerie et d'espionnage, pour la lutte intérieure contre l'oeuvre constructive des organisations national-révolutionnaires; les subventions aux grands propriétaires et industriels, aux chefs des organisations nationalistes au service de la dictature contribuèrent justement à la corruption, au gaspillage des deniers publics, à l'endettement et à l'appauvrissement. Les conséquences immédiates furent la famine, la ruine économique et l'écroulement financier.

Le régime attachait beaucoup d'importance à se présenter devant l'étranger avec un budget équilibré. On atteignait ce but en couvrant les dépenses extraordinaires et aussi les dépenses pour les armements considérés comme nécessaires à l'aide de **Bons d'État** qui ne paraissaient pas au budget. Il s'agit de sommes très importantes. Par exemple, chez Schneider au Creusot et Skoda Filsen, il fut passé des commandes pour la livraison de mitrailleuses et de sous-marins, **pour une valeur totale de un milliard de dinars!** Le régime ne peut plus fournir l'argent nécessaire pour le remboursement des bons périmés. Le Trésor d'État doit avancer à la nouvelle Société d'exportation créée par l'État, la différence d'environ un demi milliard entre les prix d'achat et les prix de vente, parce que cette société doit vendre les céréales à l'étranger beaucoup meilleur marché qu'elle ne les achète dans le pays même. Le monopole de l'exportation des céréales profite seulement aux grands propriétaires fonciers, et accable lourdement la caisse de l'État, et plus durement encore les vastes masses de consommateurs dans le pays.

Les prix des principaux articles d'exportation — céréales, bestiaux, viandes, vins et bois — ayant énormément baissé, les dirigeants prennent toutes les mesures possibles pour augmenter les quantités exportées et relever autant que faire se peut, **le passif du bilan commercial**. Au cours des six premiers mois de l'année courante,

l'exportation yougoslave a diminué d'environ 30%, tandis que l'importation pour la même période seulement de 25%. Cela a eu pour conséquence une importante augmentation du passif qui était en 1930 d'un total de 180 millions de dinars, alors que maintenant, seulement pour le premier semestre, il est déjà de 265 millions.

Jusqu'à présent, l'émigration, les réparations et le tourisme ont joué un rôle des plus importants dans le bilan monétaire yougoslave. A elles seules, les réparations constituèrent pour la Yougoslavie une recette nette de 900 millions. Cette source fut tarie conformément au plan Hoover. Le tourisme étant en décroissance par suite de la crise économique générale, et les envois d'argent des émigrés ayant sensiblement diminué, il en résulte pour le bilan monétaire des perspectives très sombres. Dans les milieux économiques, on compte que le passif du bilan budgétaire de l'année sera au moins le double de ce qu'il est déjà, c'est-à-dire que la Yougoslavie aura, dans ses relations monétaires avec l'étranger, un passif de 2 à 2½ milliards de dinars.

La Banque Nationale a dépensé la réserve de devises fournie par l'Emprunt de stabilisation et aura bientôt atteint le minimum de réserves de devises dangereux pour le cours du change; ou, pour s'exprimer plus précisément, ce minimum est déjà atteint. On est en effet à la veille de la chute du dinar, et les capitalistes indigènes liquident les actions de la Banque Nationale et des autres valeurs d'Etat pour la moitié de leur valeur nominale. L'étranger revend même les valeurs yougoslaves d'Etat pour 30% de leur valeur nominale!

La tempête est commencée et menace de balayer le système régnant et ses soutiens. Les banus de Dalmatie, du Monténégro, de Croatie, parlent ouvertement du grand danger des révoltes générales par suite de la famine et réclament d'immenses crédits pour éloigner ce danger. Mais les crédits ne peuvent pas être accordés, les caisses de l'Etat sont vides, et les fonctionnaires, en dehors de la police et de la gendarmerie, malgré la réduction des appointements, ne sont payés que par acomptes.

Dans ce chaos, le roi Alexandre décide de passer de la monarchie absolue à la monarchie «constitutionnelle». Il ne veut plus porter seul la responsabilité de l'avenir prochain, mais attelle aussi ses collaborateurs et autres satellites. Pour sauver son trône, il veut présenter une comédie dans laquelle les députés nommés par les policiers joueront un rôle ridicule afin d'amuser le peuple et le détourner de la réalité.

Il est autrement impossible, de caractériser le rôle ainsi donné légalement à la violence.

Pourtant même dans le plus grand danger, le roi dictateur est resté fidèle à sa mission, qui consiste à assurer à perpétuité de l'hégémonie grand-serbe, et à rendre impossible l'organisation légale de la lutte nationale.

Sa constitution, sa loi électorale, sa loi sur les associations etc. . . . concurent ouvertement et cyniquement à ce but.

Mais le 6 janvier 1929, lors de la prise du pouvoir absolu, et encore une fois, le 3 septembre 1931, lors du partage du pouvoir avec ses amis, il s'est lourdement trompé dans ses calculs.

Le peuple croate a accueilli avec un froid glacial la proclamation du roi sur le prétendu retour d'une ère démocratique, et il n'en continuera pas moins de combattre énergiquement le régime grand-serbe, et de lutter pour sa liberté et son indépendance. Il luttera avec les autres peuples opprimés jusqu'au jour où toutes ces constitutions et leurs auteurs ne seront plus qu'un mauvais souvenir d'un passé misérable et sanglant.

La Slovénie et la nouvelle „constitution“ yougoslave

par J. Orache.

Il est superflu de constater que la nouvelle «constitution» yougoslave ne changera absolument rien au régime dictatorial. La constitution elle-même, la loi électorale qui la suivit ainsi que les déclarations des représentants de la dictature et les événements des derniers temps, suffisent amplement pour que l'opinion publique du pays et de l'étranger en soit convaincue.

La nation slovène, surtout le peuple travailleur à l'exception de quelques éléments qui sont littéralement vendus, a froidement accueilli cette constitution. Certes, la langue slovène y est reconnue comme «langue d'Etat», la nouvelle réglementation des limites administratives du Banat a réincorporé à la «Dravska Banovina» les

districts de la Kraïne blanche qui avaient été séparés de la Slovénié. Les partisans de la dictature, les fascistes yougoslaves, se sont efforcés d'expliquer au peuple qu'on avait maintenant de nouveau une Slovénié «homogène» dans les cadres de la Yougoslavie. On combina de rendre hommage au roi de la part de la population, des institutions, des municipalités etc.... De nombreux patriotes slovènes participèrent à l'office de laquais, avec la conviction qu'il s'agit effectivement d'un nouveau cours «démocratique».

Mais le développement immédiat des choses fit l'effet d'une douche glacée. Tout d'abord, la loi électorale. En dehors du fait que les dispositions de cette «loi électorale» renversent parmi les Slovènes ce qui était enracinée depuis près d'un siècle sur la notion «élections», la nouvelle loi électorale exclut de la participation aux élections, d'une manière absolue, les Slovènes, de même que les Croates et autres nations opprimées et les minorités nationales de Yougoslavie. Les dispositions de la loi prescrivent des listes d'Etat qui, dans tous les secteurs électoraux, doivent non seulement présenter des candidatures, mais aussi selon lesquelles les inscriptions doivent être faites dans tous les secteurs électoraux. Ainsi donc, la participation des Slovènes en tant qu'unité nationale et culturelle, comme facteur politique ayant son existence et sa volonté propre, est impossible, sous quelque forme que ce soit. Les Slovènes occupent un territoire fermé et homogène; pourtant, à l'avenir, seule la participation à un parti d'Etat fasciste leur est possible.

C'est par la même mesure qu'en 1926, Mussolini a, en Italie, exclu les Slovènes de la vie politique, publique et culturelle à l'aide de son «plébiscite». La nouvelle «constitution» renferme déjà dans ses principes de base, la suppression complète des droits et la destruction du peuple slovène.

Au sein du nouveau gouvernement la Slovénié reflète un aspect tout à fait changé. L'ancien parti populaire slovène derrière lequel se tiennent les vastes masses depuis des dizaines d'années, et dont le leader Korochets fut le préparateur de la dictature militaire, se trouve tout à coup n'être pas représenté au nouveau gouvernement. Le ministre Sernez même, si aveuglément dévoué au régime, dut quitter le gouvernement. Mais par contre, nous avons deux autres Slovènes au gouvernement; l'un d'eux est l'ancien disciple de Pribitchevitch, Dr. Kramer et l'autre, l'ancien leader du parti Raditch en Slovénié, l'ex-ministre Puzelj. Ces tristes personnages sont maintenant les futurs chefs du parti fasciste d'Etat en Slovénié, ayant pour tâche la disparition de la dernière velléité d'indépendance, du dernier signe d'individualité slovène. Le Parti paysan slovène sous la conduite de Pucelj fut, en son temps, en opposition vis-à-vis du gouvernement. Mais cette opposition s'est lamentablement écroulée au moment donné et opportun, les soutiens de ce parti, les éléments de riches paysans, ayant trouvé leur position de classe chez les fascistes et trahi les masses des petits paysans. En outre, le Dr. Kramer n'a encore jamais représenté les intérêts du peuple slovène, car il ne représente qu'une très minime partie de la bourgeoisie. Tel est actuellement l'aspect de la «participation» de la nation slovène au nouveau gouvernement.

Cette fois-ci, le Parti populaire slovène n'y participe pas. Cela est d'autant plus étonnant que depuis le pacte de Bled, ce parti fut toujours représenté dans tous les gouvernements par son chef Korochets, qui alla même jusqu'à préparer la voie à la dictature militaire. Nous ne voulons pas approfondir aujourd'hui les motifs de ce développement, mais une chose est certaine: Ce parti, qui a encore de vastes masses populaires à sa remorque, a été obligé par la situation et l'état d'esprit, d'interrompre momentanément ce cours. La crise économique s'apesantit de plus en plus lourdement sur les masses travailleuses, les impôts deviennent toujours plus écrasants. La politique des céréales qui favorise les magnats du blé, a douloureusement atteint la Slovénié. Le prix du pain a augmenté. Les nouvelles mesures d'économie du gouvernement ont eu pour conséquence l'augmentation des impôts indirects parallèlement à une diminution simultanée des salaires. Le nouveau traité commercial avec l'Autriche a paralysé l'exportation encore existante de bétail et d'autres produits. L'arrêt de diverses industries augmente journellement le chômage. Les émigrés retournent dans le pays. La misère et le mécontentement dans les villages et les colonies ouvrières vont grandissant. Par égard à cet état de choses, ce parti estima préférable de ne pas participer au gouvernement afin de ne pas perdre complètement pied parmi les masses.

Le gouvernement a déjà réagit. Plusieurs réunions qui avaient été organisées par ce parti ont été interdites, des milliers d'auditeurs furent renvoyés chez eux après s'être dérangés inutilement.

La nouvelle «constitution» et tout ce qui lui est lié, enlèvera au peuple slovène les derniers vestiges de sa croyance en «l'égalité des droits» et une «indépendance» quelconque. Les illusions disparaîtront enfin! Les mesures ultérieures de dénationalisation du régime panserbe, aboutiront à fixer irrévocablement les fronts en Slovénié: Le front des champions de libération nationale et sociale de Slovénié et celui des opportunistes, respectivement des laquais de l'impérialisme panserbe.

La débacle économique en Yougoslavie

par Stephane Karachévitch.

Une épouvantable crise économique sévit depuis des années en Yougoslavie, et ni les gouvernements «parlementaires» grand-serbes, ni la dictature militaire fasciste ne furent capables de solutionner le problème de la crise. Au contraire, elle s'aggrava toujours davantage. Au cours des dernières semaines, elle a pris des dimensions catastrophales.

Durant les premiers 8 mois de 1931, l'importation a baissé de 1.168.792.787 dinars, soit 27,42%, l'exportation de 1.193.891.880 dinars ou 26,86%, comparativement à la même période de l'année précédente. Le déficit du bilan commercial pour cette période est de 106.935.370 dinars, et ira encore grandissant malgré les restrictions radicales prévues pour l'importation.

Pour les premiers mois de l'année budgétaire 1931/32 les recettes sur les impôts d'Etat accusèrent un déficit de 16.427.258 dinars, celles sur les autres diverses taxes un déficit de 29.355.695 dinars.

Les recettes des monopoles d'Etat (tabac, sel, pétrole, allumettes, papier à cigarettes), qui, l'année passée avaient augmenté malgré la crise, accusent, pour les premiers mois de l'année budgétaire, comparativement à l'année précédente, un déficit de 13.090.000 millions. C'est seulement par une augmentation inouïe des «divers revenus des monopoles», de 650.000 à 13.290.000 que le déficit put être réduit à 450.000 dinars. Ces «divers revenus» consistent presque exclusivement dans les amendes qui frappèrent surtout la population non-serbe, les producteurs de tabacs en Herzégovine et en Macédoine, etc. . . .

En 1931, la Yougoslavie doit payer à la France un milliard de dinars pour des constructions de mitrailleuses, de navires de guerre, de sous-marins, de tanks, d'avions et autres fournitures pour les armements. Cette somme fabuleuse ne figure pas au budget. Par suite du moratoire Hoover, la Yougoslavie perd cette année les revenus des réparations allemandes et le déficit de son budget se grossit ainsi de 900.000.000 de dinars.

Une commission ministérielle a élaboré dernièrement un «programme d'économies» et réduit de 714.865.000 dinars les dépenses d'Etat prévues au budget. Bien qu'il ne fût publié quelles parties du budget avaient été réduites, il ressort des réalisations pratiques du «programme» que ces mesures d'économies sont appliquées aux dépens des masses laborieuses. Les appointements des hauts officiers, du clergé, des hauts fonctionnaires, les hautes pensions n'ont été diminués que de 6%. Les misérables salaires et les pensions des petits fonctionnaires d'Etat, de 5%. Et c'est dans les mêmes formes que l'on fait partout des «économies».

La crise agricole aggrave la crise économique générale. La dictature militaire-fasciste a introduit un monopole des céréales, augmenté, avec l'aide de la «Société d'exportation privilégiée», les prix des blés de 215 à 240 dinars par quintal pour septembre, et ces prix doivent être majorés de 10 dinars par mois jusqu'en décembre. La différence ainsi obtenue entre les prix de l'intérieur et ceux des marchés mondiaux est déjà maintenant de 80 dinars. Il n'est donc pas étonnant que les 50.000 wagons de blé que la «Société» avait acheté — pas au comptant naturellement — aux paysans, pourrissent dans les entrepôts, ces prix élevés ne pouvant résister à la concurrence des marchés mondiaux, et la France et la Tchécoslovaquie ne prenant que des quantités sans importance. La dictature militaire-fasciste veut maintenant se décharger une fois de plus sur les masses travailleuses à l'aide d'une augmentation du prix du pain et de nouveaux impôts.

Pendant que les entrepôts se remplissent de céréales non vendues et que des dizaines de milliers de paysans sont voués à la ruine, parce qu'ils ne peuvent vendre leur blé et que le gouvernement de la dictature leur conseille «d'attendre jusqu'au printemps», la famine règne dans le pays, en Dalmatie et en Herzégovine, au Monténégro et en Macédoine. Selon des estimations officielles, 21.000 wagons de vivres sont nécessaires pour la nourriture de la population et du bétail dans les régions affamées. Les autorités compétentes des banovines décidèrent de réduire ce chiffre à 2.800 wagons, «en égard à la situation financière du pays!» Finalement, le gouvernement de la dictature accorda — 750 wagons (!), et il est encore douteux que ces 750 wagons soient véritablement livrés.

La situation de la classe ouvrière des villes devient également de plus en plus critique. Le chômage s'accroît de jour en jour, et la Chambre de commerce de Zagreb elle-même convient maintenant officiellement que le nombre de chômeurs dans l'industrie est de plus de 100.000. A ces chiffres, inférieurs à la réalité, s'ajoutent encore les centaines de milles d'artisans, d'ouvriers agricoles sans travail, de paysans et de petits bourgeois ruinés. Tous les jours, des entreprises sont

fermées, partiellement arrêtées, on procède à des renvois en masses et à de brutales diminutions des salaires. Et il n'y a pas de secours de chômage!

Devant cette crise économique s'aggravant toujours plus, la débâcle monétaire anglaise qui amena une catastrophe économique en Yougoslavie, avec un recul sensible dans le cours des valeurs d'Etat, une augmentation de la circulation des banquenotes, l'assaut des banques, des achats de la population effrayée et l'augmentation des prix en conséquence, ne causa aucune surprise. Les soi-disant papiers d'indemnité pour les dommages de guerre, qui faisaient partie des valeurs les plus stables de l'Etat yougoslave, tombèrent à la bourse de 420—440 à 280—300, l'emprunt Blair de 90 à 55 etc... Du 15 au 22 septembre, les billets de banque en circulation augmentèrent de 64.311.000 dinars, tandis que les réserves d'or et de devises de la Banque Nationale se réduisirent de 25.004.193 dinars. Du 22 au 30 septembre, le nombre de billets en circulation augmenta de nouveau de 305.973.040 dinars tandis que la réserve d'or ne s'éleva que de 100.521.429 dinars. Par suite de l'assaut des banques et des caisses d'épargne par les petits épargnants, les paiements ont dû être limités.

La dictature tenta d'endiguer la catastrophe par des méthodes spécifiquement «yougoslaves». Le 27 septembre, la presse publia la communication suivante: «La direction de la Banque hypothécaire d'Etat à Belgrade a invité tous les épargnants qui au cours des derniers jours, sur la foi de nouvelles mensongères, ont retiré une partie de leur argent, à retirer tout leur avoir, la Banque ne payant plus d'intérêts pour le reste, à partir du jour du retrait d'une partie. En même temps, la Banque a publié une liste des épargnants ayant commencé à se faire rembourser leur avoir par suite du manque de confiance dans la situation financière de Yougoslavie.»

Naturellement, de telles mesures de terreur ne peuvent endiguer le renforcement catastrophal de la crise pour bien long temps, et le président de la Caisse d'épargne des postes, Nedelkovitch, s'est vu obligé, dans son appel «Il ne faut pas perdre la tête!» qui fut publié dans toute la presse, de convenir que «le chaos menace» et que «le danger est à la porte.»

Les chiffres sur la situation économique de Yougoslavie mettent en lumière la manœuvre constitutionnelle de la dictature.

Les „libertés constitutionnelles“ en Yougoslavie

par Iwan Péritsch.

Tandis qu'une partie de la presse mondiale, surtout les journaux démocrates de gauche et les organes révolutionnaires et ouvriers reconnaissent dès le premier moment la nouvelle manœuvre constitutionnelle de la dictature grand-serbe et la rejettent, retentissent d'autre part les hurras de la presse étrangère saluant le retour de la «démocratie» et de la «liberté du peuple» en Yougoslavie. Il est donc en tous cas nécessaire, d'examiner de plus près la nouvelle constitution et les lois les plus importantes qui lui succédèrent, il est nécessaire aussi de montrer la monstrueuse violence qu'elle représente, et quelle ignoble tromperie commettent les journaux la donnant comme une constitution «démocratique» et «libérale».

Le premier alinéa de la constitution contient des considérations générales concernant les noms de l'Etat («royaume de Yougoslavie»), armes, blasons, drapeaux etc. . . La langue nationale, désignée aussi dans des lois ultérieures sous le nom de «langue du peuple» ou «langue officielle» n'est pas indiquée par serbe, croate, slovène, mais par «serbo-croato-slovène», et quiconque connaît les conditions sait que cela signifie que la langue serbe et l'écriture cyrillique seront imposées par tous les moyens en Croatie, Slovénie et toutes les régions non-serbes.

Dans le second alinéa, il est question des «droits des citoyens»: . . . «La liberté personnelle est garantie. Nul ne peut être rendu responsable ou arrêté ou privé de la liberté, en dehors des cas prévus par la loi. . . . Aucun citoyen ne peut être expulsé du pays. Il ne peut être renvoyé d'un endroit à l'autre ou être interdit de séjour, en dehors des cas prévus expressément par la loi. Nul ne peut, en aucun cas, être chassé de son lieu de naissance, à moins d'un verdict du tribunal. . . . Le domicile est inviolable. Les autorités ne peuvent effectuer aucune perquisition ou enquête au domicile des citoyens, en dehors des cas prévus et les règles de la loi. . . . La liberté de croyance et de conscience est garantie. . . . Chacun a le droit, dans les limites des lois, d'exprimer ses opinions par la parole et par l'écrit, par des tableaux et autres moyens adéquats. Les citoyens ont le droit d'association, de réunion, d'assemblée, dans les cadres de la loi. Il ne doit pas y avoir d'associations sur des bases religieuses, de clan (nationales) ou régionales, dans des buts politiques de parti ou de culture physique. . . . Les citoyens ont le droit de faire des pétitions et déposer des plaintes. . . . Toutes les écoles doivent donner des leçons morales, éveiller le sentiment de l'Etat dans l'esprit d'unité et développer la tolérance et la patience religieuses. . . . Le secret de la correspondance (lettres, télégrammes, téléphones) est inviolable, en dehors des cas de poursuites judiciaires, de mobilisation ou de guerre. . . .»

Qu'il soit remarqué ici que ce choix de citation montrant tout le ridicule des «libertés» dans «les cadres de la loi» ne sont pas arbitrairement extirpées de l'ensemble, mais qu'effectivement, chaque «liberté constitutionnelle» peut être suspendue par un article de loi. Ici, la question se pose d'elle-même, à savoir de quelles lois il s'agit en définitive. Un des derniers articles de la constitution éclaire sur cette question: «Toutes les lois existantes, à l'exception de la loi sur la plus haute autorité publique et l'administration suprême de l'Etat, restent en vigueur jusqu'à leur suppression ou leur amendement.» Parmi les lois de la dictature grand-serbe qui ne seront ni supprimées, ni amendées, se trouve la plus importante et la plus infâme loi de terreur «pour la protection de l'Etat». Il est bon de rappeler ici que par cette loi, les derniers vestiges de libertés bourgeoises et de droit démocratique furent anéantis; que par cette loi, les nations opprimées, les masses laborieuses, leurs organisations et leurs chefs devinrent la

proie des policiers et des mercenaires de la dictature; que par cette loi, la moindre résistance au système régnant, toute propagande d'opposition, toute liberté d'opinion, la remise même d'une pétition, la pose d'une couronne sur la tombe de Stephane Raditch, le chant d'un hymne national sont passibles de la peine de mort ou de longues années de travaux forcés. Et cette loi infâme est complétée de toute une série d'ordonnances secrètes et de circulaires de la dictature grand-serbe, en base desquelles les têtes des leaders révolutionnaires sont mises à prix, les emprisonnés torturés dans les prisons pour leur arracher des aveux «spontanés». Les 114 adversaires du régime, assassines avant la proclamation de la constitution, les milliers de national-révolutionnaires, de communistes etc. . . . qui ont été condamnés à des années de baigne en base de cette loi «pour la protection de l'Etat» et des ordonnances secrètes de la dictature grand-serbe en sont les preuves douloureuses. Et l'exécution des trois jeunes nationalistes croats Rossitch, Hranilovitch et Soldin après la proclamation de la constitution, les procès à huis-clos qui viennent de se terminer devant le tribunal fasciste spécial de Belgrade montrent que la terreur «légale» de la dictature est restée à l'ordre du jour dans «l'Etat constitutionnel» yougoslave.

Les alinéas suivants de la constitution renferment les dispositions très «démocratiques» sur l'autorité publique: « . . . Le pouvoir législatif est exercé en commun par le roi et des représentants du peuple . . . Le pouvoir exécutif est exercé par le roi sur les ministres qualifiés . . . Le roi confirme et proclame les lois, nomme les fonctionnaires d'Etat, distribue des grades militaires . . . Le roi est le chef suprême de l'armée . . . Le roi représente l'Etat dans ses relations avec tous les pays étrangers. Il déclare la guerre et fait la paix . . . Le roi ne peut être rendu responsable . . . »

Où s'agit-il là de «libertés du peuple»? Qu'en est-il de la «représentation du peuple»? Y a-t-il là au moins quelque chose de la «collaboration immédiate du peuple»? Loin de là!

«La représentation du peuple» se compose du Sénat et du Parlement . . . Le Sénat se compose de sénateurs nommés par le roi et de sénateurs élus par suffrage . . . Le roi peut nommer autant de sénateurs qu'il y en a eu d'élus . . . Le Parlement se compose de députés qui sont nommés par le suffrage universel . . . »

La loi sur les élections qui fut proclamée peu après la constitution montre combien «libres» sont les élections de ces «représentants du peuple». Cette loi, en effet, ne décide pas seulement que les votes se donneront publiquement et oralement et que le comité électoral a le droit de photographier et dactylocooper, et ce séance tenante, tout électeur «dont l'identité ne peut être constatée d'une manière irrécusable», (en d'autres mots tout électeur éventuellement d'opposition) mais cette loi électoral rend impossible toute candidature d'opposition. Chaque parti doit dresser une liste, et cette liste doit porter 60 signatures de chaque district électoral du pays. En outre, chaque parti doit présenter un candidat dans chaque district, dont la candidature exige 200 signatures. C'est-à-dire que chaque parti doit rassembler environ 90,000 signatures. De plus, un système de «contrôle des signatures» a été introduit, réservant à chaque citoyen le «droit» de retirer la signature donnée. Le parti obtenant le plus grand nombre de voix reçoit automatiquement les deux tiers de tous les mandats, le reste est distribué entre les divers partis, y compris le plus fort. Il est clair que, vu la structure nationale de la Yougoslavie, il est absolument impossible que n'importe quel ancien parti ou un nouveau parti d'opposition puisse, dans ces conditions, participer aux élections, car aucun n'est à même de recueillir dans chaque district électoral le nombre de signatures exigées, ni surtout de les garder!

Par la loi sur «les élections sénatoriales» il est décidé que les membres du sénat sont nommés par banovine. En outre, les sénateurs ne sont pas élus directement, mais par des délégués. Ces délégués sont tous membres du parlement, conseillers des banovines, maires, — c'est-à-dire, à l'exception des membres du parlement, — des personnes ayant toutes été placées à leurs postes par le gouvernement! Les votes ont également lieu oralement et chaque candidature exige 50 signatures.

Le gouvernement du reste, ne dépend même pas d'une telle représentation «du peuple»: «Le roi nomme et destitue les présidents du conseil des ministres et les ministres. Le président du conseil et les ministres forment le conseil des ministres soumis immédiatement au roi . . . »

Un seul article suffit pour caractériser tout l'alinéa sur la soi-disant «souveraineté» des banovines et communes: «Le Banus, resp. les organes d'Etat prévus par loi ont le droit de suspendre toutes les décisions des conseils ou des commissions de banovines ou des conseils ou commissions communales ne répondant pas à la constitution, aux lois ou aux institutions . . . Les conseils de banovines peuvent être dissous par un ukase royal . . . »

Un article très «libéral» de la constitution et resp. l'article sur la liberté et l'indépendance des juges est annulé pour cinq années par un autre article de la même constitution!

Mais le comble c'est l'article 116, du reste tout à fait superflu! «Au cas d'une guerre ou d'une mobilisation, ou au cas de désordres ou de soulèvements menaçant la sécurité publique ou la sûreté de l'Etat, le roi peut décréter par une ordonnance que, provisoirement, toutes les mesures exceptionnelles absolument indispensables soient prises dans tout le royaume ou une de ses parties, indépendamment de la constitution ou des dispositions légales.»

Donnons maintenant encore un bref aperçu sur la nouvelle «loi sur les associations et réunions»: En base de cette loi la police a le droit «d'interdire toute association, si celle-ci par sa dénomination, ses buts ou institutions est en antagonisme avec l'ordre social ou d'Etat, ou la sûreté publique, ou bien s'il s'agit d'une association de culture physique de caractère religieux, national ou régional . . . La direction de l'Association doit tenir une liste détaillée des membres et la mettre à la disposition des autorités si elle y est requise . . . ». Toute assemblée de membres doit être annoncée à la police 48 heures à l'avance, en indiquant l'heure, le lieu et l'ordre du jour. La police peut non seulement assister à toute réunion de membres, mais «elle peut aussi l'interdire si elle est en contradiction avec les décisions statutaires de l'association ou des lois, resp. les autorités peuvent rayer de l'ordre du jour les points en contradiction avec les statuts de l'association ou les lois . . . » La police a, en tous temps, le droit de prendre connaissance des protocoles des séances et réunions et d'annuler les décisions prises. Les partis politiques, qui ne doivent avoir un caractère ni religieux, ni national ou régional, ni des buts contraires à l'homogénéité du peuple, l'unité de l'Etat et l'ordre social, ne peuvent être fondés que s'ils comptent au moins 100 «fondateurs» et un «comité» d'au moins 50 membres dans tous les districts du pays. Ce n'est qu'alors que le ministre de l'intérieur décide si un parti peut être formé ou non, et si finalement il en a l'autorisation, il peut être, en tous temps, dissout par le ministre de l'intérieur «si son activité est en désaccord avec des lois».

Cet exposé succinct donne un aperçu de la nouvelle «constitution» et des nouvelles lois les plus importantes. Afin de masquer un peu la manoeuvre trop visible, une loi fut édictée un peu avant la proclamation de la constitution, changeant légèrement les frontières des banovines. Les plus importants changements sont les suivants:

Savska Banovina (Croatie) obtient les districts Choupania, Youkovar, Vinkovtsi et Tchabar. De ce fait, le territoire historique de la Croatie se trouve presque entièrement dans la banovine Savska. La banovine Dunavska (Vojvodine) obtient les districts Mitrovitsa, Chid. La banovine Dravska (Slovenie), les districts Trohnomejl et Melitsa. La banovine Drinska, les districts Moravitsa et Travnik. La banovine Primorska (Dalmatie), les districts Stolats et l'île Kortchula. La banovine Zetska (Monté-négro) et une partie de Kosovo, les districts Djakovitsa, Podringé et Drenitsa.

Tout comme la proclamation de la constitution ne signifie nullement un adoucissement à la dictature, de même un changement des limites des banovines ne contribue en rien à un adoucissement de l'oppression nationale. La presse gouvernementale s'empresse dans ses commentaires de faire ressortir que cette loi ne signifie en aucun cas «un retour aux vieilles querelles nationales» ou une «suspension de l'unité du peuple yougoslave», mais qu'il s'agit uniquement «d'une mesure purement administrative, dans l'intérêt des conditions économiques et de la technique des communications dans les banovines». Après comme avant, les peuples croate, slovène, macédonien, albanais, monténégrin continueront d'être lésés de toutes leurs libertés et de tous leurs droits nationaux. Ils seront brutalement opprimés comme par la passe, et maintenant il a été «décrété par la constitution» qu'il n'y a qu'un peuple yougoslave «d'origine» «serbe» «croate» et «slovène».

En même temps que les classes et peuples opprimés de Yougoslavie étaient gratifiés de la «constitution», ils bénéficièrent également d'un nouveau gouvernement. Mais ce gouvernement est exactement semblable à l'ancien, avec les mêmes méthodes de terreur et de répression. Le général Peter Givkoviitch est resté président du conseil et ministre de l'intérieur, le serbe Marinkoviitch ministre des affaires étrangères, Gjuritch ministre des finances, le fasciste grand-serbe Maksimoviitch, ministre de l'instruction publique, le général D. Z. Stoyanoviitch, ministre de la guerre et Radivojeviitch ministre des transports. Tous les ministères de première importance sont restés entre les mains des banquiers, industriels et grands propriétaires fonciers grand-serbes et ceux de moindre importance ont été cédés aux représentants des banquiers industriels et grands propriétaires des autres nations non-serbes. Malgré la situation financière catastrophale, il se trouve au gouvernement neuf ministres sans portefeuille: Le serbe Ouzonoviitch, les croates Chvriuga et Preka qui étaient déjà dans l'ancien gouvernement, et auxquels on ajouta Hassanbegoviitch, vice-banous de la banovine Drinska; Pavlé Matitsa conseiller de banovine et prêtre à Bednia (Slovénie); Kosta Timotijevitch ancien ministre et membre du conseil législatif suprême de la dictature; Andra Stanitch, membre du parti radical et ancien ministre du gouvernement Korochets; Ivan Pucelj, membre de l'ancien Parti paysan indépendant slovène, l'ancien ministre et l'ancien député, Dr. Ivan Palechek.

Une lettre de Svetozar Pribitchévitch à la Fédération Balkanique

Au commencement de juin dernier, un certain Pera Gruber s'est rendu à Sofia et a contracté au nom du parti des démocrates indépendants (dont le leader est Pribitchévitch), un accord avec les fascistes macédoniens. Son arrivée à Sofia fut utilisée par les fascistes macédoniens, ainsi que par les fascistes bulgares pour mettre en évidence l'extension et l'unité du front fasciste des Balkans. Les fascistes macédoniens organisèrent une réception tapageuse à ce soi-disant représentant du parti Pribitchévitch. Ils se vantèrent d'avoir gagné dans leur front, outre Pavelitch, le représentant des fascistes croates, les serbes qui faisaient autrefois partie de l'Autriche-Hongrie et dont Gruber était considéré comme le représentant.

Dans notre article «Les grands procès contre les Croates» publié dans le dernier numéro de notre revue (Août), nous relevions le fait incompréhensible pour tout combattant vraiment national, que le représentant de ce parti, Gruber, contracte une alliance avec les fascistes bulgares. A cette occasion, Monsieur Svetozar Pribitchévitch nous envoie une lettre dans laquelle il déclare que son parti n'a pas eu de représentant à l'étranger, qu'il est un vrai démocrate et qu'il est contre tous les fascistes. Nous prenons bonne note de cette déclaration, et publions ci-après la lettre in-extenso:

Dans le No. 143/4 de votre journal on a fait paraître un article de Karachévitch, dans lequel il dit:

«D'où s'explique le fait, incompréhensible pour tout combattant vraiment national qu'au moment même du procès de Zagrebe et immédiatement après les élections en Bulgarie, le représentant des démocrates indépendants émigrés (Pribitchévitch), Pera Gruber, contracte une alliance avec les fascistes bulgares?»

Par rapport à ce qu'on y prétend et comme je ne puis admettre qu'on répande de moi où que ce soit de pareilles rumeurs invraisemblables, je vous prie de bien vouloir publier dans votre journal la correction suivante:

- 1) Je suis tout à fait un démocrate entier et sincère et par conséquent un adversaire prononcé et résolu de tous les fascistes.
- 2) Jamais personne n'a été autorisé des démocrates indépendants en général et de moi en particulier d'aller en Bulgarie et de contracter une alliance avec les fascistes bulgares ou avec qui que ce soit.
- 3) Jusqu'à ce moment il n'existait aucun représentant des démocrates indépendants à l'étranger.

Veillez agréer, Monsieur le rédacteur, l'expression de ma haute considération.

Prague, le 23, septembre 1931.

signé: Svetozar Pribitchévitch
ancien ministre et député, président de la coalition paysanne-démocrate.

La lutte pour une issue à la crise en Bulgarie

par A. Tsvetkov

La vague ascendante de la crise générale a également atteint la Bulgarie dès la fin de 1929. Pour ce qui est des finances de l'Etat, elles se trouvent dans un état de crise chronique. Aussi les «hommes d'Etat» bulgares n'ont ils pas seulement recourus à des mesures pour y remédier dans l'intérieur du pays, sous forme d'impôts directs et indirects, redevances de toutes sortes, mais ils essaient aussi d'obtenir l'aide étrangère par des emprunts divers. Le gouvernement bulgare serait tout disposé à contracter de nouveau un emprunt, s'il trouvait seulement une puissance prête à le lui accorder. Mais les grandes puissances impérialistes et leurs financiers, savent parfaitement que l'économie de la Bulgarie est dans un état désastreux de désordre et que leurs capitaux courraient de trop grands risques. Et c'est pourquoi les grandes puissances impérialistes se contentent de conseiller à la bourgeoisie bulgare de prendre des mesures pour assainir les finances du pays. La crise économique atteint très profondément l'industrie et l'agriculture. Il n'existe pas une seule branche de la production qui n'ait été gravement touchée. L'industrie métallurgique ne fournit que 50% de sa capacité de rendement. A **Roussé**, centre d'industrie métallurgique, 2 ou 3 entreprises seulement sont encore en activité, n'employant que quelques douzaines d'ouvriers. A Bourgas toutes les usines sont fermées ou ont considérablement réduit leur production et le nombre de leurs ouvriers. Il en est de même à Sofia et à Plovdiv. Seuls les arsenaux et usines de guerre travaillent à plein rendement. Dans l'industrie du textile, l'arrêt ne se fait pas trop sentir, car les effets de la crise se manifestent surtout dans la réduction du nombre d'ouvriers et la réduction des heures de travail, comportant naturellement une réduction des salaires. Il en est de même dans l'industrie du bâtiment. D'après l'organe du syndicat révolutionnaire du bâtiment, «Stroitelnen Rabotnik», 50% des ouvriers du bâtiment sont sans travail. Le chômage dans le bâtiment a des répercussions catastrophales sur l'industrie du meuble et diverses autres branches de l'industrie s'y rattachant. La production du charbon a diminué également et dans l'industrie du tabac, on embaucha beaucoup moins d'ouvriers, même pendant la haute-saison. Cette année, on a procédé à des renvois en masses dans cette branche d'industrie au mois d'août déjà, alors que l'année passée, ces renvois ne commencèrent qu'en septembre et même novembre.

La crise industrielle en Bulgarie a donc considérablement empiré les conditions de la classe ouvrière du pays. Selon les données des syndicats indépendants, le chiffre des chômeurs se monte à environ 200.000, sans compter ceux qui ne travaillent qu'un jour sur deux. Une infime partie seulement des chômeurs reçoit des secours minimes. Ceux qui ont une famille reçoivent une allocation de 16 levas (3 frs) par jour et les célibataires 10 levas (1.80 frs). Les statistiques officielles estiment le salaire moyen à 55 levas par jour. Si nous considérons que les statistiques officielles ne sont jamais l'expression exacte de la vérité, et que l'ouvrier est en général voué au chômage un tiers de l'année, sans compter les journées plus courtes, le salaire en Bulgarie ne dépasse en aucun cas une moyenne de 35 levas. En outre les salaires sont irrégulièrement payés. Ces irrégularités de paiements érigées, semble-t-il, en système, furent le motif de nombreuses grèves ces derniers mois, contre cette nouvelle forme d'offensive du capitalisme. On a noté des cas où les entrepreneurs retenaient les salaires pendant plusieurs mois!

Toutes les branches de l'agriculture sont également durement frappées, surtout la production des céréales qui souffre particulièrement de la baisse des produits agricoles. Cela n'empêche du reste pas les grossistes de revendre les céréales aux prix anciens, et de réaliser ainsi d'immenses bénéfices. De sorte que les paysans sont doublement exploités et réduits à la ruine. Une ordonnance de l'ancien gouvernement Sgovor concernant la réglementation de l'exportation des céréales, qui avait été proclamée surtout pour récupérer les impôts en retard, dont une partie en nature, dut être «réorganisée» par le «nouveau» gouvernement vu l'exaspération des masses. Mais cette «réorganisation» se montra pratiquement inefficace.

Les producteurs de plantes industrielles se virent également exploités honteusement de la même manière par le capital organisé. Dans la production des betteraves et du tabac, le capitalisme dicte les prix déjà avant la récolte. Des protestations en masses s'élevèrent contre le soi-disant «Schkarta» qui signifie que les prix sont encore plus réduits. Dans ce cas encore, ce sont les petits producteurs qui sont le plus rudement frappés. Pour maintenir leur entreprise, ils sont obligés de s'adresser à des usuriers. Les dettes des paysans se montent à des milliards de levas dont les intérêts ne peuvent même pas être payés. Le budget de l'Etat a doublé en quelques années, et s'appuie presque exclusivement sur les paysans pauvres et moyens. Ces

derniers sont dans l'impossibilité absolue de payer les impôts, de sorte que l'Etat procède à des expropriations en masses.

En outre, il y a en Bulgarie plus de 400.000 réfugiés. Une partie peuple les campagnes, mais leur situation est encore plus précaire que celle des indigènes, car ils sont chargés d'une dette de 10.000 levass contractée pour leur «installation».

La diminution de la puissance d'achat des masses d'une part, et l'attitude du capitalisme d'autre part ont aussi lourdement atteint l'artisanat et le petit commerce. Cela eut pour conséquence la fermeture de nombreuses petites entreprises. Le mécontentement s'est donc étendu aux masses des petits artisans et commerçants. Lors du dernier congrès de leurs syndicats, ils protestèrent contre la politique du gouvernement.

En un mot, l'offensive du capitalisme contre la classe ouvrière en Bulgarie se manifeste sous toutes ses formes. Les masses y répondent par une contre-offensive. Cette volonté de défense des masses se fait surtout jour par l'éclatement de grèves auxquelles participent des dizaines de milles d'ouvriers et de paysans, et en outre dans les secours matériels aux grévistes par les paysans; dans les mouvements de protestation contre les impôts; dans les 170.000 voix accordées lors des élections au Bloc ouvrier et paysan, et aux actions des paysans le 1. août et le 6 septembre, aux cours desquelles 3 paysans furent tués, et enfin dans les revendications des paysans organisés dans l'Union agrarienne. Dans cette lutte sont face à face: les masses travailleuses sous la conduite du P. C. d'un côté, et le capitalisme avec la finance en tête. Le gouvernement se place, bien entendu, complètement et ouvertement aux côtés de ces derniers.

La lutte électorale de juin dernier se mena entre trois groupements: la coalition populaire du gouvernement, composée des deux ailes du «Sgovor» démocrate et de l'aile de Smilov du Parti national-libéral; le Bloc populaire composé de l'Union agrarienne, du Parti démocrate, du Parti national-libéral (aile de Petrov) et du Parti radical, et enfin le Bloc ouvrier et paysan composé du Parti ouvrier, de la gauche de l'Union agrarienne, des organisations révolutionnaires des émigrés et réfugiés et d'autres organisations de masses.

Il faut signaler encore le Parti social-démocrate et le groupe macédonien fasciste. Nous parlerons du premier, non pas parce qu'il n'obtint que 25.000 voix, mais parce qu'il a encore une certaine influence parmi les fonctionnaires de l'Etat, surtout parmi les cheminots et les postiers, et du dernier, parce qu'il fut le seul parti à pouvoir présenter des candidats en Macédoine bulgare, et que les masses en manifestèrent leur mécontentement en remettant des bulletins munis de mots d'ordres révolutionnaires. (Dans certaines localités les mots d'ordres révolutionnaires formaient 75% des voix.) Le Bloc populaire gouvernemental utilisa le mécontentement des masses dans sa lutte électorale. Ses agitateurs parcoururent le pays en faisant de grandes promesses aux paysans et leur promettant des jours meilleurs si leur bloc remportait la victoire. La majorité des électeurs se laissa abuser par de belles paroles, comme le montre trop bien le résultat des élections. Le Bloc populaire gouvernemental obtint la majorité des sièges au Parlement. Malgré la terreur violente, le Bloc ouvrier et paysan obtint 170.000 voix et 31 sièges au Parlement. C'est là un brillant succès se rapprochant de bien près des 230.000 voix qu'obtint le Parti communiste aux élections de 1923, époque où la terreur et les persécutions étaient loin d'être ce qu'elles sont devenues aujourd'hui. Il est caractéristique que le Bloc ouvrier et paysan remporta les plus grands succès dans les centres industriels. Il obtint 10.000 voix à Sofia (2 mandats), 5.500 à Plovdiv (2 sièges) etc... La victoire électorale donna un nouvel élan au mouvement révolutionnaire. Les syndicats, révolutionnaires doublèrent presque le nombre de leurs membres, qui passa en deux mois de 3.500 à 7.500 et sera bientôt de 10.000. Le Parti ouvrier et l'Union des jeunesses ont également doublé le nombre de leurs membres. Après les élections, le prolétariat fut plus conscient de sa force et dans le court espace de deux mois, de nombreuses grèves ont éclaté dégénérant en lutte ouverte, non seulement contre les patrons, mais aussi contre la police. Des actes magnifiques de solidarité se sont manifestés. Les paysans ont montré leur sympathie pour la classe ouvrière en soutenant les grévistes par des dons de vivres. Ces actions de luttes immédiatement après la prise du pouvoir par le «nouveau» gouvernement l'inquiétèrent énormément.

Ce n'est pas sans raison que la presse bourgeoise se plaignit que les désordres de grèves troublaient «la lune de miel» du nouveau gouvernement.

Les voix accordées au Bloc populaire gouvernemental échurent pour la plus grande partie à l'Union agrarienne. C'est elle en effet, qui en premier lieu élargit la base sociale de la dictature fasciste. Les vastes masses crurent aux promesses des leaders de cette organisation. Cette confiance fut augmentée du fait que la bourgeoisie estimait qu'on ne pouvait compter sur une partie de ses leaders, et qu'ils n'étaient pas aptes à participer au gouvernement, ce qui accroissait leur popularité.

Du point de vue de la bourgeoisie, la participation de l'Union agrarienne au gouvernement a son bon et son mauvais côté. Les avantages consistent en ce que toutes les couches de la bourgeoisie ont pu s'assurer que les leaders de l'Union agrarienne sont en effet des agents «loyaux» de la politique du capital financier. Les désavantages se montreront dans un avenir prochain, du fait que l'Union agrarienne, qui était jusqu'alors un instrument de la bourgeoisie contre les masses laborieuses, ne pourra plus être utilisé comme tel. Les masses comprennent maintenant que le P. C. avait raison lorsqu'il affirmait que les leaders de l'U. A. étaient prêts à s'associer même avec le diable pour obtenir quelques sièges au ministère. Par contre, les vastes masses du peuple qui ont voté pour l'Union agrarienne voient de plus en plus clairement l'antagonisme entre leurs intérêts et l'attitude des leaders. Car l'U. A. est actuellement un parti gouvernemental ayant trois sièges de ministres, et ses leaders décident du sort du peuple bulgare.

Avant les élections, on parlait beaucoup de l'annulation des dettes paysannes, mais maintenant qu'il faut passer aux actes, il est seulement question de transférer les dettes des paysans envers des personnes privées à la Banque Agricole Nationale, ce qui signifie que les capitalistes recevront ainsi l'argent qu'ils n'auraient pu obtenir des paysans. A part cela, la dette reste maintenue et les intérêts doivent être payés à la Banque Nationale. Les ventes aux enchères continuent et les impôts sont impitoyablement recouvrés.

L'ancien président des ministres, **Malinov**, déclara ouvertement dans un de ses discours: «que la question la plus importante et la plus urgente est le relèvement financier de la Bulgarie» . . . Les voies y conduisant sont: «économies et recherches de nouvelles sources de revenus. Le cabinet anglais a eu le courage de l'annoncer au peuple anglais. . . Il n'y a que deux voies . . . il n'y en a pas d'autres!»

D'après ce programme du gouvernement bulgare, le fardeau des dettes sera toujours augmenté et les ventes aux enchères vont redoubler. Les économies, selon la déclaration publique de Malinov, seront comme en Angleterre: réduction des salaires et d'assurances sociales, augmentation des impôts. Toutes les mesures sont prises pour y préparer le public. Le renoncement du roi à un million levas de sa liste civile qui est d'environ 6 millions par an, la déclaration des ministres qu'ils suivront son exemple, la réduction projetée des appointements des hauts fonctionnaires, tels sont les premiers pas pour créer les conditions psychologiques favorables à la diminution des appointements des petits fonctionnaires, pourtant déjà assez modestes, et à l'offensive du capital contre les salaires en général.

Quant à l'abolition du régime de terreur exercé par le gouvernement précédent, elle reste à l'état de promesse.

Tout de suite après la prise du pouvoir, le «nouveau» gouvernement s'éclaboussa du sang des ouvriers. Deux ouvriers du textile furent fusillés à Yambol. Peu après ce fut le tour de paysans assassinés par les soldats. Tout comme auparavant, les grèves sont brutalement réprimées par la force armée, toute assemblée des organisations révolutionnaires est interdite, les leaders et les militants sont arrêtés et emprisonnés en masses. La presse ouvrière est soumise à des confiscations continues, les syndicats sont fermés par la police. L'immunité des députés est illusoire, ils sont arrêtés systématiquement et férocement maltraités dans les casernes de la police. Les députés Nonev, Kostov, Dimitrov, Roussinov, le «pope rouge», et d'autres encore durent être transportés à l'hôpital le corps ensanglanté.

L'amnistie qui avait été promise à tous les emprisonnés politiques et aux émigrants n'a pas encore été décrétée. Le ministre de la justice a déclaré qu'il préparait des «grâces», c'est à-dire qu'il n'y aura pas d'amnistie complète ni d'annulation de la loi de défense de l'Etat, revendiquées par les masses populaires et promises par l'U. A. pendant la période d'opposition. Le ministre Verbanov a l'intention de «liquider» cette question en insérant les prescriptions pénales de la loi de défense de l'Etat dans le code pénal civil.

Les vastes masses des électeurs commencent à comprendre que l'ancien régime du «Sgovor» fasciste et celui qui l'a remplacé ne font qu'un. Les masses se rendent de plus en plus compte qu'il n'y a que deux issues à la crise épouvantable qui sévit actuellement: celle poursuivie par la bourgeoisie et qui consiste à se décharger du poids de la crise en la rejetant sur l'échine des masses laborieuses et l'autre poursuivie par les ouvriers et paysans, la voie révolutionnaire, consistant dans la lutte pour l'augmentation des salaires, pour l'aide publique aux sans-travail, l'annulation des dettes des paysans, des petits commerçants et des réfugiés, l'exonération d'impôts pour les familles dont le revenu est inférieur à 60.000 levas, pour l'utilisation gratuite des fonds publics agraires pour les paysans laborieux. Pour cela, il faut faire le front unique de bas en haut en gagnant les vastes masses productives des villes et des campagnes, en consolidant les organisations révolutionnaires pour la défense active de l'Union des

Soviets et du Parti communiste par la lutte pour l'amnistie complète et sans condition, et l'annulation de la loi de défense de l'Etat, pour l'existence légale du P.C. et de l'U.J.C. de Bulgarie par le renversement de la dictature fasciste et l'instauration du gouvernement ouvrier et paysan de la Bulgarie.

Le fait que les vastes masses reconnaissent de plus en plus clairement le vrai caractère de l'Union agrarienne est prouvé par les résolutions des organisations de cette Union et les déclarations de groupes entiers publiées dans la presse légale des masses laborieuses. Elles impliquent les revendications fondamentales des masses, en premier lieu, l'amnistie absolue et sans condition, l'annulation de la loi de défense de l'Etat. Tout cela signifie un avertissement au gouvernement et en particulier à l'Union agrarienne d'avoir à remplir leurs engagements. Par la suite, les masses voyant qu'elles sont dupées se détourneront de l'Union agrarienne. Contrairement aux affirmations du secrétaire de cette Union, V. Dimov, que les villages sont réfractaires au communisme, nous pouvons affirmer qu'en réalité de grands horizons sont ouverts aux communistes dans les campagnes. Le fait que de nombreux paysans sont sortis de l'U.A. pour entrer au Parti ouvrier et paysan sont la preuve d'un commencement de décomposition au sein de l'Union agrarienne.

La lutte pour sortir de la crise a pris des formes plus aiguës. Le prolétariat et les masses travailleuses des villes et des campagnes répondront aux mesures de terreur du gouvernement en préparant des solutions révolutionnaires.

La crise de la livre sterling et ses premiers effets en Grèce

par R. Mavros.

Il ya plus d'un mois, l'étalon d'or fut suspendu en Angleterre. Une panique indescriptible s'empara alors du monde capitaliste, et ce, à bon droit, car la livre était considérée comme le fondement, non seulement de l'impérialisme anglais, mais de l'impérialisme mondial. Tout le système international de crédit et le commerce mondial s'appuyaient sur la livre. En outre, celle-ci représente aussi la base de toute une série de valeurs de nombreux pays capitalistes. Une inflation de la livre, qui a du reste déjà commencé entraînera inévitablement dans l'abîme l'économie de ces pays. Parmi les pays liés directement ou indirectement avec le capital anglais, se trouvent les pays balkaniques, en premier lieu la Grèce. Le plus petit ébranlement en Angleterre y a une répercussion. En Grèce, en effet, il n'y a aucune branche de l'économie qui ne soit intimement combinée avec le capital anglais. La Banque Nationale de Grèce, qui tient la tête des banques grecques et contrôle directement ou indirectement la majeure partie de l'économie du pays, est en liaison étroite avec la banque anglaise Hambros. Un effondrement ou même un ébranlement de cette banque aurait pour la Grèce les conséquences les plus désastreuses. Certes, nous ne voulons pas faire de prophéties, mais nous devons constater que les actions de la Banque Nationale sont déjà tombées ces jours derniers, de 70.200 dr. à 67.000 drachmes. Et nous devons encore faire remarquer que jusqu'à présent, les actions de la Banque Nationale étaient considérées comme les valeurs en bourse les plus fermes.

Mais le coup le plus rude pour la Grèce vint d'un autre côté. Les titres d'Etat qui montraient jusqu'alors dans toutes les Bourses mondiales une force de résistance extraordinaire commencèrent tout à coup, quelques jours avant la suspension de l'étalon-or en Angleterre, à baisser rapidement. Cette chute a continué jusqu'aujourd'hui sans avoir pu être arrêtée.

Ci-après un petit exposé montrant le cours de quelques titres d'Etat:

Cours le 7. 9. 1931.		Cours le 25. 9. 1931.	
Emprunt 5% de 1881	76 livres		74 livres
" 7% de 1924	99 "		83 "
" 6% de 1928	85 "	68 "	Emprunt stabilisation
" 6% de 1928	80 "	68 "	" productif.

Il en ressort une dévalorisation sensible des titres d'Etat grecs, ce qui est compréhensible lorsque l'on considère que le créancier patenté de la Grèce est la banque anglaise Hambros. La dévalorisation des titres d'Etat a encore une autre importance. Malgré la crise économique, malgré l'énorme appauvrissement des masses laborieuses et surtout des masses paysannes en Grèce, le gouvernement, par l'emploi de la terreur la plus brutale, avait presque réussi à maintenir quand même l'équilibre de son budget. C'est ainsi que le gouvernement pouvait fièrement faire remarquer à chaque occasion la sûreté des finances de l'Etat et conséquemment de l'économie grecque en s'en rapportant aux titres d'Etat. Ce dernier argument disparaît maintenant.

Une autre rude secousse consiste dans l'ébranlement de la stabilisation du drachme. Il faut constater ici: 1. que l'emprunt de stabilisation (qui du reste, comme l'indique le tableau ci-dessus est sensiblement dévalorisé) fut contracté en Angleterre pour 6 millions de livres, et 2. qu'une grande partie de la garantie des banquenotes en circulation est couverte en valeurs anglaises. Il s'agit d'un million et demi de livres, ce qui représente plus de 25% de la garantie totale. Il est clair qu'une dévalorisation de la livre entraîne une dévalorisation des garanties du drachme c'est-à-dire une inflation. En effet, les garanties sont à peine de 41%. Le gouvernement essaie, par tous les moyens, de rassurer l'opinion publique en affirmant que le drachme ne court aucun danger. Il essaie en même temps de créer des illusions en déclarant qu'il exigera de la Banque d'Angleterre le paiement en or du million et demi de livres. Or c'est une illusion de vouloir que l'Angleterre paie intégralement le montant de livres dévalorisées. De plus, le gouvernement déclare encore qu'il placera les garanties dans des valeurs plus sûres, et ce, en francs et en dollars. Or le développement de la crise montre qu'à l'heure actuelle aucune valeur au monde n'est certaine. Les grandes banques françaises, les dernières espérances du capitalisme agonisant, annoncent des difficultés. Enfin, il faut remarquer que le lancement d'un nouvel emprunt sur lequel spéculait le reste depuis longtemps le gouvernement grec, est mis tout à fait hors de question par la crise financière internationale qui vient d'éclater. Bref, le fantôme de l'inflation grecque, qui apparaît à l'horizon, ne manquerait pas d'être suivi de graves troubles politiques. Et une certaine dévalorisation du drachme s'est déjà manifesté.

Le journal «Eleftheron Vima», l'organe capitaliste le plus compétent, expose dans un article paru le 22. 9. 1931, quelle serait pour la Grèce l'importance d'une dévalorisation de la livre, contrairement aux assurances du gouvernement. Il estime le dommage subi par l'économie grecque ces jours derniers par suite de la baisse des titres d'Etat et de la livre, à au moins 5 millions de livres. Et ce, seulement jusqu'au 22. 9. 1931! Depuis, le dommage s'est accru. Et il est inutile de souligner l'importance de cet évènement pour la Grèce.

Une autre conséquence grave de la crise en Angleterre réside en ce que tout le commerce des raisins secs repose sur la livre. Et cela est bien compréhensible, puisque l'Angleterre est le pays qui importe le plus de raisins. Il a suffi de ces quelques jours pour que le commerce des raisins secs fut tout à fait bloqué. Or ceux-ci étant un des articles d'exportation les plus importants, l'économie grecque se trouve durement atteinte. Un fait très caractéristique, c'est que les commerçants en gros essaient de profiter de la dévalorisation de la livre, en exploitant les petits producteurs. Ils veulent payer les réserves de raisins avec la livre, ce qui provoqua une violente protestation de leur part. En outre, ils exigent en Angleterre le paiement en base de l'étalon-or. Cela montre une fois de plus que même en temps de crise, le capitalisme s'efforce d'exploiter encore davantage les vastes masses laborieuses. Cela montre aussi en même temps que la crise se fait surtout lourdement sentir au sein des masses travailleuses. Pour l'instant, un large mouvement se développe dans les régions de l'industrie des raisins secs, mouvement pouvant s'élargir dans des proportions imprévisibles. En tout cas, les conséquences de la crise en Angleterre se feront sentir longtemps sur l'exportation des raisins secs et amènera un recul de leur consommation dans ce pays.

Il y a encore d'autres difficultés. Des banques annoncent qu'elles réduisent leurs paiements et n'encaissent les billets que dans les cas où cela est absolument nécessaire pour la marche «normale» des affaires, ce qui contribue à accroître l'inquiétude.

Il faut de plus mentionner que la marine marchande grecque est aussi durement frappée. Par suite de la chute de la livre, les prix de transports doivent être baissés, la dévalorisation des salaires des marins anglais permettant à l'Angleterre une concurrence plus large dans ce domaine.

Le renforcement nouveau de la crise, causé en première ligne par l'aggravation de la crise économique mondiale, ne resta pas sans influencer la situation politique en Grèce. Une partie de la bourgeoisie tente d'entreprendre la formation d'un gouvernement de coalition de tous les partis selon le modèle anglais. Pour le moment, le gouvernement ne semble pas trop disposé à consentir à ce plan; son organe «El. Vima» le rejette d'une façon décisive, s'en remettant à la force du gouvernement actuel qui le cas échéant, serait à même de prendre toutes les mesures nécessaires exigées par la situation.

Tels sont succinctement les premiers effets de la nouvelle aggravation de la crise économique mondiale sur la Grèce. Actuellement, il n'est pas encore possible de prévoir des formes concrètes de ce qui va suivre, mais il est en tout cas certain qu'une accentuation de la crise et des secousses politiques en résulteront dans ce coin de l'Europe.

La nouvelle vague de terreur en Grèce

par E. Georgiadès.

La radicalisation toujours plus croissante des vastes masses en Grèce, en base de la crise économique toujours plus aiguë, et qui trouva son expression lors des dernières élections de Mytilène, lorsque 25% des électeurs votèrent pour le Parti communiste de Grèce, contraint la bourgeoisie à intensifier son régime de terreur. Les élections de Mytilène avaient déjà donné à la bourgeoisie matière à réflexion. Il y eut immédiatement des conférences et délibérations entre les divers partis et groupements sur la question de savoir comment on pourrait le mieux battre en brèche le danger communiste. Il manquait seulement encore le motif, pour recourir ouvertement à des mesures de terreur. Il ne fallut pas longtemps pour le trouver. Lorsque le 1 août à Serres, un commandant fut tué au cours d'une bagarre entre les manifestants et les gendarmes, et que le même jour au Pirée, un policier de la section politique et ennemi acharné des communistes fut abattu par des ouvriers poussés à bout, la bourgeoisie estima le moment propice pour montrer ouvertement sa bestialité. Ce fut le commencement d'une exzitation sans précédent. Toute la presse bourgeoise, gouvernementale ou d'opposition, tout l'appareil bourgeois, les gens de commerce, d'industrie, les organisations fascistes, firent appel au gouvernement contre les ouvriers et paysans révolutionnaires et réclamèrent l'emploi de la force violente. Caractéristique en ce sens est la citation suivante dans le journal «Helleniki» au début d'août:

«... Mais si l'Etat veut prévenir cet état de choses, il y a une seule possibilité. Il doit supprimer les lois existantes et mettre en pratique la loi du talion: «Oeil pour oeil...» Il doit abandonner la clémence (!).

A cette fin serions nous les premiers à saluer une dictature et une violence exécutive dure et impitoyable. Nous applaudirions à une loi qui prescrirait que tout communiste qui dirigerait les armes contre un citoyen ou un organe de l'ordre soit fusillé sur-le-champ. Tout communiste qui tente de troubler l'ordre doit être fusillé sans procès. La loi du lynch doit être proclamé loi d'Etat...»

Voilà le ton sur lequel écrit un journal en opposition avec le gouvernement. Cette opposition, qui lutte soit-disant contre le gouvernement, est prête à accueillir une dictature de sa part, à condition seulement qu'elle soit dirigée contre les communistes. La presse gouvernementale se met presque au même diapason. Naturellement l'excitation ne resta pas sans résultat. Déjà le 2 août, 12 travailleurs à Serrès (Macédoine), furent condamnés à des peines d'emprisonnement se montant en tout à 80 années! D'autres condamnations suivirent, de sorte qu'au cours de la première semaine du mois d'août, des peines de prison se montant à 181 années et des douzaines d'années de déportation furent prononcées contre 62 ouvriers. Ce n'est pas tout. Une loi fut immédiatement édictée, accordant aux sections locales de sécurité, le droit de déporter aux îles sans procès. Les listes des travailleurs qui devaient être déportés furent élaborées en un clin d'oeil. Seulement d'Athènes, plus de 200 ouvriers devaient être envoyés aux îles! Mais cela ne suffit pas encore au gouvernement. Il projette de concentrer tous les déportés, sur une île inhabitée pour les y exterminer physiquement. Dans ce but, on a prévu l'île déserte de Gaidouronissi. Il s'agit d'une île rocheuse de quelques kilomètres carrés, sans aucune végétation, et où il n'y a aucune source, pas une goutte d'eau! C'est sur cette île que des centaines de déportés politiques doivent être concentrés. Cela signifie la mort certaine pour des centaines de travailleurs. Pendant la guerre, cette île fut déjà utilisée comme camp de concentration pour les prisonniers turcs qui y moururent en masses. De plus, le gouvernement prévoit également la concentration de tous les emprisonnés politiques dans une seule prison. La prison qui se trouve sur l'île Ithaki a été envisagée et sera transformée en conséquence. Elle sera transformée de telle sorte qu'il soit impossible aux prisonniers de communiquer entr'eux. On ne veut pas que le traitement des prisonniers soit connu, car là aussi on fait des progrès. Les tortures jusqu'à l'évanouissement sont à l'ordre du jour. A Serrès, il y eut même un cas où un travailleur, arrêté le 1. août fut attaché toute une journée à la corde d'un puits pour être contraint à faire des aveux. Bref, la Grèce est en train, de rattraper les méthodes de Tsankoff et des bourreaux yougoslaves.

D'autres condamnations en masse furent également prononcées en Mytilène, au village Agiassos contre des paysans pauvres. Les paysans furent condamnés à 10½ ans de prison et 8 ans de déportation, pour avoir participé à une démonstration. Seul quiconque connaît les conditions à la campagne peut se faire une idée de ce que signifie la prison pour un paysan pauvre. Cela signifie tout simplement la ruine économique complète. On veut par de tels mesures, briser la volonté de lutte des vastes masses paysannes. D'autres procès de paysans pauvres sont encore sur le point de se dérouler à Mytilène. Une centaine de paysans doivent être traduits devant les tribunaux.

La campagne de terreur continue. Le 31 août se tint à Athènes, un procès contre le journal «Rizospastis». L'amende prononcée fut si élevée que le journal ne peut plus

paraître. Depuis le premier septembre paraît à sa place le «Nouveau Rizospastis». Ce procès fut intenté parce que le journal avait fait des révélations sur la vie privée du ministre de la justice Avraam qui est une personnalité connue dans les milieux homosexuels. D'autres procès sont en instance contre le journal. Le fait ci-après est caractéristique. Lorsque le rédacteur responsable de «Rizospastis» prit la parole pour sa défense, les travailleurs qui se trouvaient dans la salle poussèrent des cris d'acclamation. Le président ordonna alors l'évacuation de la salle, au cours de laquelle se produisit une bagarre avec la police. 10 ouvriers furent arrêtés. Les délibérations furent interrompues pour juger immédiatement les 10 «délinquants». 6 ouvriers furent condamnés à 5 ans de prison, les autres à deux ans. C'est là un verdict sans précédent!

Et tout cela n'est que le commencement d'un brutal régime de terreur. Plus la crise s'accroît, plus la vague de terreur s'intensifie.

De véhémentes protestations doivent être élevées de tous les côtés pour empêcher que prenne pied en Grèce, un régime de terreur comme en Bulgarie et en Yougoslavie.

Athènes, Septembre 1931.

La dictature fasciste de Mussolini et son vassal devant l'opinion publique

Par Gjini

Le 30 septembre 1931 a eu lieu à Ried (Autriche), le procès des deux émigrés politiques albanais, Cami et Gjeloshi qui, le 20 février 1931, avaient commis un attentat contre Zogou. On se souvient qu'au cours de cet attentat, un officier de Zogou avait été tué et un autre légèrement blessé. Régulièrement, le procès aurait dû avoir lieu à Vienne. Mais Mussolini exigea qu'il en fût autrement. Le chef de l'impérialisme italien qui est en train de coloniser l'Albanie et d'en faire une place d'armes pour la guerre future contre la Yougoslavie, avait tout intérêt à étouffer la voix des nationalistes révolutionnaires albanais et faire condamner à tout prix les deux révolutionnaires qui portèrent la main contre son vassal des Balkans. Pour atteindre ce double but, Mussolini jugea nécessaire de faire tenir le procès dans une petite ville de province où des juges dociles et des jurés réactionnaires suivraient la consigne du gouvernement fasciste de Vienne. Ried est une petite ville, centre agraire où les chrétiens radicaux règnent en maîtres, et était tout à fait désignée pour cette louche affaire. Le gouvernement autrichien qui ne veut rien refuser à Mussolini, sous prétexte de sauvegarder l'ordre public, décréta donc que le procès serait transféré à Ried. Dès lors, il n'y avait plus l'ombre d'un doute que les émigrés albanais seraient condamnés. Mais cela ne suffisait pas à Mussolini, ni au gouvernement autrichien. Il fallait aussi et surtout empêcher les deux accusés de parler, il fallait à tout prix éviter que le procès de Ried ne devint pour les nationalistes albanais, une tribune politique d'où ils pourraient accuser le régime sanglant des beys albanais et la colonisation italienne. Pour cela, il fallait avoir recours à des mesures tout à fait extraordinaires: par exemple, refuser le visa autrichien à tous les albanais et étrangers voulant se présenter au procès comme témoins à décharge, interdire aux accusés de parler du régime de Zogou et de l'impérialisme italien, refuser de lire les télégrammes de solidarité adressés aux jurés de tous les côtés pour demander l'acquiescement de Cami et Gjeloshi etc. . . . Le gouvernement autrichien n'hésita pas un instant à fouler aux pieds les règles les plus élémentaires de la justice bourgeoise et faire du procès de Ried, une sinistre comédie. Tout cela n'empêcha cependant pas Cami et Gjeloski, de faire devant les jurés de Ried et en présence de nombreux journalistes étrangers, le procès du régime de sang et de famine des beys albanais et de l'impérialisme italien. Malgré l'obstruction acharnée du président du tribunal, ils tracèrent avec vigueur et concision, l'histoire tragique du peuple albanais depuis la contre-révolution de décembre 1924 et clouèrent au pilori le sanglant aventurier qui, pour de l'argent et des honneurs, servit tour à tour l'impérialisme serbe et l'impérialisme italien, fit massacrer des milliers de paysans albanais et transforma le pays en une colonie italienne. Le président, impuissant à réduire au silence les deux révolutionnaires albanais, fit évacuer la salle, à maintes reprises, les avocats des accusés protestèrent contre l'attitude révoltante du président et du procureur. L'avocat de Cami, Dr. Pressburger a déclaré que depuis 25 ans qu'il exerce, il n'a jamais assisté à un tel procès!

Dans ces conditions, la condamnation de Gjeloshi à 7 années et de Cami à 3 années de réclusion n'a surpris personne.

Le scandale du procès de Ried fit une immense impression en Albanie, ainsi que dans les colonies albanaises de l'étranger. De tous les côtés, des protestations

indignées s'élèvent contre le coup de force de Ried, contre le gouvernement autrichien et l'impérialisme italien. De nombreux journaux bourgeois européens ont critiqué la conduite du gouvernement de Vienne qui a mis «la justice» autrichienne au service de l'impérialisme italien. L'organe de la social-démocratie autrichienne «Arbeiter Zeitung», qui pourtant ne nourrit pas trop de sympathie pour les révolutionnaires balkaniques, est obligée de reconnaître qu'à l'occasion du procès des deux émigrés albanais, la justice autrichienne «s'est prostituée»!

«Liria Kombetare», l'organe du Comité albanais de l'émancipation nationale, adresse un appel à tous les travailleurs albanais, les invitant à redoubler d'efforts pour faire libérer Cami et Gjeloshi, victimes de l'impérialisme italien. A cette occasion, «Liria Kombetare» souligne encore une fois la nécessité de renoncer à la pratique erronée de la terreur individuelle, et de concentrer toutes les énergies révolutionnaires pour l'organisation des masses laborieuses albanaises. La lutte révolutionnaire des masses laborieuses sous la conduite du Comité albanais de l'émancipation nationale, seule, nous assurera la victoire,

La colonisation et la serbisation de Kossovo

par Kosta Novakovitch

I.

Au début d'Avril 1913, j'assistai à l'embarquement des troupes serbes à Durazzo. Des enfants albanais accompagnaient les colonnes de l'armée serbe et chantaient une vieille chanson nationale albanaise, dont le refrain était changé:

«Nous ne sommes ni grecs ni serbes,
Nous sommes des héros skhipetars...»

Autrefois, au lieu du nom serbe, la chanson disait turc.

Les paysans serbes qui composaient l'armée s'embarquèrent joyeusement en chantant, heureux que cette attaque, incompréhensible pour eux, contre l'Albanie soit terminée. Les mots injurieux de la chanson albanaise ne les choquaient pas, car ils étaient mérités et n'étaient qu'une bien piètre vengeance contre les atrocités inhumaines qui avaient été exercées contre la population pendant les six mois d'occupation. Mais derrière ces paysans fatigués par la guerre et les maladies se tenait la Serbie officielle, qui loin d'être joyeuse, quittait l'Albanie en grinçant des dents, et seulement sous la pression de grandes puissances et la menace des canons de la flotte de guerre italienne et autrichienne dans les ports de Durazzo et San Giovanni. Pour cette Serbie officielle, l'attaque contre l'Albanie n'était ni incompréhensible, ni un pas stratégique dans les opérations de guerre contre l'armée turque. Effectivement, les opérations de guerre étaient terminées depuis longtemps. C'était tout simplement l'attaque des impérialistes grand-serbes pour la conquête de l'Albanie du nord et du centre avec les ports de Scutari, San Giovanni et Durazzo.

Et, bien qu'alors, les impérialistes grand-serbes se soient retirés d'Albanie, la conquête de Scutari et de l'Albanie continua d'être un des points les plus importants de leur programme impérialiste. Dans le livre d'instruction militaire serbe «Ce que je dois savoir en tant que soldat», approuvé et recommandé par le ministère de la guerre par le décret I. P. Nr. 1161 du 23 août 1922 se trouve même le passage suivant:

«Tous nos territoires ne sont pas encore réunis au royaume... Scutari est une partie du nord de l'Albanie...»

La Serbie paysanne n'existe plus. Elle s'éteignit au cours de quelques décades au 19^{ème} siècle et disparut définitivement en 1912. A sa place surgit la Serbie impérialiste: les impérialistes grand-serbes, la dynastie grand-serbe et le militarisme — jeune, brutal, et sans scrupule, rêvant d'une répétition de l'empire allemand et aspirant à rattrapper en dix ans les impérialistes centenaires. Le paysan serbe fut un instrument aveugle des impérialistes grand-serbes, de la chair à canon, «du bétail sans queue» pour s'exprimer comme les officiers serbes — qui sous les coups des supérieurs devait faire des assauts à la bajonnette, saccager et incendier les territoires conquis.

Pendant l'occupation de l'Albanie en 1912—1913, le gouvernement impérialiste serbe ne recula devant aucun moyen. Il fit dresser des gibets dans toute l'Albanie. *Il pendit, assassina, pilla la population pauvre albanaise. Seulement les riches beys et les agas ainsi que leurs tchifliks (biens féodaux) furent protégés par les soldats, afin que les métayers et les valets des fermes ne se les partagent pas.*

Les premières victimes de l'impérialisme grand-serbe furent la Macédoine et Kossovo. Et bien que les impérialistes serbes aient été contraints par des impérialistes plus forts qu'eux, de quitter la côte albanaise, ils n'en gardèrent pas moins la partie la meilleure et la plus fertile de la terre albanaise — Kossovo. Nous donnons

le nom de Kossovo à toute la région peuplée d'albanais comprenant le champ-de-Kossovo, Metochia et la partie sud de l'ancien Sandjak jusqu'à Novi-Pasar. **Plus de 500 000 albanais sont devenus les esclaves des nouveaux conquérants,** (A ceux-ci s'ajoutent environ 150—200.000 albanais assujétis en Macédoine.)

L'assujétissement de Kossovo représente l'exemple le plus cruel d'oppression nationale qui fut accompli en Europe au cours de la guerre des Balkans et de la guerre mondiale. Plus cruelle que l'assujétissement de l'Ukraine occidentale, de la Russie Blanche, de la Bessarabie, de la Dobroudja et de l'Alsace-Lorraine . . . par suite des méthodes épouvantables d'inquisition et de terreur. La Macédoine subit, elle aussi, le même sort que Kossovo.

Lors de l'occupation de Kossovo, les impérialistes serbes déclarèrent publiquement à la face du monde, qu'ils remettaient simplement en vigueur leurs droits historiques sur le Kossovo serbe, droits datant de l'année 1389 (avant la bataille de Kossovo). En base de ces «droits historiques», l'Italie, la France, l'Allemagne, la Grèce, la Turquie, pourraient revendiquer chacune tous les Balkans et la moitié de l'Europe, La France pourrait même exiger la Russie jusqu'à Moscou, sous prétexte que Napoléon y pénétra en 1812!

Mais le «droit historique» des impérialistes grand-serbes est encore plus extraordinaire. Au Moyen-âge, sous les menaces de l'armée turque, le patriarche serbe Tcharnojevitch et les nobles et grands propriétaires serbes se mirent à la solde de l'Empire autrichien, pour protéger ses frontières sur le Savet et le Danube contre les Turcs. Le patriarche et les nobles emmenèrent avec eux de Kossovo 170.000 familles serbes, et les installèrent dans le pays que l'Autriche avait mis à leur disposition. Les Albanais voisins s'installèrent peu à peu dans le Kossovo dévasté et le cultivèrent avec les quelques serbes qui étaient restés. Ils en firent à nouveau un pays fertile. Aujourd'hui, après plus de deux siècles, les impérialistes grand-serbes revendiquent un «droit historique» sur Banat et Batchka d'où les serbes kossoviotes s'étaient expatriés et sur le Kossovo auquel ils avaient renoncé. Une merveilleuse justice historique!

C'est donc en base d'un tel «droit historique» que les impérialistes grand-serbes occupèrent le Kossovo «serbe», sans Serbes, un territoire purement albanais comprenant à peine 10—15% de descendants de serbes.

Les premiers moyens qu'employèrent les impérialistes serbes furent des moyens de guerriers moyen-âgeux ou de conquérants coloniaux: extermination de la population sous le prétexte d'opérations guerrières, désarmement de la population, répression de la résistance armée, de la résistance passive aux autorités etc. . . .

Au cours des années 1912—1913, plus de 120.000 albanais furent exterminés de cette manière, — adultes et jeunes gens, hommes, femmes et enfants, — des centaines de villages furent bombardés, une grande quantité d'incendiés, surtout en Kossovo et également une petite partie de la Macédoine.

Il est important de noter que le représentant de la politique impérialiste de la Russie stariste, l'ambassadeur russe à Belgrade, Hartwig, approuva chaudement cette politique serbe d'extermination en Kossovo. Le tsar russe orthodoxe aida ses frères orthodoxes serbes, le roi Pierre et son fils Alexandre, à anéantir tout un peuple, pour répandre la foi orthodoxe dans les Balkans.

La méthode d'extermination par le fer et par le feu, des albanais en Kossovo, et l'émigration obligatoire, resta toute une décade la méthode principalement employée par les autorités administratives serbes en Kossovo. Plus de 50.000 albanais furent contraints d'émigrer en Albanie ou en Turquie, leur vie et leur existence étant menacées.

L'extermination des albanais éclaircit certes les masses de la population albanaise en Kossovo, mais n'apporta pas de changement sensible du caractère albanais de Kossovo. Le but de l'extermination et l'émigration forcée était d'installer des serbes, de coloniser Kossovo, de le serbiser. Mais, jusqu'à la fin de 1917, tant qu'il y eut encore une forte résistance des albanais, la colonisation progressa relativement très lentement, — malgré l'aide matérielle de l'Etat et la protection des autorités grand-serbes d'occupation.

Nous allons citer ci-après quelques données extraites de la statistique officielle serbe, par lesquelles on pourra mieux se rendre compte du caractère albanais en Kossovo. Dans le district de Kossovo, il y avait en 1919, sur 25.407 foyers, 6.311 ou 24% qui étaient serbes. A Katchanik, en 1924, 2,5% de la population était serbe, le reste ce composait d'albanais. Dans le district de Pritsren, il y avait en 1921, 17% de serbes. Les régions de Prichtina, Mitrovotsa, Giljani, Ipek et Diakovo donnaient la même proportion. On peut donc présumer, en mettant les choses au mieux en faveur de la Serbie, que le pourcentage de serbes en Kossovo en 1921 pouvait être au plus de 17%.

La résistance nationale des albanais s'effectuait dans deux directions: par les voies légales à l'aide de l'organisation politique musulmane Djemiyet, et par les voies révolutionnaires, par la lutte armée avec l'aide des troupes nationales de partisans

albanais, qui furent nommés les Katchaks. Nous reviendrons plus tard sur l'activité du Djemiyet. Pour ce qui est de la lutte des Katchaks, les autorités serbes s'efforcèrent de les présenter comme de vulgaires bandits, ils furent mis hors loi. Il fut donné toute latitude aux organes des autorités et des organisations fascistes de les exécuter partout où on les trouverait. En réalité, les Katchaks sont d'honnêtes rebelles nationaux, leur foyer pour gagner les montagnes, formèrent des troupes de partisans et menèrent une lutte héroïque et sans merci contre les violences de la police et de l'armée d'occupation serbes, dans l'espoir d'être un jour à même de chasser de Kossovo le régime d'occupation et ses agents.

Ces combattants nationaux menèrent une lutte héroïque, tenace et admirable, contre la monstrueuse violence militaire serbe. Les noms de Baïram Tsouri, le père du mouvement national albanais, Zia Kaljoche, Asem Beïta et de centaines d'autres héroïques Katchaks tombés dans la lutte sont profondément ancrés dans le souvenir de tous les albanais en Kossovo.

Vers 1920, il y avait plus de 10.000 Katchaks campés dans les montagnes de Kossovo. A Lab seulement, il y en avait 2.000. En 1920, à l'époque du soi-disant soulèvement de Lab, l'armée serbe sous le commandement du lieutenant-colonel Radovan Radovitch bombardait le grand village albanais Prapachtitsa dont aucune maison ne fut épargnée.

Au cours des années 1919 jusqu'en 1924, de nombreux mouvements nationaux albanais furent écrasés par la force militaire serbe. Plus de 2.600 rebelles furent tués!

A partir de ce moment, la résistance nationale se borna à une lutte d'escarmouches de petites sections de partisans Katchaks. Selon un rapport officiel de la police serbe, il y avait dans ces sections environ 1.200 Katchaks, dont la police poursuivit systématiquement l'extermination. En 1927, on publia les résultats de cette action: 310 morts, 175 prisonniers et 626 qui se rendirent.

En 1927, l'action des Katchaks cessa, mais leur esprit continue de vivre dans les villages albanais et il ne s'éteindra pas jusqu'à la libération de Kossovo. Le régime grand-serbe le sait très bien, et il sait parfaitement que la dénationalisation de Kossovo n'est pas réalisable seulement par la répression de la résistance nationale et l'extermination des albanais, mais plutôt par la colonisation et la confiscation des terres aux albanais.

Sous le masque de la réalisation de réformes agraires, et le partage des biens féodaux, le régime serbe se mit radicalement à la besogne. Sous les prétextes les plus saugrenus, comme par exemple d'arrondir les colonies serbes, on vole le sol des albanais.

Toutes les maisons et propriétés des Katchaks furent confisquées et remises à des Serbes ou à des Monténégrins.

La colonisation de Lab, la région la plus fertile et la plus riche de Kossovo, fut particulièrement vite menée, afin de pousser un large coin dans la population albanaise et pour relier intimement les colons avec la population de la Serbie. On colonise à une allure aussi accélérée les districts albanais les plus rétifs, Drenitsa, Souha Reka, Metochia, Katchanik, Klanats, Krvavi Dol et même le village Danitsa et la Tchitchevitsa tout près de la frontière albanaise, toute la voie Kossovaska Mitrovitsa-Petch etc...

Jusqu'à la fin de 1928, il fut installé 6.649 colons serbes sur un territoire d'une étendue de 46.005 hectares. Katchanik, qui appartient à la section agraire de Skopie n'est pas comprise dans ce chiffre. Si l'on compte encore 300 colons pour Katchanik on atteint le chiffre rond de 7000 colons, (35.000 personnes) sur une surface de 48.000 hectares.

Au cours de l'année 1928, 34.306 hectares furent partagés entre 3000 familles de colons dans les districts de Prichtina et de Petch. Il reste encore 35.000 hectares à distribuer, ce qui représente le total de 79.000 hectares avec 10.000 familles ou environ 50.000 personnes. Cela seulement pour 1928. En 1929 et 1930 de nouvelles terres furent confisquées pour être destinées à la colonisation. A des endroits déterminés, quelques centaines de réfugiés tsaristes vrangéliens furent installés, surtout dans le but de soutenir le régime d'oppression grand-serbe.

En même temps, on partagea aux paysans serbes indigènes 6.910 hectares de terre pour 1737 familles — c'est-à-dire 5 fois moins qu'aux colons.

Que signifie la colonisation serbe à Kossovo?

Si nous prenons les statistiques les albanais, dont le chiffre officiel de recensement de la population était de 441.740 et y ajoutons un accroissement de 16.23%, d'après la statistique de 1931, il en ressort qu'il y a 513.434 albanais en Yougoslavie. Si nous tenons compte des 150.000 albanais-macédoniens, il en reste 360.000 en Kossovo, et si nous y ajoutons les Albanais catholiques et autres albanais musulmans que les statistiques officielles dissimulent sous l'épithète de turcs, il y a en tout 400.000 albanais. De sorte qu'avec les 50.000 colons et autant de descendants de serbes, l'élément serbe se trouve arriver à environ 25%. Selon le recensement effectué en 1928 par les

autorités policières dans les districts de Kossovo, il fut constaté que la population serbe avait augmenté de 24% à 37%. Cela signifie que si la colonisation de Kossovo est menée à la même allure pendant la période 1928—30, dans 10 ans, jusqu'à ce que les territoires destinés à la distribution soient épuisés, la population serbe en Kossovo dépassera 50%.

(La fin dans le Numéro prochain.)

Le mouvement macédonien de libération et l'émigration d'Amérique

par Géo Pirinsky,

Secrétaire de l'Union populaire macédonienne en Amérique.

L'émigration macédonienne dispersée aux quatre points cardinaux du monde, participa et participe activement à la lutte de libération vieille d'un demi-siècle du peuple macédonien. Elle a toujours été intimement liée à cette lutte et a fait pour elle les plus grands sacrifices.

L'émigration macédonienne aux Etats-Unis ne fait pas non plus exception. Bien qu'éloignée de milliers de kilomètres de la Macédoine asservie, elle n'a jamais cessé de suivre la cause du peuple avec le plus vif intérêt, et de la soutenir par tous les moyens.

Les agents macédoniens du chauvinisme national bulgare, qui connaissent l'immense esprit de sacrifice de l'émigration macédonienne ont maintes fois spéculé avec leurs sentiments nationaux et leur énergie révolutionnaire.

Dans l'histoire du mouvement de l'émigration macédonienne en Amérique, on trouve toute une série de trahisons de la part du Verkhovisme macédonien, dont la plus abominable est le Mémoire de 1918, par lequel les «autonomistes» macédoniens en Amérique, inspirés par leurs patrons de Sofia, incitèrent une partie de l'émigration à réclamer de la conférence de la «Paix» à Paris, l'annexion de la Macédoine à «la mère patrie» la Bulgarie.

Comme on le sait, cette action fit fiasco, et les chefs chauvinistes macédoniens interrompirent quelques temps leur misérable activité.

Mais avec la renaissance du verkhovisme en Bulgarie en 1920 et 1921, la filiale américaine redressa aussi la tête. Un organisateur fut spécialement envoyé de Sofia pour la «réorganisation» du mouvement macédonien d'Amérique si fortement ébranlé. Par des méthodes démagogiques et une phraséologie gauchiste que s'imposa le verkhovisme après la guerre, pour pouvoir continuer de jouer son rôle de traître au sein du mouvement macédonien, Sreben Pop-Petrov réussit à organiser 5 ou 6 groupes. Après son départ, ses adeptes continuèrent l'oeuvre commencée. La soi-disant Union politique macédonienne fut fondée, à la tête de laquelle se plaça une prétentieuse direction qui se montra hostile, tant envers les anciens verkhovistes corrompus se dissimulant sous le masque d'autonomistes, qu'envers les forces de gauche du mouvement macédonien.

Cet état de choses alarma les alexandrovistes, et ils envoyèrent de Sofia un nouvel agent, l'homme de confiance d'Ivan Mikhaïlov — Jordan Tchkatrov qui, avec l'aide des éléments conservatifs dans les organisations s'empara de la direction du mouvement et lui imprima un cours ultra-réactionnaire.

Sous la direction du nouvel agent, l'organisation nouvellement baptisée «Union des organisations politiques macédoniennes aux Etats-Unis et au Canada» se transforma complètement en une filiale américaine de l'alexandrovisme, et manœuvra dans la voie du fascisme. Tous les excès des «autonomistes» contre le peuple travailleur bulgare et la population macédonienne dans le district de Petritch furent accueillis par les chefs de l'Union des OPM et les membres fascistes, par des hurras frénétiques. Tous les actes de sanglante répression contre les forces avancées du mouvement macédonien furent bruyamment applaudis. Lorsqu'un militant révolutionnaire macédonien tombait sous les balles des alexandrovistes, les «autonomistes» en Amérique, hurlaient avec leurs patrons d'Europe: «traître», «agent bolchéviste»!

Au point de vue idéologique, les organisations politiques macédoniennes conservèrent leur ancien masque progressiste, mais qui devint de plus en plus visible jusqu'à ce que, finalement, le visage grimaçant du verkhovisme se fut dévoilé complètement.

La décomposition des forces fascistes en Bulgarie après les excès sanglants des alexandrovistes et des protogherovistes, s'étendit forcément sur les organisations politiques macédoniennes en Amérique. Et lorsque les mikhaïlovistes et les protogherovistes se sautèrent à la gorge, que tout l'édifice de mensonges et de calomnies contre les «agents bolchevistes» s'écroula comme un château de cartes et que la réalité éclata, montrant l'ORIM fasciste dans toute sa bassesse, il y eut alors désagrégation complète.

L'émigration éprouva une horreur profonde contre les actes féroces des «frères ennemis». La scission menaça les organisations politiques macédoniennes elles-mêmes. Pour conserver l'unité et mettre un frein à la rapide décomposition, les chefs déclarèrent la «neutralité». Mais cela non plus ne les sauva pas de la défaite. Peu à peu et toujours plus distinctement commença à apparaître derrière le masque de la neutralité, le véritable visage du mikhaïlovisme.

L'indignation et l'horreur de l'émigration à l'égard du fascisme sanguinaire, qui étaient déjà à leur paroxysme trouvèrent leur expression dans la fondation de nouveaux **groupes macédoniens indépendants**. De vieux et honnêtes militants, des jeunes gens non corrompus, appelèrent à une protestation en masses contre les actes d'ignominie des fascistes macédoniens. L'émigration répondit en masses à cet appel. L'édification d'un nouveau mouvement progressiste commença alors et se développa bientôt en une puissante tribune, du haut de laquelle on stigmatisa et mit au pilori les mikhaïlovistes et leurs soutiens spirituels, les organisations d'émigrants, tels par exemple les chefs des OPM.

Dans le domaine idéologique, les groupes macédoniens indépendants brandirent l'étendard du manifeste du 6 mai 1924 et firent appel à tous les émigrés macédoniens des diverses nationalités. Une vie politique animée commença pour l'émigration en Amérique. Les Groupes progressistes indépendants macédoniens (GPLF) déclarèrent une guerre sans merci au chauvinisme et à ses apologistes. Ceux-ci, gravement atteints, eurent recours aux insinuations les plus basses et aux dénonciations aux autorités policières. Le verkhovisme macédonien leur avait laissé en réserve des méthodes d'espionnage et d'interprétations démagogiques que ne manquèrent pas d'employer les chefs des OPM. Les hurlements des mikhaïlovistes de Bulgarie contre les «agents bolchevistes» furent aussi poussés par les chauvinistes macédoniens en Amérique.

Mais en vain. Car presque toute l'émigration macédonienne avait surmonté le vertige des mensonges blanc-gardistes, et les cris d'alarme des «Tribunistes» (ainsi surnommés d'après le titre de leur organe «La Tribune Macédonienne») n'éveillèrent aucun écho. L'émigration macédonienne se radicalisa et pénétra en masses dans les Groupes progressistes indépendants macédoniens. La fondation de l'organisation fut le signal d'un formidable essor au sein de l'émigration. Les uns après les autres, jaillirent de nouveaux groupes dans les centres macédoniens d'émigration. Le fascisme macédonien subit sur toute la ligne un échec idéologique et d'organisation.

Tout d'abord, les chefs des OPM, tous connus comme faisant partie du commandement suprême fasciste pendant les sanglantes journées de septembre 1923, firent, par l'intermédiaire de leur organe, appel à l'émigration de ne pas nous accorder d'attention. Cette tentative fit fiasco; l'émigration leur tourna le dos et de nombreux groupes firent la scission.

En même temps, la fascisation ouverte de la direction et des membres fanatiques des OPM se poursuivait. A leur IX Congrès en 1930, ils se jettèrent ouvertement dans les bras du mikhaïlovisme et les fratricides furent proclamés héros nationaux. Ils signèrent eux-mêmes la condamnation de leur attitude avec les déclarations hypocrites de neutralité faites pendant deux ans par les «autonomistes» d'Amérique. Nous n'eumes qu'à les démasquer et les clouer publiquement au pilori parce que, durant deux années, ils avaient cyniquement trompé l'émigration en faisant état de neutralité prétendant vouloir éviter l'immersion des forces de l'émigration dans les querelles au sein de l'ORIM parce que cela serait d'un effet désastreux pour la Cause et très difficile à réparer (voir «Makedonska Tribuna» N. 140 de 1930).

Après ce IX Congrès à Youngstown l'hypocrisie et l'esprit réactionnaire des «autonomistes» américains se montra dans toute sa clarté. Ils s'attirèrent la haine encore plus profonde de l'émigration. De nombreux membres des OPM démissionnèrent, d'autres furent exclus parce qu'ils demandaient des comptes. Un nouveau processus de décomposition plus rapide se produisit au sein du fascisme macédonien sur le sol américain. La crise économique et la radicalisation rapide de l'émigration macédonienne qui en est la conséquence contribua et contribue encore beaucoup à cette décomposition. Depuis deux ans, le chômage et la misère font fureur. Au pays des trésors fabuleux, des quantités d'émigrés macédoniens sont littéralement voués à la famine.

Sous la pression de cet état de choses, l'émigration macédonienne prend de plus en plus conscience, que la seule issue se trouve dans la lutte révolutionnaire des masses affamées et asservies de tous les pays contre l'ennemi commun, l'impérialisme. Les cris d'alarme du fascisme macédonien en Amérique qui sent le sol manquer sous ses pas, ne sont que ses sursauts d'agonie.

En contraste avec la décadence des OPM, les groupes progressistes macédoniens se développent et croissent avec force. Lors de leur premier congrès à Gary au printemps de 1931, ils s'unirent dans l'Union macédonienne du peuple («Macedonian People's League» — Siège à Detroit, Mich.). Edifiée sur la base de la lutte de libération de toutes les nationalités de la Macédoine et brandissant

l'étendard du front unique révolutionnaire des affamés et des asservis, la jeune organisation unira toute l'émigration consciente des trois parties de la Macédoine, et nouera des relations solides tant avec l'émigration laborieuse des Balkans, qu'avec les masses travailleuses et les cercles progressifs américains. De cette façon, l'émigration macédonienne en Amérique remplira un devoir sacré, — soutenir la lutte de libération de son peuple asservi et déchiré **pour la conquête d'une Macédoine libre et indépendante dans les cadres de la Fédération des Républiques Balkaniques.**

Auguste Forel est mort!

En la personne du grand savant, Auguste Forel, qui mourut le 27 juillet 31, l'humanité a perdu un de ses meilleurs combattants pour la cause de la justice et de la liberté. Les peuples balkaniques et, en particulier, le peuple macédonien perdent en lui un de ses amis les plus sincères toujours prêt à défendre leurs droits et leur Cause. Auguste Forel s'est toujours joint, avec le plus grand empressement, à toutes les actions de protestation contre les excès sanglants des oppresseurs et des fascistes macédoniens, prêtant à ses actions un plus grand poids par la signature de son nom.

Il a également répondu en détail à la grande enquête conduite par notre Revue sur la Fédération Balkanique.

Sa réponse a été publiée dans le No. 51 de notre Revue, en septembre 1926. Nous en citons les passages suivants:

«Ad 1) La Macédoine doit être libérée et former au plus tôt un Etat indépendant de la Grèce, de la Yougoslavie et de la Bulgarie. Elle a assez souffert jusqu'ici des rivalités gouvernementales entre ces trois pays que je connais, y ayant séjourné moi-même en 1910. —

«Ad 2) Hélas non! On ne le voit que trop. Les minorités ethniques comme celles des confessions et des langues, devraient partout être respectées et équitablement représentées. Dans les Balkans les gouvernements actuels foulent encore aux pieds les dites minorités! —

«Ad 3 J'ai déjà répondu sous 1) à cette question: La Macédoine doit être libérée et former un Etat pour son compte, de même que l'Albanie et le Monténégro.

«Mais je crois à la possibilité d'une Fédération Balkanique sous d'autres gouvernements devenus **vraiment démocratiques, sociaux et libéraux**, respectant les **droits** égaux de chacun, hommes, femmes et adolescents. Mais pour atteindre ce but, il faut que tout individu apprenne à **subordonner** ses intérêts personnels au bien social de l'ensemble humain qui est international. Il faut entr'autres que tout ministre d'Etat sache qu'il doit rentrer à son tour dans les rangs. A bas les tyrans, sanguinaires ou non!»

A l'occasion de l'assassinat de Tchaoulev, des personnalités éminentes de l'Europe exprimèrent leur indignation contre cette organisation noire, l'ORIM fasciste, au service de la pire réaction. Parmi eux, Prof. Auguste Forel a réprouvé ces agissements réactionnaires dans une lettre adressée à notre rédaction, dont nous citons les passages suivants:

«Les juges de l'Italie fasciste ont acquitté Stéphanov, assassin de Tchaoulev. Mais l'opinion publique d'un monde qui se dit civilisé, et partant doit être moral, est par là même obligé de s'élever énergiquement contre le système de terreur de l'ORIM qui a armé la main de Stéphanov.

«Il ne faut pas confondre cette ORIM avec l'ORIM Unifiée qui est son **contraire**. L'Unifiée veut lutter contre les idées par des idées et non par la violence, avec le revolver.

«La violence appelle la violence.

«L'assassinat politique est abominable, et l'ORIM en poursuivant ce système barbare se démasque elle-même, se montre un simple instrument de vengeance du gouvernement réactionnaire actuel de Bulgarie. En ce faisant l'ORIM se discrédite et, ce qui est pire encore, elle discrédite du même coup la sainte cause de la Macédoine.»
Yverne, 24 mai 1926.

Dr. A. Forel,

ancien professeur de Psychiatrie à l'Université de Zurich.

Le principe même de la Fédération exige que toutes les nationalités balkaniques s'unissent, et, abstraction faite du rapport des forces entre elles, scellent un pacte comme jadis les délégués des cantons suisses, d'égal à égal.

Il en résulte que la condition même de la création d'une Fédération Balkanique, c'est l'émancipation de toutes les races, de toutes les minorités nationales dans les Balkans; et d'abord, l'établissement de nouvelles frontières selon la justice, selon le voeu des populations.

Daniel Renault (Enquête sur la Fédération Balkanique)

Les élections en Roumanie et en Bulgarie

Nous republions ci-dessous l'article de fond de notre dernier numéro. Cet article, signé par Vassileff, fut, par un accident typographique, publié dans une forme tout à fait défectueuse. Cependant la question qu'il traitait — élections en Roumanie et en Bulgarie — n'a pas encore perdu son intérêt. Nos lecteurs pourront se faire une idée claire sur les élections roumaines et bulgares en lisant l'article de Vassileff.

La Rédaction.

Le 1. juin de cette année eurent lieu les élections parlementaires en Roumanie sous les auspices du gouvernement du professor Jorga qui est considérée, non sans raison, comme le «gouvernement personnel de Sa Majesté le roi Carol». Après que pendant longtemps le roi Carol eut hésité entre la dictature ouverte ou voilée, il se décida enfin pour cette dernière forme, qui dans son essence, ne se différencie en rien de la première, mais a l'avantage d'offrir au gouvernement une base parlementaire, très propre à masquer la dictature fasciste du voile de la démocratie.

Bien que le gouvernement Jorga-Argentoianu provienne d'un assemblage sans importance particulière pour la vie politique du pays, il remporta, par une terreur électorale, inconnue même en Roumanie, et par un système de manipulations et de falsifications de toutes sortes, une «victoire» électorale pénible. En coalition avec le parti du capital des banques, du parti libéral Duka et le parti allemand, il réussit à obtenir 52 % des voix, et, grâce à une loi électorale réactionnaire, à usurper 291 mandats, c'est-à-dire 70 % des sièges au Parlement. Selon un accord avec ses associés dans la coalition, 80 mandats sont destinés au parti libéral et 12 au parti allemand.

Le parti national-tsarinate, le prédécesseur de Jorga au gouvernement de l'Etat, gagna à peine 15 % des voix et 30 mandats, contre 77 % des voix et 323 mandats lors des élections de 1928. C'est une défaite écrasante pour ce grand parti de la «démocratie paysanne» qui paya finalement sa trahison envers les masses paysannes et petites bourgeoises désillusionnées qu'il avait entraînées par son programme démagogique. En 1928, parvenu au pouvoir au nom de grandes et radicales réformes, au nom d'un régime de démocratie et de liberté, ce parti se transforma en un agent docile et soumis de la réaction des banquiers et des boyards de Roumanie dont il défendit les intérêts avec le plus grand zèle par un régime de terreur et de fascisme.

Les autres groupements politiques, tels les libéraux dissidents avec Georges Bratianu en tête, le parti du général Averescu, le groupe tsarinate Lupu, le parti hongrois entr'autres n'obtinrent qu'un pourcentage minime des voix et quelques mandats. Significative est la défaite des social-démocrates, qui en 1928, dans les listes des national-tsarinate obtinrent 9 mandats, et qui cette fois, «autonomes» c'est-à-dire avec la collaboration ouverte du gouvernement, seulement 6.

Le bloc ouvrier et paysan, le seul groupement révolutionnaire qui put participer aux élections, a, malgré toutes les mesures policières qui furent prises pour entraver son agitation électorale, obtenu un succès important: 74 000 voix et 5 mandats. Ce succès du bloc ouvrier et paysan remporté dans des conditions d'une difficulté inimaginable, sous un sanglant régime fasciste qui déploie toutes ses forces sous le signe de préparatifs de guerre effrénés contre l'Union des Soviets, montre la radicalisation croissante des masses travailleuses sous l'influence de la crise économique et l'oppression nationale. Une autre circonstance prouvant que les masses populaires ont perdu la foi dans l'ordre politique bourgeois est le recul du nombre des électeurs actifs. Le 1 juin, il y eut 740 000 votants de moins qu'en 1928.

La terreur gouvernementale exercée d'une manière particulièrement forte dans les provinces à population non-roumaine: Transylvanie, Banat, Bessarabie, Boukovine, Dobroudja, annexées après la guerre, n'est pas non plus sans jouer un rôle important.

En Dobroudja, des villages entiers et même des rayons ne purent avoir accès aux urnes, et c'est justement dans ces endroits que le succès du bloc ouvrier et paysan a été le plus grand. Cela montre que les masses nationales opprimées en Roumanie s'orientent vers la lutte révolutionnaire libératrice, dans le front unique des ouvriers et des paysans révolutionnaires. Un exemple typique est la participation ouverte du mouvement national-révolutionnaire dobroudjanais aux élections avec l'ORD en tête, aux côtés du bloc ouvrier et paysan.

Ce succès du bloc ouvrier et paysan poussa à son paroxysme la rage de toutes les forces de la réaction et du fascisme. Elle est également exprimée dans l'organe central des social-démocrates roumains «Socialism» qui, dans son article de fond du 7 juin explique le succès du bloc ouvrier et paysan «grâce à l'utilisation des tendances irrédentistes des paysans des provinces frontières de Roumanie».

Cette «explication» provocatrice est en même temps une reconnaissance indirecte de l'orientation révolutionnaire des masses nationales opprimées en Roumanie.

Cette orientation révolutionnaire fut certainement une surprise très désagréable pour le gouvernement de l'ancien précepteur, du roi Carol qui, par une manoeuvre démagogique — la nomination de l'allemand Brandsch comme sous-secrétaire d'Etat pour les minorités — avait déjà tenté de gagner les sympathies des peuples nationalement opprimés, et surtout de les détourner de la voie de la lutte révolutionnaire de classes.

Mais il ne faut pas cependant oublier de tenir compte qu'il y a encore une partie importante des masses populaires nationalement opprimées qui sont toujours sous l'influence de leur propre bourgeoisie nationale qui spéculent sur les intérêts de ces masses, et s'en sert comme d'un objet d'échange contre des concessions que la bourgeoisie pan-roumaine lui accorde de temps en temps. La coalition électorale du parti allemand avec le gouvernement Jorga, la coalition secrète des «minoritaires» bulgares en Dobroudja avec le groupe Lupu, la participation «indépendante» des partis irrédentistes hongrois et juifs etc. confirment notre affirmation.

C'est une tâche primordiale des organisations de la classe ouvrière et paysanne révolutionnaire de Roumanie, de soustraire ces masses à l'influence démoralisatrice de la bourgeoisie qui spéculent sur leurs aspirations vers la libération nationale, et de les engager dans la voie de la lutte nationale-révolutionnaire.

*

Les élections parlementaires en Bulgarie qui eurent lieu le 21 juin furent menées par le gouvernement Liaptchev, dont le «Sgovor (entente) démocratique», en coalition avec le groupe ultra-fasciste Smilov-Statév du parti national-libéral, forma le principal élément.

Ce gouvernement employa tous les moyens de terreur pour vaincre aux élections afin de prolonger l'existence d'une dictature fasciste qui, en 1923 s'appropriait le pouvoir après un coup d'Etat nocturne, et pendant 8 ans pillait et terrorisa les masses populaires de Bulgarie. Le gouvernement réactionnaire et fasciste de Liaptchev groupé autour du roi Boris se lança avec une grande confiance dans la lutte électorale, comptant avec une certitude absolue sur la violence policière et la «technique électorale». Pour assurer sa victoire, le gouvernement avait, en effet, avant la séparation de l'ancien parlement, fait ajouter à la loi sur les élections, un amendement adéquat aux besoins de sa stratégie électorale. Mais tout cela fut en vain! Le gouvernement des usurpateurs du pouvoir, des gardes blanches, des oppresseurs du soulèvement de septembre et des bourreaux sanguinaires des masses populaires bulgares subirent aux élections une défaite écrasante.

Ce fut un coup terrible et foudroyant. La haine des masses populaires accumulée depuis des années éclata irrésistible!

Le 21 juin, 14 groupements de partis se trouvaient aux prises en Bulgarie. Mais seuls trois groupements étaient d'une importance décisive: la coalition gouvernementale (Entente démocratique de Liaptchev

et le Parti Smilov-Statev), le Bloc populaire (composé de 5 partis bourgeois national-libéral, le Parti démocrate de Malinov, l'Union des paysans, le Parti national-libéral, le Parti radical et les dissidents de droite du groupe de l'Union des paysans avec Dragiev, et le Bloc des travailleurs, composé du Parti ouvrier, des syndicats ouvriers indépendants, de l'Union des paysans de gauche (avec les Comités de paysans organisés par lui) et des représentants des réfugiés et émigrés de Macédoine, de Dobroudja, de Thrace et des régions occidentales de la Bulgarie, occupées par la Serbie.

La coalition gouvernementale put réunir environ 420.000 voix et 79 mandats, au lieu de 540.000 voix et 168 mandats qu'avait obtenus le parti du gouvernement lors des élections de 1927.

Le Bloc populaire obtint 620.000 voix et 151 mandats, (en 1927 les mêmes partis n'en avaient eu en tout que 56).

Le Bloc des travailleurs reçut 166.000 voix et 32 mandats contre 40.000 voix et 4 mandats en 1927. En dehors de ces trois groupements principaux, le soi-disant groupe macédonien et les social-démocrates sont aussi représentés au parlement. Les social-démocrates obtinrent 25.600 voix, c'est-à-dire à peine 300 voix de plus que le minimum nécessaire de 2 %, et n'auront de ce fait que 5 mandats! Cette fois-ci, contrairement à 1927 où ils se coalisèrent avec l'Union des paysans et obtinrent 11 mandats, les social-démocrates se présentèrent «autonomes» aux élections. Cela ressemble à un pogrome électoral — et le leader du parti, Pastukhoff lui-même, dut convenir, dans un article, qu'ils purent à peine conserver les partisans de leur parti. C'est la punition méritée de ce parti «socialiste», pour sa participation au coup d'Etat réactionnaire du 9 juin, et sa collaboration aux gardes blanches pour l'écrasement du soulèvement de septembre 1923.

Le groupe macédonien, une émanation de la bande fasciste terroriste d'Ivan Mikhaïlov, a obtenu 39.000 voix et 8 mandats, c'est-à-dire toutes les voix et tous les mandats du district Petritch, dans la partie de la Macédoine sans la domination bulgare. Cela s'explique par la position exceptionnelle de cette bande dans ce district, où depuis le coup d'Etat du 9 juin, en accord avec le gouvernement fasciste et avec son aide, elle est maîtresse absolue de la vie, des biens et de la liberté de la population. Aucune liste électorale d'opposition ne fut permise, en dehors de celles autorisées par le gouvernement, et qui furent imposées à tous les électeurs du district par des bandits armés jusqu'aux dents. Dans des élections libres, ce sanguinaire mafia n'aurait pas rassemblé 100 voix. Jusqu'au 9 juin 1923, plus de la moitié du district Petritch votait pour le parti communiste de Bulgarie et jouissait du surnom de «district rouge». Pour donner une idée de la répulsion profonde des masses populaires envers Ivan Mikhaïlov qui se couvre du masque autonomiste, et dans lequel elles voient un agent de la dictature fasciste bulgare, il suffit de mentionner le fait que, malgré la menace de mort et de «la disparition sans trace», plus de 6.000 bulletins de vote furent, le 21 juin, déposés aux urnes revêtus de mots d'ordre national-révolutionnaires en signe de protestation.

Seul, quiconque connaît les conditions dans le district de Petritch peut apprécier à sa juste valeur cette grande action d'éclat révolutionnaire accomplie par les masses macédoniennes, par cette démonstration de protestation. Dans les vieilles provinces de Bulgarie, où les masses d'émigrés macédoniens jouissent d'une liberté d'action relativement plus large, les fascistes macédoniens ont subi une défaite plus écrasante encore que celle de leur patron, le gouvernement Liapchev. Sur 400.000 émigrés macédoniens en Bulgarie, leurs candidats du groupe fasciste du Dr. Djidrov obtinrent 2.020 voix en tout. C'est là l'expression du mécontentement violent des masses macédoniennes en Bulgarie, contre le rôle de mercenaires de ces bandes qui servent les buts de revanche de la politique extérieure du fascisme bulgare et lui fournissent les bandes terroristes pour sa politique intérieure de violence. C'est là une expression de l'état d'esprit et de l'orientation révolutionnaire de ces masses qui, cette fois, se placèrent, bien organisées, aux côtés du bloc des travailleurs, de sorte que pour la première fois, le mouvement national-révolutionnaire a envoyé ses véritables représentants au parlement.

Les autres groupements politiques qui participèrent aux élections, dont aussi l'organisation fasciste «Rodna Zachtia» (garde civique) subirent un fiasco complet et ne purent obtenir aucun mandat.

Un fait d'une immense importance et digne de la plus grande attention ressort du résultat des élections en Bulgarie. C'est la grandiose victoire du Bloc des travailleurs et paysans révolutionnaires. Le nombre de voix qu'il a obtenu s'est quintuplé et a atteint celui du Parti communiste avant le coup d'Etat du 9 juin, lorsqu'il était encore légal et rassemblait quelques dizaines de milliers de voix dans le district de Petritch. Cela prouve que l'influence de la classe ouvrière bulgare s'étend aujourd'hui aux vastes masses.

La victoire remportée doit être d'autant plus appréciée, que des conditions exceptionnellement difficiles étaient à surmonter. Comme la presse bourgeoise elle-même en convient, toute agitation électorale du Bloc des travailleurs fut, dans certains rayons, absolument paralysée et dans toutes ses réunions électorales, il y eut des effusions de sang provoquées par les forces de police.

En outre, il ne faut pas oublier que les masses qui votèrent pour le bloc des travailleurs ne le firent pas pour des promesses démagogiques de réformes, mais au nom de la révolution et du pouvoir ouvrier et paysan.

*

Les élections prouvèrent que le Bloc des travailleurs n'était pas seulement le point de concentration de la partie consciente des travailleurs des villes et des campagnes, mais était devenu aussi celui d'une grande partie des émigrés en Bulgarie, dont le nombre se chiffre à 500.000. Ces masses qui jusqu'à présent comptaient pour des «clients» certains de la bourgeoisie nationaliste et fasciste bulgare, et dont les aspirations vers la liberté et le retour dans leur pays étaient adroitement utilisées pour des buts pan-bulgares et impérialistes, s'orientent aujourd'hui vers la classe ouvrière et paysanne et mènent dans le front unique leur lutte nationale-révolutionnaire de libération.

Elles ont abandonné et perdu la foi en la «mission libératrice» de la bourgeoisie bulgare et de l'impérialisme international, ainsi que dans le programme réformiste des «leaders» fascistes que les gouvernements bulgares leur imposèrent. Leur participation aux élections leur fut aussi facilitée par l'attitude claire et précise des mouvements national-révolutionnaires macédoniens et dobroudjanais, qui se placèrent presque entièrement sur la base de l'unité de front révolutionnaire avec la classe ouvrière et les paysans pauvres des Balkans.

Le centre des derniers événements dans les Balkans réside sans contredit dans les élections parlementaires en Roumanie et en Bulgarie. Ce sont des événements dont l'estimation juste et les conclusions sont d'une importance primordiale, non seulement pour ces deux pays, mais aussi pour la situation générale dans les Balkans. Certes les méthodes spécifiques à l'aide desquelles on «consulte le peuple» dans les pays balkaniques et le système connu d'arbitraire, pratiqué par les gouvernements lors des élections, leur donne plutôt le caractère d'un événement administratif policier que l'expression «solennelle et spontanée» de la «volonté souveraine» du peuple, pour s'exprimer comme les apôtres du parlementarisme et de la démocratie. Cependant, même en de telles conditions, on y trouve malgré tout, l'expression des contrastes intérieurs sociaux et politiques, aussi bien qu'extérieurs et internationaux. C'est justement pourquoi les élections qui viennent d'avoir lieu dans ces deux pays balkaniques sont loin d'être dénuées d'intérêt. Elles en ont, au contraire, beaucoup, au point de vue de la lutte de libération des peuples nationalement opprimés dans les Balkans, et c'est le problème qui nous est le plus à cœur.

Pour ce qui est du succès électoral du soi-disant Bloc populaire composé de 5 partis bourgeois, il est dû à l'agitation démagogique au cours de laquelle il utilisa, avec une adresse remarquable, la haine profonde des masses populaires contre le régime de brigandage de la dictature du 9 juin. Les fascistes

agriculteurs, depuis l'Union des paysans jusqu'au démocrate fasciste de Malinov furent tous très généreux dans leurs promesses aux masses populaires. Ils assurèrent par de solennels serments la fin du régime fasciste, la suppression de la violence et de l'arbitraire et promirent aussi de restituer au peuple sa liberté. Ils promirent en outre, des réformes radicales en faveur de la population laborieuse: diminution des impôts, annulation des dettes des paysans, relèvement des prix des céréales etc. . . .

Mais la désillusion des masses commença dès le lendemain des élections. Le premier acte de la coalition bourgeoise «victorieuse» fut d'étouffer les soulèvements spontanés des masses travailleuses dans les villages contre les organes et les agents exécutés du régime, qu'elles ne pouvaient plus supporter d'avantage parmi elles.

C'est ainsi que ces masses populaires comprirent, immédiatement après les élections, que ceux qui la veille encore, criaient harro sur le fascisme, se montraient maintenant ses apôtres les plus zélés dans «le maintien de l'ordre et de la légalité».

Le nouveau gouvernement qui est issu de la coalition bourgeoise précitée, s'empressa, par la bouche de son chef Malinov, de déclarer que sa tâche était de donner à la Bulgarie un «régime fort» qui devait maintenir à tout prix «l'ordre et la paix» dans le pays. Cela ne signifie rien d'autre que, vu la profonde crise économique et la misère des masses, le «nouveau» gouvernement aura, lui aussi, recours à la terreur et à la dictature fasciste. Mais cela aura pour conséquence que la base sociale de ce nouveau gouvernement se réduira de plus en plus. Les masses paysannes surtout, éprouveront une profonde désillusion et il ne sera pas facile de leur faire prendre le parti du jeu et de la trahison de leurs «leaders» paysans. Il ne restera plus alors aux masses des villes et des campagnes, maintenant encore à la remorque du régime fasciste qui se dissimule sous le masque de la démocratie, aucune autre issue que la voie de la lutte révolutionnaire pour la prise du pouvoir.

*

Le grand succès électoral des ouvriers et des paysans révolutionnaires de Bulgarie, et la victoire remportée en Roumanie sont une brèche très large dans le front du fascisme des Balkans.

C'est une preuve claire et précise de la rapidité du processus de radicalisation des masses populaires et de leur essor révolutionnaire. C'est un signe indéniable que les masses sont passées, après leurs défaites temporaires, de la défensive à l'offensive.

Cette victoire jeta la réaction et le fascisme des Balkans dans une grande panique et inquiète beaucoup les impérialistes internationaux.

Ni le «régime fort» du gouvernement fasciste de Malinov recouvert d'un épais verni démocratique en Bulgarie, ni la dictature péniblement voilée de la clique des boyards réactionnaires et fascistes en Roumanie, qui annuleront les mandats des élus des masses ouvrières et paysannes, ne pourront arrêter le développement révolutionnaire des masses travailleuses des Balkans. Et les régimes déjà profondément ébranlés du roi Alexandre, Ahmed Zogou et du dictateur non couronné Venizelos, qui par des emprunts répétées à l'impérialisme international ont vainement tenté de se sauver de l'anéantissement, y parviendront encore bien moins.

Il n'y a non plus aucun doute que les luttes des masses nationales opprimées qui s'orientent de plus en plus fortement et clairement vers le front des ouvriers et des paysans révolutionnaires, contribueront beaucoup à l'accentuation de la crise révolutionnaire. Les organisations nationales-révolutionnaires dans les Balkans se trouvent à la veille d'une très lourde tâche révolutionnaire pour la solution de laquelle elles doivent faire tous les préparatifs et mobiliser toutes leurs forces.

V. Vassileff.

Le Huitième Congrès Mondial du Secours Ouvrier International

par M. W.

Mi-octobre s'est déroulé à Berlin le huitième Congrès mondial du Secours Ouvrier International (SOI). C'est une organisation tout à fait particulière et dont l'importance s'accroît de jour en jour, de sorte qu'il est nécessaire de consacrer un plus grand espace à son activité. Le SOI fut fondé en 1921, sur l'initiative de Lénine, pendant la période où la famine la plus atroce sévissait dans l'Union Soviétique. Le premier appel exigeant l'organisation d'un secours effectif pour les populations frappées par la famine dans l'U.S.S.R. fut signé par des personnalités éminentes des divers pays: des professeurs, des écrivains, des artistes et publicistes; parmi eux il y eut les noms de: Clara Zetkin, Anatole France, Henri Barbusse, Bernhard Shaw, Alexandre Moissi, Lindhagen, maire de Stockholm, Andersen Nexø, Prof. Forel, Prof. Alphons Goldschmidt, Käthe Kollwitz, Fritz Platen (Suisse), Max. Harden, Arthur Holtscher, Willi Münzenberg, et de beaucoup d'autres.

Cette organisation s'imposait comme devoir d'assister les victimes des catastrophes élémentaires, des famines, des inondations, des tremblements de terre, etc., de soutenir les luttes économiques des ouvriers et des masses laborieuses en général, et d'organiser un secours efficace dans les cas de misère de masses résultant du système social actuel. De plus, cette organisation se donna pour but de soutenir les luttes des masses laborieuses luttant pour leur libération, pour la suppression du mal social, et l'abolition du système capitaliste.

Le SOI ne ressemble, nullement, à aucune des «sociétés de bienfaisance» ou des organisations pacifistes. Il est une organisation de secours international, et en même temps de combat, qui déploie son activité de secours et de lutte au nom de la solidarité de tous les souffrants, de tous les asservis, et de tous les exploités.

L'activité de cette organisation se manifeste dans les domaines les plus divers, et sous les formes les plus variées. C'est une organisation véritablement internationale, dont la sphère d'activité embrasse tous les continents et tous les pays du monde.

Au cours des dix années de son existence le SOI a organisé le secours effectif en faveur des populations frappées par la famine dans la Volga, (en 1921, 40 000 000); il a lutté contre la campagne infâme anti-soviétique à l'étranger; il a encouragé l'oeuvre de redressement socialiste dans ce pays; secouru les masses affamées d'Allemagne en 1923; organisé l'aide matérielle pour les victimes du tremblement de terre au Japon (en 1923); il a porté secours aux victimes des massacres de masses en Chine, créant, en même temps, un comité spécial «Hände weg von Soviet China»; il a aidé les paysans pauvres d'Irlande, en 1925; a organisé l'assistance pour les mineurs anglais en grève et pour leurs familles, en 1926; il a organisé la souscription et l'envoi de fonds et de vivres pour les ouvriers du textile anglais, en grève (1925); conduit, avec d'autres organisations internationales de lutte, comme le Secours Rouge, une action pour sauver le révolutionnaire hongrois, Rakosi, condamné à mort par le gouvernement du bourreau Horty; a participé, de la manière la plus active, à la campagne déclanchée pour sauver Sacco et Vanzetti; prêtée assistance, en 1928, aux victimes du tremblement de terre en Bulgarie, en envoyant le montant d'une souscription de M 64 000. Le gouvernement bulgare confisqua cette somme et ne la rendit au Comité central du SOI qu'après une tempête de protestation en Allemagne et en France, à laquelle se

joignirent de nombreux intellectuels et bourgeois, entr'autres le recteur de l'Université de Francfort, etc.); il a déclenché une série d'actions contre la terreur blanche sévissant en Roumanie, conduit une action contre le massacre de 60 mineurs à Lupeni (Transilvanie), en 1929, et a organisé les secours à leurs familles. Il a pris part, de la manière la plus active, à toutes les actions anti-impérialistes et anti-fascistes; porté secours aux ouvriers du textile grévistes d'Angleterre (1930-31), et du nord de la France (1931); il a créé des crèches (pour la première enfance), et des colonies de vacances pour les enfants.

Peut avant le Congrès, le C. C. du SOI a décidé de déclencher deux actions d'une extrême importance: l'action de secours en faveur des victimes affamées de la catastrophe d'inondation en Chine (plus de 80 millions sont voués à la famine), et une action de secours en faveur de la jeunesse sans-travail en Allemagne. Il n'y a pas de domaine de la vie sociale, il n'y a pas de cas où la vie, la santé l'existence des masses laborieuses ou de leurs militants soient en péril, où le SOI n'intervienne pour porter secours. Le SOI a enregistré 18 millions de membres. Pendant les dix années de son existence il a dépensé une somme de M 118 500 000 par des quêtes parmi ses membres ou par des souscriptions spéciales. Sur cette somme, M 37 500 000 ont été dépensés pour soutenir des grèves et d'autres luttes économiques, M 27 000 000 pour les secours aux populations frappées par la famine ou par des catastrophes naturelles.

Le SOI est une organisation au-dessus des partis. La section allemande, qui compte 120 000 membres, se compose de 70 % de membres neutres, de 12 % de communistes, de 8 % de social-démocrates, et de 10 % de syndicalistes et d'ouvriers socialistes chrétiens. Le SOI possède des sections dans tous les pays du monde.

Plus de 40 pays avaient envoyé leurs représentants au Congrès: l'Australie, l'Amérique du nord, du sud et l'Amérique centrale; la Chine, le Japon, Corée, les Indes, l'Indonésie, l'Indochine, l'Afrique occidentale et orientale, l'Égypte, l'Union Soviétique (Fédération des Syndicats Ouvriers Pan-russe, qui compte 13 000 000 de membres) et tous les pays européens. Plus de 1000 délégués étaient présents dont 250 en qualité d'invités à voix délibérative, 250 délégués des organisations du SOI, 200 délégués d'ateliers, quelques centaines de délégués de différentes autres délégations, et quelques centaines d'intellectuels: de professeurs, d'hommes politiques, d'hommes de science, d'artistes, écrivains et journalistes.

Les pays balkaniques étaient également représentés au Congrès: La Roumanie avait envoyé 5 délégués, la Yougoslavie 1; la Grèce 2; la Bulgarie 1; les organisations révolutionnaires des Balkans étaient représentées par 3 délégués.

Le Congrès qui fut une manifestation grandiose de la solidarité internationale des masses laborieuses, se déroula du 9 au 15 octobre. Il y eut des rapports sur la crise économique mondiale, sur les tâches du SOI, sur le développement socialiste de l'U.S. et le danger de guerre, sur l'activité des organisations et toute une série de questions d'organisation. Les délégués de tous les pays prirent part aux discussions.

Au nom de la Section roumaine du SOI, Marinescu annonça qu'une section du SOI venait d'être fondée en Roumanie en dépit de la terreur sauvage sévissant dans le pays et livrant des milliers de militants aux prisons. Il décrit, en détail, les différentes actions de secours du Secours ouvrier roumain et souligna la tâche la plus urgente de la section roumaine: développer son activité parmi les paysans pauvres et moyens, pour les intéresser à l'oeuvre de solidarité du SOI.

Theodor Pavlov parla comme représentant de la Section bulgare du SOI et des ouvriers bulgares; il avait à remettre les salutations fraternelles ardentes des masses laborieuses de la Bulgarie. Il releva que, dans ces pays, la crise économique a pris des formes particulièrement graves: sur 600 000 ouvriers il y a 200 000 chômeurs. La moitié des dépenses de l'Etat est consacrée aux paiements des réparations et d'autres dettes, aux frais d'entretien des forces militaires, policières et de la gendarmerie. La situation des ouvriers est des plus misérables. Des jeunes filles travaillent aux usines comme des esclaves. Une autre forme de l'esclavage est le travail obligatoire. Les ouvriers sont forcés de travailler toute une année sans aucune rétribution, sous des conditions les plus terribles, et sous un régime de caserne. Une offensive générale contre les salaires a commencé. A la lutte de défense des ouvriers, le gouvernement répond par une terreur atroce. Depuis le 9 juin la Bulgarie est le pays de la terreur la plus sanglante. 30 000 ouvriers et paysans pauvres ont été massacrés, plus de 100 000 ont passé par les casemates de la police et par les prisons, 800 prisonniers politiques sont toujours en prison et soumis aux tortures les plus bestiales; 2000 émigrants traînent une existence misérable à l'étranger. L'avènement de Malinov au pouvoir n'a nullement changé la situation. La terreur continue, et a même redoublé d'intensité. Le mouvement pour l'amnistie complète et sans condition se poursuit avec énergie. La presse ouvrière est soumise à des persécutions systématiques. Malgré la terreur sauvage, un essor révolutionnaire nouveau se fait sentir en Bulgarie, lequel a trouvé son expression la plus forte à l'occasion des dernières élections parlementaires, où 31 représentants des ouvriers, des paysans et des réfugiés ont été envoyés au Parlement. Pour terminer, Theodor Pavlov esquissa les tâches du SOI en Bulgarie.

K. Giftodimos parla au nom des ouvriers militants et des paysans pauvres de la Grèce. Il donna les détails suivants: La crise économique mondiale, et, en particulier, la banqueroute de la Banque d'Angleterre n'a pas manqué d'exercer une influence sur la situation économique et financière de la Grèce. La bourgeoisie grecque fait les plus grands efforts pour se décharger des fardeaux de la crise sur les masses laborieuses. Mais les masses opposent une résistance soutenue. Dans les villages surtout, des cas se répètent presque chaque jour où les paysans refusent de payer les impôts. Ils se trouvent dans un état d'effervescence qui prend de plus en plus un caractère révolutionnaire. Les masses se radicalisent. Les élections à Mytilène l'ont abondamment prouvé. A la suite de ces élections, une vague de terreur s'étendit sur tout le pays.

Giftodimos décrit ensuite la situation à Kalpaki, non loin de Janina, où les soldats et marins révolutionnaires punis sont envoyés. (Lui-même a été marin et y séjourna 4 mois.) Les relégués sont soumis à un régime épouvantable. Ils sont maltraités et frappés jusqu'à évanouissement. Ils sont brisés de corps et d'âme. Deux soldats sont devenus fous sous ce régime d'inquisition. Souvent, les relégués se révoltent. En automne dernier, à la suite d'un soulèvement, deux soldats furent condamnés à mort. Ce n'est que grâce à la solidarité des masses ouvrières et aux mouvements de protestation dans de nombreux pays, que le verdict ne fut pas accompli. Actuellement, il y a un procès contre 8 soldats, parce qu'ils ont protesté contre les mauvais traitements. Il est du devoir des masses laborieuses de protester énergiquement pour arracher les soldats grecs révolutionnaires des mains de leurs bourreaux.

En même temps, Giftodimos parla aussi du mouvement révolutionnaire dans l'armée et dans la flotte. Ce mouvement trouve son expression dans le refus des soldats et marins d'exécuter les ordres des officiers qui commandent de tirer sur les manifestants ouvriers et paysans. Ce mouvement jouit de la plus grande sympathie des masses. C'est pourquoi il est d'avis qu'il est du devoir du SOI de soutenir ce mouvement. Giftodimos termine son discours par ces mots: «Vive la Fédération Libre des Républiques Balkaniques».

D. Vlakhoff prit la parole au nom des organisations national-révolutionnaires des Balkans. Il transmit tout d'abord au Congrès le salut fraternel et révolutionnaire des peuples opprimés des Balkans.

«Les peuples opprimés des Balkans», dit-il, «suivent avec le plus grand intérêt la grande oeuvre de solidarité du SOI. Cette organisation déploie une immense activité dans tous les domaines de la solidarité. Mais il en est un cependant auquel il ne s'est pas encore suffisamment consacré: celui concernant les peuples nationalement opprimés. Je veux exposer au Congrès les souffrances et les luttes des peuples opprimés dans les Balkans.

En Albanie, le peuple est horriblement opprimé et exploité par Achmed Zogou et les beys féodaux. Zogou a toujours servi des intérêts étrangers. Il a été l'agent de nombreux Etats étrangers et en dernier

lieu, il s'est mis au service de l'impérialisme italien. Le peuple albanais est privé des plus élémentaires droits politiques. Il est affamé. Son mécontentement a pris un caractère de masses. Ce mécontentement trouva son expression dans l'attentat contre Zogou en février dernier à Vienne.

En Grèce, le régime de la dictature poursuit et persécute impitoyablement les macédoniens, les turcs de la Thrace, les albanais à Tchambria, les juifs et tous les autres peuples qui ne sont pas de nationalité grecque. 700.000 bulgares et turcs ont été chassés de la Macédoine et de la Thrace occidentale.

En Bulgarie, le pays de la terreur blanche, ou le «nouveau» gouvernement continue d'employer les méthodes de répression de l'ancien, une bande de criminels dirigée par le sanguinaire Ivan Mikhaïlov pille les masses macédoniennes et assassine les militants révolutionnaires. Au cours des dernières années, cette bande, inspirée par le gouvernement fasciste bulgare, a assassiné 1500 macédoniens. Aujourd'hui encore, sous le «nouveau régime» cette oeuvre criminelle est poursuivie. A Sofia seulement, 7 attentats ont été commis contre des adversaires politiques au cours de ces trois derniers mois. Les masses populaires macédoniennes commencent à élever des protestations ouvertes contre cette dictature sanglante. Ensemble avec les ouvriers et paysans bulgares, les masses macédoniennes et les émigrants ont protesté contre le régime de terreur et d'assassinats en votant en masses pour le bloc ouvrier lors des dernières élections, et là où des listes de ce bloc ne furent pas permises, dans le district de Pétritch (Macédoine sous la domination bulgare), les bulletins de vote avec des mots d'ordres contre la dictature fasciste furent portés aux urnes.

Au nom de la délégation balkanique, le camarade Vlakhoff prie le Congrès d'adresser au gouvernement bulgare un télégramme renfermant les revendications pour une amnistie complète et sans condition et pour la suppression de la loi pour la sûreté de l'Etat. (Cette proposition fut adoptée à l'unanimité, et nous publions ci-après le texte du télégramme.)

En Dobroudja (Roumanie), la population gémit sous le joug de la dictature roumaine. Des centaines de paysans turcs et bulgares agonisent dans les prisons et beaucoup ont été assassinés. Des bandes de colons, soutenus ouvertement par les autorités parcoururent le pays et pillent la population. Des villages entiers sont assiégés. Dernièrement, le leader révolutionnaire dobroudjanais Dimitri Dontchev fut assassiné par la Siguranza après avoir été soumis pendant 50 jours à des tortures épouvantables.

En Yougoslavie, où vivent 8 millions et demi de Slovènes, Croates, Monténégrins, Macédoniens, Albanais et autres, la dictature opprime cruellement les masses populaires, les pille et procède à des assassinats en masses. Depuis l'existence de la dictature grand-serbe, plus de 10.000 personnes ont été tuées (en Macédoine seulement 15000). Des centaines de milles passèrent par les prisons, et dizaines de milles (en Macédoine seulement 3400) furent condamnées à de longues années d'emprisonnement.

Depuis le 6 janvier 1929, il y eut 112 exécutions capitales sans jugement préalable. Mais les révolutionnaires continuent infatigablement la lutte de libération malgré toutes les persécutions, et le régime grand-serbe commence à être ébranlé. Pour parer à la chute imminente, le roi Alexandre a eu recours à une manoeuvre: il a fait proclamer une «nouvelle constitution»! Mais cela n'a rien changé à la situation du pays. Il y a quelques jours deux nationalistes croates furent exécutés à Agram.

Toutes les dictatures des Balkans sont soutenues politiquement, militairement et financièrement par les puissances impérialistes. Nous mettons au pilori devant les masses travailleuses du monde entier l'oeuvre abominable des dictatures dans les Balkans. Au nom de la solidarité internationale des masses laborieuses, je demande au Congrès d'adopter une résolution de protestation contre toutes ces atrocités et l'aide pour renverser ce régime sanglant et l'instauration de la Fédération des Républiques Libres des Balkans. (La résolution fut adoptée à l'unanimité.)

Résolution de protestation

Contre les dictatures fascistes dans les Balkans! Pour l'affranchissement des peuples opprimés balkaniques!

Le Congrès international du Secours Ouvrier International, après avoir pris connaissance des rapports des délégués balkaniques sur l'oppression brutale dans le domaine de la vie nationale, sociale, politique et économique des peuples balkaniques opprimés, soulevé de la plus grande indignation, stigmatise énergiquement les méthodes abominables de la dictature militaire yougoslave, ayant pour but la dénationalisation, le pillage et l'exploitation des peuples nationalement opprimés et des minorités nationales, se chiffrant à plus de 8 millions d'âmes. Il se dresse contre cette dictature qui a assassiné des milliers de Macédoniens, Croates, Slovènes, Albanais, Monténégrins et autres peuples opprimés, et qui maintenant essaie de se dérober derrière le masque parlementaire, et fait en même temps exécuter deux nationalistes croates qui ont lutté contre la dictature grand-serbe.

Il stigmatise la dictature d'Ahmed Zogou, le bourreau et l'affameur du peuple albanais, qui avec les beys féodaux a vendu aux impérialistes les richesses naturelles du pays, et maintenant agents de l'impérialisme italien, après avoir été ceux de l'impérialisme serbe, contribuent à la politique de pénétration des impérialistes dans les Balkans.

Le Congrès se dresse contre la dictature de Venizelos qui met de plus en plus en pratique les fameuses méthodes d'infâme répression, et qui opprime d'une manière féroce les Macédoniens, les Thraciens, les Albanais, les Juifs et les autres peuples subjugués.

Il stigmatise le gouvernement bulgare qui soutient ouvertement les bandes assassins de Mikhaïlov qui pillent et rançonnent le peuple macédonien et assassine les meilleurs de ces champions.

Le Congrès proteste contre la dictature fasciste du gouvernement roumain qui fait massacrer les paysans en Dobroudja et qui, tout dernièrement, assassina le leader du mouvement dobroudjanais, Dimitri Dontchev, après l'avoir soumis aux affreuses tortures pendant plus de 50 jours; il proteste contre la politique de colonisation de la Dobroudja par des paysans macédoniens qu'il utilise pour sa politique de dénationalisation.

En même temps que les dictatures balkaniques, le Congrès déclare responsables de cette situation les gouvernements impérialistes, auteurs des traités de violence et soutien des dictatures.

Le Congrès exprime son immense sympathie pour les peuples opprimés des Balkans. Il les assure de son entière solidarité et s'engage à soutenir leur lutte de libération nationale et sociale, dans les cadres d'une Fédération Balkanique.

Télégramme de protestation. Au Président du Sobranie, Sofia.

Le Congrès international mondial du Secours Ouvrier International qui tient ses assises à Berlin et auquel participent mille délégués représentant 18 millions de membres, revendique une amnistie immédiate, complète et sans condition pour tous les prisonniers et émigrés politiques et la suppression de la loi de défense de l'Etat.

Le président du Congrès. Abolin, du Comité exécutif de l'Union des Syndicats Pan-russe, Hermann Remmele, Clara Zetkin, Willi Münzenberg, députés allemands, Clemens Dutt, Indes, Thom Man, Angleterre, Kouyaté, Afrique Occidentale, Gerda Johanson, Danemark, Salzberg, Etats Unis, Prof. Nejedli, Prague, Missiano, Italie, Kettler, Autriche, Henri Barbusse, France, Maria Fernandez, Uruguay, Teher, Egypte, Devonnie, France, Georg Ledebour, Prof. Alfons Goldschmidt, Devonny, Australie, Theodor Pavlov, Bulgarie, Abdul Medjid, Indonésie, Luise Velasquez, Espagne, Tchang, Chine, De Visser, Hollande, Georg Dünninghaus, Allemagne.

LE MOUVEMENT NATIONAL REVOLUTIONNAIRE AUX BALKANS

L'Appel de l'ORIM (unifiée) contre les assassinats du fascisme macédonien

En septembre de l'année courante le Comité central de l'ORIM (unifiée) a publié un appel dirigé contre les attentats et les assassinats perpétrés en Bulgarie par les agents du Fascisme macédonien, et s'accroissant de plus en plus au cours des derniers mois. «Ces actes de terreur», — dit le manifeste — «ne font que confirmer notre conception que l'IMRO fasciste de Ivan Mikhaïlov, et son organisation qui lui prête un masque «légal», sont liés organiquement avec le Nationalisme et le Facisme bulgare, et représentent une «nécessité publique» aux yeux de tous les gouvernements bourgeois. Ces organisations sont actuellement aux mains des «revancheurs» bulgares l'instrument le plus approprié à accomplir leur politique d'annexion et de conquête en Macédoine».

«Au cours des dernières années», continue le manifeste, «la mission de cette organisation a consisté à jouer le rôle d'une puissance armée, d'un «facteur irresponsable» destiné à terroriser et à opprimer non seulement les masses macédoniennes, mais aussi les vastes masses du peuple bulgare.

Elle a perdu tout son caractère macédonien; elle n'a plus rien de macédonien sauf son masque.

Les assassinats en masses perpétrés par cette organisation durant et après les événements de juin et de septembre, 1923, les massacres à Gorna Djoumaya, en 1924 et en 1925, l'assassinat de plus de 2.000 macédoniens au cours de huit années, rien que dans le district de Pétritch, tous ces actes de terreur sont la meilleure preuve que cette bande n'a rien de commun avec la cause de la libération de la Macédoine, et qu'elle n'est que le bourreau au service de la réaction et du fascisme en Bulgarie.

Les cris de la presse fasciste en Bulgarie, ces cris hypocrites demandant de «mettre fin aux actes fratricides», ne sont que l'expression d'une hypocrisie abominable. En effet, si le gouvernement bourgeois de Bulgarie voulait véritablement mettre fin à ces excès sanguinaires, les organisateurs de ces meurtres, qui lui sont suffisamment connus, devraient être depuis longtemps sous les verroux. Ceux qui aujourd'hui poussent ces cris hypocrites «contre le régime sanguinaire», sont les mêmes qui encouragent et soutiennent effectivement cette bande terroriste.

En voici un exemple: Le parlement du nouveau gouvernement bulgare a validé à l'unanimité (à l'exception des députés ouvriers) les résultats des élections de l'arrondissement de Pétritch, en dépit des actes de terreur atroces qui y furent commis durant la campagne électorale.

L'appel de l'ORIM unifiée conclut: «Néanmoins, le fascisme et le banditisme macédonien sont voués à la mort. Ils se trouvent en pleine décomposition, laquelle a commencé il y a trois années, et s'accroissant de plus en plus au cours des derniers mois. Les excès, accomplis par le fascisme macédonien pour renforcer sa position ébranlée doivent être empêchés, les populations de Bulgarie, de Macédoine et l'émigration macédonienne en Bulgarie, doivent s'unir pour organiser une résistance de masses.

Ce n'est pas par des actes isolés, mais seulement par la résistance organisée des masses, par leur lutte en un front uni avec les ouvriers et les paysans de Bulgarie, qu'il sera mis fin aux excès sanglants du fascisme macédonien.

L'unique organisation macédonienne qui est restée fidèle au «legs» révolutionnaire de Gotsé Deltchev, Damé et de Sandansky, c'est l'ORIM unifiée. Elle est aujourd'hui la seule organisation bulgare, jouissant de la pleine confiance des masses dans toutes les parties de la Macédoine. C'est elle qui éclaire la population, qui l'organise pour la lutte contre les tyrans.

C'est l'ORIM unifiée qui montre la voie du front unique révolutionnaire des masses macédoniennes avec tous les opprimés, nationalement et socialement de la Macédoine: qui montre aux Balkans la seule voie conduisant à la libération de notre pays. C'est l'ORIM qui, actuellement, réunit dans ses rangs toutes les forces saines révolutionnaires du mouvement macédonien.

Rassemblez vous sous l'étendard de l'ORIM unifiée!

A bas l'oeuvre de trahison du verkhovisme!

Vive la lutte de libération nationale-révolutionnaire du peuple macédonien!

BIBLIOGRAPHIE

Dr. Ante Pavelič.

Quelques documents et tableaux de «La Lutte pour une Croatie indépendante».
Librairie de la correspondance croate, (Vienne 1931).

L'ancien député croate au parlement de Belgrade, l'avocat Ante Pavelitch, actuellement président du Parti croate du droit d'Etat, ainsi que leader de l'émigration politique de ce parti à l'étranger, vient de publier une collection de documents historiques, concernant l'histoire politique du peuple croate, et l'a ajouté à son dernier memorandum à la Société des Nations.

Malheureusement, cet ouvrage est composé du point de vue d'un vide formalisme juridique, et porte indubitablement les traces du doctrinarisme sans fond de l'école de droit historique, sans donner un tableau réel des luttes du peuple croate pour la liberté. Nul n'y pourra s'informer sur les conditions politiques en Croatie, découlant de la lutte des Croates pour un Etat croate indépendant et autonome, comme le reflètent les documents, ce qui était l'intention de Pavelitch, comme il le prétend littéralement.

La partie la plus précieuse de la collection, ce sont les tableaux qui mettent sous les yeux les martyrs et les tombeaux des victimes abattues dans les luttes contre l'hégémonie panserbe. Malheureusement, il manque à cette collection des tableaux analogues ou des statistiques sur les victimes de la cause croate sous la cruauté proverbiale des Habsbourg, des magnats hongrois de la sainte couronne de Stephane, le vénitien, ce précurseur de Mussolini — ainsi que leurs successeurs — la milice fasciste. Cette collection pourrait éveiller dans l'opinion publique étrangère qui n'est pas au courant, et à laquelle cette collection est destinée une fausse idée, à savoir que peut-être le joug écrasant des Habsbourg était préférable pour les Croates, ou que ces derniers aspirent en secret à l'accolade fraternelle des comtes hongrois ou bien encore des chemises noires italiennes.

La valeur positive de la collection réside uniquement dans le fait que, **contrairement à l'intention de l'auteur**, elle a apporté la preuve de la nocivité de la politique de Pavelitch, et montré combien elle est néfaste au peuple croate.

Les nombreux memorandums qui ont été adressés à la Société des Nations par les divers partis croates, et ce **absolument en vain**, parlent très clairement contre la politique engagée par la «Représentation nationale croate», comme s'intitulent fièrement Messieurs Krnjevitich, Kosutitch et Pavelitch.

Dans son introduction, Pavelitch part de l'idée erronée qu'il existe un **conflit entre la Serbie et la Croatie** et que ce **conflit est une question de droit international**. Il arrive naturellement à conclure faussement qu'il n'y a aucun doute que la **question croate fasse prochainement l'objet d'une délibération officielle** au sein du forum international compétent.»

Nous ignorons si Dr. Pavelitch veut s'abuser lui-même, ou bien, ce qui serait encore plus déplorable, abuser le peuple croate! En tout cas, cette conception de la situation politique en général, ainsi que de la nature de la lutte nationale en particulier fait preuve d'une forte dose de simplicité et de naïveté. Il est pénible qu'un chef politique, ou qui aime à se donner comme tel, ne se rende pas encore clairement compte du véritable caractère de la lutte croate de libération, et qu'il ne s'agit pas de la **Serbie** ou de la **Croatie**, mais de la lutte des masses croates contre les oppresseurs étrangers et indigènes.

De même il est faux de prétendre que la question croate est une question de droit international, car il est clair pour le profane dans la science du droit des peuples que, dans le domaine du droit des peuples, la question croate n'a rien à faire, exception faite en tout cas de l'éventualité que les grandes puissances impérialistes et capitalistes, poussées par les avances et les promesses du chef des émigrants du parti du droit d'Etat croate n'interviennent, parce que le Dr. Pavelitch leur ouvre de belles perspectives quand il écrit: «**La Croatie est un réservoir d'incommensurables richesses naturelles, dont les pays voisins et les autres Etats doivent tenir compte dans leurs calculs.**»

Cela ne ressemble t-il pas à un appel déguisé aux italiens, hongrois etc... de faire de la Croatie une nouvelle colonie, et de tenir compte à temps dans leurs calculs, des avantages de cette prise de possession?

Faites demi-tour à temps Dr. Pavelitch afin que, **contrairement à vos intentions**, vous ne deveniez pas traître à la cause croate et boycottiez le droit sacré du peuple croate à son propre Etat libre et indépendant. Ce n'est ni le forum international compétent (?), ni les voisins des Croates qui solutionneront la question de droit croate, mais le peuple travailleur croate qui fera triompher sa cause. K. J.

C H R O N I Q U E

Albanie

Crise économique

La crise économique en Albanie revêt des formes adéquates à un pays dont la structure est semi-féodale. L'exportation des produits agricoles: olives, fromage etc. . . . devient de plus en plus difficile et l'argent, par conséquent, devient de plus en plus rare. Nous avons déjà signalé ici le retour à la pratique du troc dans certaines circonstances spéciales. Nous sommes maintenant en état d'affirmer que le troc est en train de devenir la forme principale d'échange dans maintes provinces.

Un mulet 100 frs. or. Une vache 40 frs. or.

Notre correspondant nous écrit de Vallona: «Les paysans, pour acheter du maïs, sont en train de vendre leur bétail à des prix incroyables! Cette semaine, on a vendu ici une vache pour 40 frs. or et un mulet pour 100 frs.»

Les paysans albanais vendent leur bétail, pour tâcher d'échapper à la famine. De l'autre côté, le traité de commerce que l'Italie fasciste a imposé à l'Albanie, rend pratiquement impossible l'exportation du bétail albanais en Italie. Le paysan albanais n'a plus d'autre ressource que de vendre son bétail au spéculateur albanais, et au prix fixé par ce dernier. L'organe de la clique du palais, *Besa*, adresse un appel pathétique à la «grande alliée» (lire l'Italie!) de venir au secours du régime en danger. «Notre économie nationale», dit l'organe de Zogou, «est ruinée! Notre peuple est condamné à mourir de faim et de misère.»

La famine en Albanie

La famine qui, depuis quelques années, sévit à l'état endémique dans les régions montagneuses, s'étend maintenant dans tout le pays. Des nouvelles alarmantes parviennent chaque jour des provinces du nord et du sud. On raconte que depuis quelques mois déjà, les montagnards de Scutari ne se nourrissent presque exclusivement que de racines. La mortalité en général, et la mortalité infantile en particulier, a atteint des chiffres inconnus jusqu'ici. Le gouvernement de Tirana est impuissant à entreprendre quelque chose de sérieux contre cette calamité nationale. Au lieu de venir en aide aux paysans qui meurent littéralement de faim, les dictateurs de Tirana ont voté des crédits de plusieurs millions pour la construction d'un nouveau palais de résidence pour la mère de Zogou et d'un nouveau boulevard du nom de Zogou. Ces faits d'un cynisme inouï ont poussé à son paroxysme l'exaspération des masses laborieuses du pays et produit un malaise jusque parmi les partisans du régime.

La terreur s'accroît

La terreur contre les masses laborieuses vient encore d'être renforcée. On a voté une loi extraordinaire contre la littérature subversive. En vertu de cette loi, sera traduit devant le tribunal politique, quiconque recevra des proclamations et journaux illégaux et ne les aura pas livrés à la police dans un délai de trois jours. Cette loi vise principalement l'organe de l'organisation nationale révolutionnaire albanaise (Comité d'Emancipation Nationale) qui mène une campagne vigoureuse contre le régime et pénètre partout dans le pays. Voilà ce qu'on fait pour empêcher la lumière de pénétrer dans le sombre royaume de Zogou. De l'autre côté on procède à de nouvelles arrestations en masses. Nous ne connaissons pas encore le nombre de ceux qui ont été emprisonnés récemment. Parmi ces nouvelles victimes de la terreur blanche se trouve un vieux militant national-révolutionnaire, *Redjeb Tatsati* qui s'est rendu coupable d'"hostilité" dissimulée contre le régime en refusant de participer aux réjouissances officielles, à l'occasion de l'anniversaire de la monarchie albanaise (1 septembre). Un vieux montagnard kosso-

viote, âgé de plus de 70 ans fut condamné à 10 ans de prison «pour propagande contre le régime».

Zogou décore son complice Carol

Une délégation albanaise se rendit dernièrement à Bucarest pour remettre au roi Carol un ordre albanais au nom de Zogou, l'agent de l'impérialisme italien et massacreur de son peuple.

Bulgarie

Le 1 Août en Bulgarie

Quelques jours ayant le 1 août, le préfet de police du „nouveau" gouvernement du Bloc populaire publia un décret, interdisant rigoureusement les réunions et démonstrations du Parti ouvrier et de l'Union des syndicats indépendants. Les patrons furent engagés à donner les noms des ouvriers qui ne seraient pas venus travailler le 1 août.

Le 31 juillet, des arrestations en masses de fonctionnaires et de militants actifs des organisations révolutionnaires furent opérées à Sofia. Tout le Comité contre la guerre, composé de 9 personnes fut arrêté. A Sofia, il y eut 52 arrestations préventives.

Dans une caserne de Sofia, des tracts illégaux du P. C. furent distribués, et des coups de feu tirés sur les distributeurs, dont deux furent arrêtés.

A *Haskovo*, sur 4.500 ouvriers du tabac, 3.000 seulement se rendirent au travail, c'est-à-dire que 1.500 environ firent grève.

A *Rayevo Konare* 200 paysans manifestèrent avec des drapeaux rouges portant des pancartes sur lesquelles on lisait: «A bas la guerre!» «Vive l'Union des Soviets.» Il y eut 8 arrestations.

Le 1 août, des drapeaux rouges furent hissés dans divers villages, entr'autres à *Varbitsa*, *Varchets*, *Tchervenbreg*, *Bania*, *Kilifarevo*.

A *Roussé*, le drapeau rouge fut hissé sur le lycée et sur l'église, de même en différents points de Sofia.

A *Slivène*, les révolutionnaires profitèrent de ce que c'était le jour de marché pour organiser une démonstration contre la guerre, à laquelle participèrent les paysans. Il y eut des bagarres et plusieurs arrestations.

A *Plovdiv* plus de 140 personnes furent arrêtées le 31 juillet et 1 août, et 15 tracts différents furent saisis.

Toute la presse réactionnaire profita du 1 août pour mener une grande campagne d'excitation contre le mouvement révolutionnaire ouvrier. L'organe du capital bancaire «*Slovo*» entr'autres écrivait: «Nous ne doutons pas que les mesures énergiques du gouvernement ne soient propres à étouffer dans l'oeuf les tentatives d'émeutes des communistes. Mais de quoi demain sera-t-il fait? Nous ne devons pas nous livrer à l'illusion que, chez nous, le communisme soit un mouvement artificiel. C'est un mouvement de masses qui, après et malgré de nombreuses défaites, a pu conserver ses forces. Si les partis démocrates (!) ne s'organisent pas pour la défense . . . les lois les plus sévères elles-mêmes, seront impuissantes à empêcher que la Bulgarie ne devienne une proie du communisme!»

Chômage grandissant en Bulgarie

Selon les dernières données officielles, il y a en Bulgarie, 75.000 chômeurs, dont 6.000 ayant fait des études secondaires.

Jusqu' il y a peu de temps, les statistiques officielles ne parlaient que de 30.000 chômeurs. Ainsi donc, il est convenu officiellement que le nombre des chômeurs a augmenté de 45.000. Naturellement, ces chiffres ne sont pas conformes à la réalité. Du côté syndical, le nombre des chômeurs est évalué à plus de 200.000.

Mouvements de grève

La grève des 900 ouvriers du textile de *Yambol* s'est terminée le 26 juillet après 23 jours de lutte. Les salaires ont été augmentés et diverses améliorations des conditions de travail ont été obtenues.

D'autre part, de nouvelles grèves ont été déclarées. Le 31 juillet, 160 ouvriers d'une usine de caoutchouc à Tatar Pasardjik se sont mis en grève, le 29 juillet également, les 180 mineurs de la carrière de Plovdiv. Ils demandent la journée de 8 heures et une augmentation des salaires.

A Plovdiv la Sté «Ing» voulut supprimer les vacances des ouvriers qui menacèrent alors de se mettre en grève. Devant l'attitude ferme et unie des travailleurs, les entrepreneurs cédèrent et le travail fut immédiatement repris.

La ville de Gabrovo qui tient la seconde place comme centre de l'industrie textile en Bulgarie, est en état de siège depuis les derniers jours de juillet. On craint en effet chaque jour une déclaration de grève, la classe ouvrière est en ébullition et la police sur les dents. Cette dernière communique que grâce à ses mesures, «elle saura empêcher les agents communistes de nouer la liaison des ouvriers de Grabovo avec les autres centres en grève».

La presse bougeoise rapporte des bruits de grève parmi les ouvriers du tabac de Sofia.

La grève des 400 ouvriers du textile à Slivène et celle des 1.500 ouvriers du tabac à Tatar Pazardjik durent maintenant depuis 5 semaines.

Le 4 août, 380 ouvriers des ateliers de confection pour dames à Sofia se sont mis en grève. Ils revendiquent des augmentations de salaires et de meilleures conditions d'hygiène.

Le 6 août, les ouvriers de la fabrique «Ararat» Sofia, ceux de la fabrique de céramique de Michaltsi, ceux de la fabrique de chaussures «Sofia» à Kazanlik ont cessé le travail. Revendications: Journée de 8 heures, augmentation des salaires, meilleures conditions de travail.

A Michaltsi, il y eut des bagarres avec la police. Dans la fabrique de chaussures, les revendications furent acceptées par les patrons après un jour de grève.

Boris Danaïlov ouvrier du textile, Georgui Stoyanov cordonnier morts-assassinés

Un mois après la prise du pouvoir par le «nouveau» gouvernement du bloc populaire, le sang de militants prolétariens coule déjà dans les rues des villes de Bulgarie!

Boris Danaïlov et Georgui Stoyanov furent abattus le 23 juillet à Yambol par les balles policières, alors qu'avec 4.000 travailleurs ils manifestaient devant la préfecture de police pour réclamer la libération des grévistes du textile et des fonctionnaires du Parti ouvrier et de l'Union des syndicats indépendants.

Ce jour là avait lieu dans tout le pays, des démonstrations de protestation contre les mesures de terreur fasciste du gouvernement du Bloc populaire. «Edinstvo» l'organe central des syndicats indépendants écrit:

«Le gouvernement essaie d'étouffer dans le sang la lutte héroïque des ouvriers du textile de Yambol pour plus de pain et de lumière. Mais cela ne réussira pas. Les travailleurs, au prix du sacrifice de leur vie, imposeront leurs revendications.

Le sang versé déchire le nouveau masque de la dictature fasciste et de ses soutiens.

La classe ouvrière bulgare salue les dépouilles des victimes et jure de continuer d'avancer courageusement dans la voie de la lutte de classes qui mènera au triomphe de l'oeuvre de libération.»

La solidarité des travailleurs

Le Comité central de grève des syndicats indépendants a entrepris une campagne de masses, pour la création d'un fond de grève.

La première publication des sommes reçues indique 27.117 levas. Les principaux donateurs sont des ouvriers des fabriques. Huit employés de commerce envoyèrent 1.500 levas avec les mots: «En avant! Vive la lutte de classes.» Des instituteurs révoqués envoyèrent des sommes variant entre 50 et 100 levas. Des cheminots de Sofia firent premier versement 2.100 levas et ont promis d'autres envois. Un paysan du village Scummené a envoyé 50 levas et écrit: «Vive la grande lutte de grève! En avant frères de travail, nous sommes tous avec vous!»

Ces mots d'un paysan sont l'expression de l'état d'esprit des masses de la campagne.

Partout les paysans se solidarisent avec les grévistes. De tous les villages, on leur envoie des vivres. Des wagons de pain, du fromage, des sacs de farine etc.

... et aussi des dons en espèces. L'action de secours aux grévistes continue. Jusqu'à présent plus de 40 villages y participent. Un boucher de Yambol donna 80 livres de viande et des marchands de légumes firent aussi des dons en nature.

16 milliards de dettes des paysans!

Le journal ouvrier «Echo» évalue les dettes totales des paysans pauvres et moyens de Bulgarie à environ 16 milliards de levas, (environ 30 millions de francs) se répartissant comme suit:

- 1) Aux usuriers, 3 milliards de levas à un taux de 30—40%.
- 2) A des banques privées au taux officiel de 16%, 4 milliards de levas.
- 3) A des maisons de commerce pour livraisons de machines agricoles 800.000 levas, au taux de 25%.
- 4) A des banques publiques 2 milliards au taux de 16%.
- 5) A des sociétés agricoles 800.000 à un taux de 16%.
- 6) A la Banque Agricole d'Etat, 3 milliards à un taux de 10%.
- 7) Aux communes pour impôts communaux et autres, 400.000 levas.

Les dettes envers l'Etat et les communes, lorsque les délais de paiements sont dépassés, sont majorées de 20%.

Diminutions des salaires et ventes aux enchères

La débâcle avancée des finances de l'Etat en Bulgarie aboutissent à ce que le «nouveau» gouvernement du bloc populaire abandonne toutes ses promesses électorales et a recours à des mesures de violence contre les masses laborieuses. Pour surmonter la crise, le gouvernement marche dans «les empreintes» de ses prédécesseurs, comme s'exprime l'ex-président des ministres et ex-président du parlement Malinov, et ce, réalisation d'économies, recherche de nouvelles sources de revenus. Les économies sont réalisées par la réduction des dépenses dans les entreprises de l'Etat et la diminution des appointements des fonctionnaires de 2—12%. De cette manière, on économise 400.000 levas. Il faut encore mentionner que les appointements des fonctionnaires furent déjà réduites de 10% le premier janvier dernier.

Pour faire rentrer les énormes impôts arriérés des paysans, le gouvernement a recours à des mesures de rigueur. Le ministre des finances a adressé une circulaire aux agents du fisc où il est dit: «L'Etat doit faire les plus grands efforts pour récupérer les impôts en retard des dernières onze années qui se monteront le 1 avril 1931 à la somme de 2.230.787.000 levas. Les cultivateurs doivent payer leurs impôts un an à l'avance, les agents du fisc ne doivent pas attendre les paiements spontanés des impôts, mais doivent prendre des mesures de rigueur pour faire rentrer les impôts en retard. Toutes les mesures prévues par la loi doivent être appliquées (jusques et y compris la saisie et la vente aux enchères des propriétés immobilières) J'invite les autorités policières et communales à accorder l'aide la plus large aux agents du fisc pour la récupération des impôts.»

Tsankov conspué au parlement

Le massacreur du peuple bulgare, ex-président des ministres, le professeur Tsankov, a déjà pris deux fois la parole au «nouveau» parlement; ce qui provoqua deux fois des démonstrations de protestation véhémement de la part des députés des ouvriers et des paysans. Le 14 octobre, lorsqu'il voulut prendre la parole dans les débats au sujet du discours royal, il fut accueilli aux cris de: «A bas le bourreau, le massacreur de 30.000 ouvriers et paysans bulgares!» Pendant plus d'une heure, il tenta de parler sans y parvenir. Il ne put commencer à se faire entendre que lorsque la fraction du parti ouvrier quitta la salle des séances en signe de démonstration.

Sa Majesté la Société des Nations ne doit pas être insultée!

A. Malinov, lors de sa nomination de président du parlement le 15 octobre, ne manqua pas l'occasion de faire au cours de son discours le panégyrique de la Société des Nations. Il fut interrompu par le député

ouvrier, St. Ivanov, qui s'écria: «A bas la Société des Nations», l'organe exécutif pour la préparation d'une intervention contre la Russie Soviétique». Pour ces paroles, le président des ministres, Mouchanov, demanda l'exclusion d'Ivanov, pour insulte à la S.d.N. Sur ces entrefaites, Ivanov déclara: «Je ne retire rien, la S.d.N. est vraiment l'organe de l'impérialisme international pour l'organisation de la guerre anti-soviétique. La S.d.N. est l'organe des Etats victorieux pour la réalisation de l'oppression et l'exploitation des peuples vaincus. 40.000.000 de citoyens des minorités nationales souffrent et gémissent sous l'asservissement politique et économique, et la S.d.N. dit «amen» sur cet état de choses.» Ivanov et son camarade Dimitrov qui avait pris son parti furent alors exclus pour la durée de trois séances. Ils quittèrent la salle en s'écriant: «A bas le parlement fasciste!»

Démonstrations d'étudiants

Dans la seconde moitié d'octobre, eurent lieu à Sofia des démonstrations d'étudiants contre les mesures restrictives à l'Université. Seuls, sont maintenant acceptés à l'Université, les étudiants sortant des lycées et collèges. La Bulgarie ayant très peu de lycées qui sont surtout fréquentés par des fils de parents aisés, ces mesures restrictives signifient que les étudiants des classes pauvres et moyennes qui fréquentent surtout les écoles secondaires et les écoles normales n'ont pas droit aux hautes-écoles. On veut ainsi mettre un terme à la «surproduction» de prolétaires intellectuels et édifier l'appareil bureaucratique futur uniquement des milieux de la grande bourgeoisie. La lutte contre cette offensive réactionnaire est menée par l'Association générale des étudiants du peuple bulgare. Dans ce but, cette association a publié un appel et organise de nombreuses actions de protestation. Les revendications suivantes ont été formulées:

- 1) Admission des étudiants des classes pauvres et moyennes à l'Université.
- 2) Elimination des langues mortes.
- 3) Cessation de la terreur contre les étudiants de gauche.
- 4) Abolition de toutes les mesures restrictives consistant en frais élevés d'inscriptions etc.
- 5) Renvoi de l'Université du bourgeois des paysans et ouvriers bulgares, professeur Tsankov.
- 6) Fermeture des facultés théologiques.

La Bulgarie dans le front anti-soviétique

Vers la fin d'octobre, le parlement bulgare valida une convention entre la Pologne et la Bulgarie, au sujet de l'établissement d'une ligne aérienne Varsovie-Bucarest-Sofia-Salonique. Le député Napetov prit la parole au parlement au nom du parti ouvrier et exprima ce qui suit:

Cette ligne aérienne est de la plus grande importance stratégique. Elle relie Danzig à Salonique. La mer Baltique avec la Méditerranée et suit presque toute la frontière occidentale de l'Union des Soviets par la Pologne et la Roumanie, les Etats qui sont destinés à être les premiers à attaquer l'Union Soviétique. Sous prétexte de buts culturels et commerciaux auxquels cette ligne aérienne est censément destinée, se dérobent les véritables buts politiques et guerriers. C'est une entreprise de la Société Aérienne Polonaise «LOT», derrière laquelle se trouve, comme nul ne l'ignore, l'état-major polonais. Cette convention est un anneau de la chaîne liant la Bulgarie au bloc d'intervention contre la Russie des Soviets. Elle peut n'être prise en considération qu'en relation étroite avec toutes les tentatives du gouvernement polonais sous le commandement de la France, pour entraîner la Bulgarie dans une guerre contre l'Union des Soviets. En quoi consistent ces tentatives?:

- 1) La Conférence agraire, convoquée par la Pologne à Varsovie et Bucarest et maintenant à Sofia et destinée à apporter une solution à la crise agraire. Cette conférence avec ses propos sur le Dumping, fut utilisée pour la préparation d'une intervention contre la Russie des Soviets.
- 2) Le pont sur le Danube, devant relier la Roumanie et la Pologne avec Salonique et qui servira au transport du matériel de guerre en Bulgarie.
- 3) Les dépositions de Ramsin au procès de Moscou contre le «parti industriel» et les faux-monnayeurs de Tchervonets au procès de Berlin, témoignèrent de ce que la Bulgarie doit se joindre activement aux projets de guerre des impérialistes.

4) Le gouvernement bulgare tolère et encourage les formations militaires des gardes blancs en Bulgarie qui ne sont pas dissoutes et qui mènent une véritable vie militaire.

Le monde moderne est divisé en deux camps. D'un côté le monde capitaliste, avec son anarchie de production et la misère des masses, et de l'autre côté le jeune monde socialiste de la Russie des Soviets, avec son plan économique et le bien-être croissant des masses. La lutte entre ces deux mondes signifie l'achèvement de l'histoire moderne. Dans cette lutte, l'Union des Soviets a tous les avantages. Le plan quinquennal est déjà réalisé dans l'industrie lourde. Le village soviétique est mené d'un pas décidé dans la voie socialiste. La bourgeoisie française est à la tête des préparatifs de guerre contre l'Union Soviétique. La place de l'Allemagne avec son idée d'une Europe Centrale est maintenant, après la guerre, reprise par la France avec son projet de «Pan-Europe», l'alliance européenne capitaliste sous le commandement de la bourgeoisie française. Parallèlement à ces préparations diplomatiques d'intervention anti-soviétique, a lieu sa préparation psychologique et technique. La campagne de Koutepov, l'excitation contre le Dumping, la légende «des travaux forcés» en Russie en font partie. Les armements sont poursuivis fiévreusement. Des alliances sont conclues, des projets de mobilisation en commun sont élaborés, des voies ferrées stratégiques sont construites etc. Les budgets militaires des divers pays capitalistes s'élèvent à plus de 500 milliards de Lévas.

Le «nouveau» gouvernement bulgare du bloc populaire oriente toujours davantage sa politique vers la France, l'organisateur principal de l'intervention anti-soviétique. La participation de l'Union paysanne à ce gouvernement tend à abuser les masses paysannes et placer les préparatifs de guerre sur une base plus large.

«Mais», dit encore Napetov, «vous comptez sans votre hôte, vous n'avez aucune idée de l'immense force du peuple ouvrier et paysan révolutionnaire de l'Union des Soviets! Je suis le premier délégué-ouvrier bulgare en Russie où j'ai séjourné 6 mois. J'ai vu les ouvriers dans leurs ateliers, les paysans dans leurs «kolchoses» et l'armée rouge, l'armée de classe la plus disciplinée et homogène qui existe au monde actuellement.

Les masses laborieuses des Soviets qui se régissent elles-mêmes depuis 14 ans ne toléreront pas le retour des impérialistes et des capitalistes. «L'Union Soviétique n'est pas isolée. Elle a des alliés puissants; le prolétariat international, les paysans laborieux et les peuples opprimés. Vous voulez entraîner le peuple bulgare à la guerre contre la Russie des Soviets? Essayez, mobilisez-le, armez-le! Vos armées se réduiront à rien, elles fraterniseront avec l'armée rouge et dirigeront leurs armes contre le régime capitaliste.» Napetov termina avec ces mots: «Le peuple bulgare ne veut rien entendre d'une convention de guerre, mais exige la reprise des relations diplomatiques et commerciales avec l'Union Soviétique «A bas l'intervention contre les Soviets!»

Le discours de Napetov fut interrompu à plusieurs reprises, par des scènes de tumulte aux bancs du gouvernement, essayant de couvrir ses déclarations sur la Russie des Soviets. Vers la fin de son discours, le président du parlement lui enleva la parole et ordonna aux sténographes de cesser de prendre ses paroles.

Nouvelle vague de terreur sanglante!

Le gouvernement bulgare a procédé à de nouvelles persécutions des militants ouvriers. Le 31 octobre la police a assassiné à Sofia le leader ouvrier Nicola Kofordjief, et blessé Tsanef. Elle a procédé à Sofia et dans les autres villes en Bulgarie à des arrestations en masses. Les détenus ont été soumis à des tortures atroces. Ces procédés bestiaux du gouvernement ont soulevé une vague d'indignation parmi les masses travailleuses dans le pays. Ils ont soulevé l'indignation et la protestation de l'opinion publique avancée d'Europe. Ci-après nous publions le télégramme de protestation que des personnalités éminentes en Europe ont envoyé au président Mouchanov:

Au président de conseil, Mouchanov, Sofia.

(Des copies ont été envoyées à Assen Boyadjief, député, et aux rédacteurs des journaux: Echo, Rabotnitschesko Delo, et Zarja, Sofia)

«L'opinion publique d'Europe, indignée et émue de l'assassinat du leader ouvrier Kofardjief, des mauvais

traitements infligés, inquisitions et arrestations en masse en Bulgarie, profondément indignée du nouveau crime honteux du gouvernement démocratique agrarien et de son intention de faire interdire les organisations ouvrières, exige la cessation immédiate des persécutions, l'arrestation des meurtriers et la sanction à leur égard.

Karin Michaelis
Romain Rolland
Arthur Holitscher
Secrétariat du „Bund Freier Balkan“

Dobroudja

Oppression nationale en Dobroudja

Au village Dogloular, département de Silistra, il se produisit dernièrement des bagarres entre des colons roumains et deux turcs. Les colons exigeaient la moitié des récoltes des 2 turcs, et lorsque ceux-ci s'y refusèrent, ils furent odieusement maltraités. Transportés à l'hôpital ils y moururent des suites de leurs blessures.

À Arnautlar, district de Caliacra, il se produisit également des bagarres au cours desquelles deux habitants du village furent tués.

De tels événements ne sont pas rares durant la période des moissons! Les colons exigent des paysans dobroudjanais une partie de leur récolte, sous prétexte que les terrains cultivés par les paysans leur appartiennent. Ceux-ci ne voulant pas se laisser dépouiller volontairement, il s'ensuit souvent des bagarres sanglantes. Naturellement les autorités roumaines laissent toute liberté d'action aux colons.

Il ressort d'un article dans la presse bulgare que dans la Dobroudja du nord on vit plus de 100.000 bulgares, il y a une seule école bulgare. Dans la Dobroudja du sud on vit plus de 200.000 bulgares, il n'y en a que quatre. Jusqu'en 1913, lorsque cette partie de la Dobroudja était encore bulgare, il y avait en Dobroudja du sud 276 écoles avec 22.000 élèves.

Le secrétaire de l'Union internationale des minorités sous les auspices de la Société des Nations, Evald Amende (qui organisa le fameux Congrès des minorités) vient de visiter la Dobroudja, où il fut reçu avec le tam-tam officiel coutumier. Ses déclarations atteignent au comble lorsqu'il « exprime le vœu que Jorga améliore la situation des minorités en Roumanie, pour réaliser ce que Maniu avait promis sans être parvenu à l'accomplir ». Une bien piètre consolation et un « espoir » bien trompeur pour la Dobroudja opprimée!

Expropriation incessante des paysans dobroudjanais

Les méthodes de pillage employées vis-à-vis des paysans dobroudjanais deviennent de plus en plus raffinées et de plus en plus brutales. A l'heure actuelle, où on commence la récolte du maïs en Dobroudja, des bandes se présentent, exigeant de la population paysanne indigène — des Turcs et des Bulgares — la moitié et parfois même toute la récolte de maïs. Ils invoquent le prétexte d'avoir pris à ferme la parcelle en question de son propriétaire. Il arrive, en effet, que les propriétaires fonciers roumains, donnent à ferme la même parcelle à plusieurs personnes, de sorte que les paysans qui ont labouré le sol, sont contraints, en base des contrats de bail présentés, à céder la moitié de leur récolte. Des cas se produisent également, où la population paysanne indigène est forcée de céder la moitié de la récolte de leur propre terre, parcequ'ils n'ont pas encore réussi à prouver, en la base du cadastre, que le sol leur appartient.

Tout cela se passe sous les yeux des autorités roumaines qui, bien entendu, prennent position contre les paysans dobroudjanais.

Colonisation de la Dobroudja

Le gouvernement roumain poursuit sa politique de dénationalisation et de colonisation avec la plus grande brutalité. Ces derniers temps quelques centaines de familles kutsovalaques sont arrivées dans le district de Dobritch. Comme le gouvernement n'a pas pris les dispositions nécessaires pour pourvoir les colons

de domiciles, ils sont logés de force dans les demeures de la population paysanne indigène, ce qui naturellement donne lieu à des collisions et de nombreux conflits.

Les Kutsovalaques réclament des armes au gouvernement

Les colons kutsovalaques qui depuis des mois terrorisent la population paysanne de Dobroudja, leur enlèvent leurs récoltes par la violence, assassinent les militants révolutionnaires et, encouragés par le gouvernement de bourreau de Jorga, — ont établi un régime de terreur intolérable, font actuellement semblant, d'être « persécutés » par les paysans dobroudjanais. Le journal fasciste de Bukarest, « Ordinea », publie la lettre d'un colon demandant au gouvernement roumain de leur fournir des armes afin d'être en état de se « défendre » contre les paysans. De plus, la lettre réclame le renforcement de la gendarmerie en Dobroudja et la concentration d'un grand nombre de troupes à la frontière dobroudjano — bulgare. L'« Ordinea » fasciste se fait l'écho de cette revendication et demande, à son tour au gouvernement de fournir des armes aux colons!

Grèce

Diminution de la récolte de tabac

En Grèce cette année la récolte de tabac est considérablement inférieure à celle de l'année précédente. Tandis qu'en 1930 la production se montait à 50 millions d'okas, elle n'est évaluée en 1931, qu'à 32,5 millions d'okas, c'est-à-dire de 34,5% de moins. La production se répartit comme suit:

Province	Année	Terre Cultivée	Rendement en okas
Thrace Occidentale	1930	81.074 stremes	3.927.309
„ „	1931	68.475 „	2.665.000
Macedoine Orientale	1930	310.938 „	16.194.753
„ „	1931	261.825 „	11.675.000
Macédoine Occidentale et Centrale	1930	192.936 „	7.964.398
Macédoine Occidentale et Centrale	1931	91.359 „	3.747.000

La plus grande réduction est notée en Macédoine.

Venizelos à Bucarest

Le président des ministres Venizelos s'est rendu le 18 acût à Bucarest, où il eut une audience chez Carol et des pour-parlers avec le gouvernement Jorga. Officiellement sa visite a pour but la ratification du traité commercial gréco-roumain. Mais même la presse bourgeoise avoue que cette ratification n'est qu'un prétexte. En réalité, Venizelos — comme l'annonce le toujours bien informé « Pester Lloyd » — « délibérera avec le gouvernement roumain sur la situation vis-à-vis de la Russie des Soviets, et de la possibilité de passage de navires de guerre russes par les Dardanelles, vu le renforcement de la flotte russe de guerre dans la Mer noire ». De même on étudiera également le projet — dans les cadres de l'alliance militaire de la Roumanie avec la Pologne — de la construction d'un pont sur le Danube afin de créer une nouvelle route vers Salonique.

Ainsi donc, le voyage de Venizelos est un anneau de la chaîne des préparatifs d'intervention contre la Russie des Soviets, et pour la création d'un front antisoviétique dans les Balkans.

Nouveaux incidents à Kalpaki

Kalpaki, la colonie pénitentiaire pour soldats « indisciplinés », surnommée la « Sibérie grecque » fait de nouveau parler d'elle.

Les soldats envoyés à Kalpaki travaillent à la construction de la route Monastir-Vela. Dernièrement, le sous-officier Raftopoulos, déplacé par mesure d'ordre, fit usage de son droit de refuser le travail. Un poste venu le chercher pour le mener, soir-disant, devant le commandant, l'attacha à un arbre, et il fut roué de coups. Des ouvriers témoins du fait prévirent d'autres soldats déportés.

Ceux-ci accoururent et libèrent leur camarade. Le poste fit feu et blessa le matelot Kordelis. Les soldats se mirent sur la défensive, et ils réussirent à mettre le poste en fuite. Les soldats regagnèrent alors leur camp et élevèrent une protestation aux cris de: «A bas les militaristes», «A bas les assassins». Quelques officiers donnèrent l'ordre de tirer, qui ne fut pas exécuté. Ils menacèrent alors eux-mêmes les soldats de leurs armes. Si diverses personnes n'étaient pas intervenues, il y aurait eu effusion de sang. Sur ces entretentes, les officiers engagèrent «une enquête».

Le clergé est mobilisé contre le mouvement ouvrier révolutionnaire

En corrélation avec l'excitation acharnée qui est menée actuellement en Grèce contre le mouvement ouvrier révolutionnaire et le parti communiste, une délégation de diverses organisations bourgeoises s'est présentée le 9 août chez l'archevêque d'Athènes. Un mémorandum lui a été remis dans lequel il est demandé que le clergé se mette à la tête de la lutte «contre le communisme». La délégation proposa les mesures suivantes:

Le Saint Synode doit adresser une circulaire à toutes les églises de Grèce, dans laquelle il sera ordonné à tous les prêtres de tenir leurs sermons du dimanche en faveur de la religion, de la patrie et de la famille. Les membres du clergé doivent surveiller toute propagande anti-nationaliste et la dénoncer aux autorités. Après entente avec les ministères de la guerre et de la marine, le Saint Synode doit faire le nécessaire pour que des conférences, anti-communistes soient organisées parmi les soldats et les matelots.

L'archevêque a «félicité» la délégation et a promis d'étudier à fond le mémorandum présenté. Sa seule objection réside en ce que l'église ne dispose pas d'assez de moyens pour pouvoir avoir partout des prédicateurs.

Congrès des grands propriétaires fonciers en Grèce

Par suite des récoltes désastreuses les conditions économiques de la Grèce ont empiré au cours des derniers mois. Dans l'île de Crète la récolte de cette année n'a rendu qu'un cinquième de la moyenne. La Banque agricole exerce une pression inouïe sur les paysans, procédant à des ventes aux enchères pour encaisser les paiements arriérés.

Parallèlement à l'aggravation de la crise économique et à l'accroissement du mécontentement des masses, tous les partis bourgeois augmentent leur activité pour détourner les masses laborieuses de la voie révolutionnaire, par des mots d'ordre démagogiques. Des méthodes particulièrement raffinées sont employées par les grands propriétaires fonciers, qui viennent de tenir leur Congrès à Lamia. Pour gagner les paysans, ils ont annoncé que des milliers de paysans se réuniraient à Lamia, le siège du Congrès.

Quoique ces «milliers» de paysans ne soient pas venus, il serait gravement erroné de sousestimer l'influence des grands propriétaires. Le fait que presque trois cent délégués ont participé au Congrès est la meilleure preuve qu'ils ont réussi à attirer sous leur influence certaines couches des paysans laborieux.

Contrairement aux mots d'ordre des paysans révolutionnaires qui revendiquent l'annulation des dettes des paysans laborieux, les grands propriétaires, inquiets du sort des banques et des usuriers, demandent qu'il soit permis aux paysans de payer leurs dettes par termes, tout en continuant de payer les intérêts. Les représentants des paysans riches ne peuvent s'abstenir de se réunir pour la défense du système capitaliste.

La vague de terreur en Grèce

Une statistique des communistes emprisonnés

Suivant une communication du ministère de la justice dans tout le pays 943 individus ont été condamnés à la prison pour contravention à la loi pour la protection de l'Etat, depuis la mise en application de cette loi jusqu'à la fin du mois de juillet 1931.

Parmi ces individus, 400 ont été condamnés à un emprisonnement de 1 à 3 mois, 231 de 3 à 6 mois, 181 de 6-12 mois, et 131 de un à cinq ans.

En vertu de la même loi, la peine de déportation a été infligée à 367 individus, dont 247 pour une période de 1 à 6 mois, 82 de 6 à 12 mois et 38 de plus d'un an.

Parmi les condamnés 519 sont des ouvriers, 41 des agriculteurs, 19 des employés, 5 des fonctionnaires publics; 28 appartiennent aux professions libres, 26 sont des écoliers et des étudiants et une femme sans profession.

Sur le nombre global des individus condamnés, on ne connaît l'âge que de 604, dont 139 de moins de 20 ans, 350 de 21 à 30 ans, 101 de 31 à 40 ans et 14 âgés de plus de 40 ans. 199 des condamnés sont des réfugiés.

Parmi les condamnés originaires de Macédoine et de la Thrace, les 9/10 sont des ouvriers du tabac, ceux du Pirée des gens de mer, ceux d'Athènes des ouvriers boulangers, maçons, etc.

Macédoine

Réfugiés d'Italie en Macédoine

Le «Obzor» de Zagreb du 13. 8. rapporte qu'un transport de 30 mineurs slovènes expulsés d'Italie et qui cherchaient en vain du travail à Lieubliana ont été envoyés en «Serbie du sud» (Macédoine) pour y travailler dans les mines.

La Macédoine sous la domination serbe La crise économique

Dans le rapport qui fut soumis à la séance plénière de la Chambre du commerce et de l'industrie serbe le 29 août, à Skoplije, la situation économique est représentée comme suit:

L'année 1930 s'écoula sous le signe d'une profonde dépression économique. L'agriculture traverse une sérieuse crise par suite des mauvaises conditions climatiques. Le commerce des céréales est limité au marché intérieur. La production du pavot est sérieusement tombée et se chiffre avec celle de l'année précédente, à 200.000 kg. Par la chute des prix sur le marché étranger la production des cocons de vers à soie est lourdement frappée. Le petit commerce se trouve en continuelle décroissance. La production industrielle est bolquée et ne fournit que 20-25% de son plein rendement. Seules les banques font une exception en conservant leur position de l'année passée. Un intérêt plus grand du capital étranger se manifeste pour la production du minerai en Macédoine:

Une information significative est communiquée par le gouvernement dictatorial de Belgrade qui veut également monopoliser la production du pavot. Le projet de la loi y ayant trait est en préparation. De ce fait, la dictature militaire-fasciste qui réalise des milliards par le monopole du tabac se procure ainsi une nouvelle source de revenus aux frais des paysans macédoniens.

Selon les données de la chambre de commerce, la valeur des produits que la Macédoine sous la domination serbe peut exporter cette année s'élève à 541 millions de dinars se répartissant comme suit: 4.000 wagons de blé pour 64.000.000 d.; 2.000 wagons d'orge pour 17.000.000 d.; 200 wagons de seigle pour 2.000.000 d.; 2.500 wagons d'avoine pour 27.000.000 d.; 500 wagons de haricots pour 14.000.000 d.; 100 wagons de pommes de terre pour 800.000 d.; 150 wagons de fruits pour 4.000.000; 4.000 chevaux pour 6.000.000; 5.000 bestiaux pour 60.000.000; 10.000 porcs pour 5.000.000; 1.200.000 têtes de menu bétail pour 180.000.000; 50 wagons de beurre pour 12.500.000; 110 wagons de fromage pour 20.000.000; 200.000 kg. de opium pour 50.000.000; 60 wagons de cocons pour 9 millions, en outre des oeufs, du bois du minerai pour 28.000.000, du coton etc. . . . Le tabac, qui représente une des plus importantes sources de revenus de la Macédoine n'est pas dans ces 541 millions.

Un cinquième à peine des revenus de toutes ces richesses de la Macédoine, ce pays d'exploitation coloniale reste pour la population de producteurs. La plus grande partie est monopolisée par l'Etat et le reste est la proie du capital «national» et étranger!

La vague d'assassinats du fascisme macédonien

Les bandes d'assassins d'Ivan Mikhaïlov continuent leur œuvre sangninaire sous le «nouveau» gouvernement. Au cours des deux derniers mois, ils commirent toute une série de meurtres.

Le 12 août, ils tirèrent des coups de feu en pleine rue à Sofia, sur l'étudiant Glavitchev, partisan de Protogherov. Les meurtriers restèrent introuvables.

Le 15 août, une machine infernale fit explosion dans la maison du protogheroviste K. Todorov à Sofia. Elle avait été apportée sous forme de livre. Trois personnes furent gravement blessées, K. Todorov perdit un oeil, H. Lilov les deux bras et Traikov eut la cage thoracique bryée. Les auteurs de l'attentat ne furent pas retrouvés.

Le 24 août, à Sofia, deux personnes furent abattus dans la boutique du macédonien I. Gavrilov.

Le 28 août, K. Chendov et F. Matev furent surpris par 3 agents de Mikhaïlov, qui tirèrent sur eux plus de 20 coups de feu. Matev mourut le lendemain. Les assassins sont connus, mais ils n'ont pas été inquiétés.

Le 9 septembre, le jeune macédonien Boris Trojev fut abattu en pleine rue, à Sofia.

Le 13 septembre, encore à Sofia, le mikhaïloviste N. Aiolov tira six coups de revolver sur le macédonien N. Panov.

Le 3 octobre, à Nevrocope (Macédoine bulgare) l'instituteur J. Atanassov fut attaqué alors qu'il rentrait chez lui, et assassiné bestialement. Atanassov était un militant actif qui luttait infatigablement contre le fascisme macédonien. Cela lui valut les persécutions des autorités officielles et des agents de Mikhaïlov qui finirent par l'assassiner. Les assassins eurent encore l'audace de se vanter de ce meurtre, et de déclarer ouvertement: «C'était un agent bolchéviste, et il a reçu ce qu'il méritait!»

Le 5 octobre, un fonctionnaire de Petritch (Macédoine bulgare) Toma Zachov, fut également assassiné en pleine rue, uniquement parce qu'il n'approuvait pas les atrocités des tyrans bulgares en Macédoine.

C'est ainsi que la Macédoine est «libérée»!

La situation des réfugiés en Bulgarie et le mouvement national-révolutionnaire

«Le problème des réfugiés en Bulgarie résulte des guerres de conquête entreprises par la bourgeoisie balkanique. Les oppresseurs nouveaux de la Macédoine, de la Thrace, de la Dobroudja, et des Confins Occidentaux, ont eu pour but: la dénationalisation complète de la population indigène par une politique d'assimilation et une colonisation violente des éléments des nations dominantes. Il en résulte que d'immenses masses de la population émigrèrent en Bulgarie, en Turquie, et dans les autres pays. En Bulgarie seulement 700.000 émigrants se sont réfugiés après les guerres, dont la grande majorité se compose de paysans et de petit commerçants.

Les gouvernements bulgares essayèrent de résoudre le problème des réfugiés au moyen de «demi-mesures», en mettant à leur disposition des crédits et des terres destinées à la construction de demeures.

Mais bientôt il fut évident que ces mesures ne résolvait non seulement pas le problème des réfugiés, mais qu'au contraire ce problème en était aggravé, puisque la concentration des réfugiés dans les villes contribuait à surpeupler les rangs du prolétariat, constituant de cette manière une nouvelle menace pour la domination fasciste. En conséquence et vu la stagnation financière du pays, le gouvernement eut recours à l'aide des impérialistes en concluant les soi-disants «emprunts étrangers humanitaires» destinés à la colonisation des réfugiés. Le centre de cette «colonisation» fut transféré des villes aux villages.

Cette manoeuvre visait à disperser les immenses masses des réfugiés sur les campagnes, pour les rattacher au sol et les transformer en des éléments «favorables à l'Etat».

Cependant la plus grande partie des emprunts contractés fut dépensée pour satisfaire aux «besoins financiers» de l'Etat en banqueroute, et pour construire des voies ferrées stratégiques.

Au cours des quatre années écoulées depuis la conclusion du contrat, le problème des réfugiés n'a

trouvé aucune solution véritable, quoiqu'actuellement, il se fasse moins sentir.

Un tiers seulement des réfugiés a été établi à la campagne, et pourvu de 30-40 dekares de terres, tandis que les autres mènent dans les villes une existence misérable d'ouvriers d'usine.

L'exemple suivant caractérise la situation des réfugiés à la campagne; l'année passée la récolte fut bonne en Bulgarie. Le réfugié, à qui 40 dekares de terre labourable avaient été attribués, récolta 8-9000 kg. de froment. Pour nourrir sa famille qui se compose, en moyenne, de 4-5 membres, il a besoin de 1600-2000 kg.; 800 kg. sont utilisés pour les semailles; il a donc besoin de 2800 kg.

Le reste de 600 kg. a une valeur de 12.000 lévas. Cette somme minimale doit servir à satisfaire à toutes les obligations contractées vis-à-vis de l'Etat et vis-à-vis de l'usurier, et à pourvoir à tous les autres besoins de sa famille, c'est-à-dire la misère la plus profonde.

Cette situation insupportable pousse les réfugiés à la lutte. C'est sur la base de cette détresse économique que naissent et que se développent en Bulgarie les mouvements national-révolutionnaires des macédoniens, des thraciens, des dobroudjanais etc. . .

L'attitude que le fascisme national bulgare prend vis-à-vis ces organisations, est caractérisée par la tendance, de garder la direction de ces organisations pour détourner leur lutte de la véritable voie, en les dupant sciemment sur les causes fondamentales de leur détresse.

Mais le fascisme national bulgare ne parvient pas facilement à tromper les masses. Et quand la démagogie ne leur sert à rien, elle est remplacée par la terreur et par la violence. C'est seulement par ces moyens que le fascisme national bulgare réussit à garder la direction des organisations d'émigrants macédoniens, dobroudjanais et thraciens. Mais en même temps que ces organisations légales de réfugiés, il entretient aussi des bandes armées, les organisations telles qu'«ORIM», «ORID», etc.

C'est pour ces raisons, que le mouvement légal d'émigrants n'est pas en état de se développer en organisation de masses, mais peut seulement réunir une petite partie de l'émigration, tandis que la majorité des autres prennent, ou une attitude neutre, ou se soumettent à l'influence du mouvement ouvrier, de l'ORIM unifiée, de l'ORD et d'autres organisations. Sur 25.000-30.000 d'émigrants Dobroudjanais, 4000 à peu près sont inscrits dans l'association «Dobroudja», mais, en réalité, il n'y en a pas plus de 1000. La majorité des émigrants dobroudjanais se trouvent sous l'influence idéologique de l'ORD, resp. des éléments de gauche du mouvement dobroudjanais en Bulgarie.

Sur la vie de l'émigration macédonienne en Amérique

Résolution du I. Congrès de fondation

La résolution du I. Congrès des groupes macédoniens progressifs des Etats-Unis et du Canada a adopté une résolution dont nous donnons ci-après un résumé:

1) «Le congrès constate avec satisfaction que la ORIM (unifiée) a donné à la lutte de libération du peuple macédonien une expression idéologique tout à fait claire, et la mène sous l'étendard du front unique du mouvement national-social-révolutionnaire . . . Cette orientation synthétise l'expérience révolutionnaire de 37 années et donne au mouvement de libération macédonienne la véritable direction en face de la situation internationale et de la situation des Balkans, qui se caractérise par l'essor vigoureux des peuples opprimés et des masses travailleuses.

2) La situation internationale détermine l'attitude décidée du mouvement macédonien de libération dans le front révolutionnaire et son attitude négative envers les puissances impérialistes et leurs institutions officielles et officieuses, telle la Société des Nations. Ce n'est que par la voie de la lutte révolutionnaire de masses et du front unique avec les affamés et les opprimés, que le peuple macédonien pourra conquérir son indépendance. Les tentatives des «autonomistes» à Sofia et Petritch de le détourner de cette voie ont échoué. Au cours des dernières années le peuple macédonien donna des preuves indéniables qu'il est entré dans la seule et véritable voie, celle de la ORIM (unifiée) . . . C'est le devoir sacré de l'émigration macédonienne de le soutenir dans cette voie.

3) Dans ce but, les groupes macédoniens progressifs indépendants des Etats-Unis et du Canada se sont réunis dans l'Union populaire macédonienne («Macedonian Peoples' League»), et veulent y rassembler toute l'émigration sans distinction de nationalité, de religion ou de conviction politique.

4) La décomposition du fascisme macédonien en Amérique est encore accentuée par la radicalisation rapide de l'émigration macédonienne. Celle-ci, comme les masses travailleuses américaines, se trouve dans une profonde misère. L'Union populaire macédonienne ne serait pas une véritable organisation du peuple si elle ne se mettait pas à la tête de l'émigration affamée dans sa lutte pour le pain quotidien.

5) L'Union doit déployer une grande activité pour le développement pratique du front unique révolutionnaire parmi l'émigration balkanique en Amérique. Les premiers pas dans cette direction ont été couronnés de succès et doivent être systématiquement poursuivis. Le projet de la publication d'un organe de l'Union dans toutes les langues balkaniques et en anglais doit être rapidement mis à exécution. De même il faut poursuivre l'information des cercles progressistes américains sur les problèmes macédoniens et obtenir leur collaboration active.

Roumanie

La misère en Banat

La presse de Banat sonne l'alarme au sujet de la misère qui y règne. Un journal écrit:

«... Temesvar fut autrefois l'orgueil industriel du Banat. Maintenant, il y a des centaines de milliers de chômeurs, sans travail depuis des années, sans espoir de trouver un emploi... L'industrie étant frappée mortellement, toute la vie de la ville s'éteint. Les enfants courent pieds-nus. En été, cela est encore supportable, mais que sera-ce lorsque l'hiver viendra!... Des enfants qui ont faim et froid... Le chômage sévit sur toute la ville et ses environs. Nulle part de travail! Partout la faim!... la faim!... Un commerçant des faubourgs décrit la misère: «Le chiffre d'affaires est de plus en plus minime; les ménagères ne peuvent plus acheter... si on ne leur vend pas à crédit... Mais quand pourra-t-on nous payer? Le commerçant ne reçoit pas d'argent, mais lui-même doit payer les impôts...» Telle est la situation dans toutes les villes et communes du Banat. La misère qui règne partout est indescriptible... De partout retentit le cri de désespoir... l'appel au secours à l'heure du danger le plus imminent...»

Le «Temesvarer Volksblatt» essentiellement bourgeois publie les impressions d'un directeur d'Assurances américain en visite à Temesvar. Cet américain déclara:

«Depuis mon séjour ici il y a cinq ans, la situation à Temesvar a empiré de 100%. On lit la dépression générale sur le visage des gens, et il m'est extrêmement pénible... d'avoir retrouvé l'ancienne «Petite Vienne» (Temesvar) où coulaient autrefois à flots le lait et le miel... dans un état si misérable...»

Banqueroute d'une importante banque roumaine

La banque L. Berkovits de Bucarest a fermé ses guichets le 10 août. La tentative de la Banque Nationale de Roumanie et de quelques grandes banques de renflouer la Banque Berkovitz échoua. Cette banque était étroitement liée avec le parti libéral de Roumanie.

On peut se rendre compte de l'importance de la banque par les derniers chiffres du bilan. Le capital était de 150.000.000 de lei, les réserves étaient de 37,5 millions de lei et la banque disposait en outre de moyens étrangers d'un montant de plus de 735 millions. Ses papiers de valeurs et de participations étaient d'environ 141 millions, les traites se montaient à 152 millions, débiteurs — 485 millions et la valeur immobilière avait été estimée à 51 millions de lei.

Le gouvernement roumain fait le dumping des céréales

— Précieux aveux d'une feuille bourgeoise. —

Ce n'est plus que timidement que le conte du «dumping» soviétique réapparaît. Par contre, une feuille bourgeoise roumaine convient maintenant que le gou-

vernement roumain, (de même que d'autres gouvernements capitalistes) fait aussi du dumping. Le «Journal Populaire de Temesvar» du 4. 4. prend position sur la «loi pour la mise en valeur des céréales» et écrit entre autres:

«Nos prix à Pressbourg, notre (c'est-à-dire roumain) seul marché de débit pour les céréales... se sont, depuis le 22 juin, abaissés de 73 couronnes tchèques à 55 c. tch., c'est-à-dire de 90 lei par quintal. La raison en est, certes, l'abondance de la récolte... mais aussi le dumping général (souligné dans l'original). Qu'est ce que le dumping? Dumping, c'est lorsqu'un Etat vend une marchandise meilleur marché qu'elle ne lui revient. Mais le fait qu'en Yougoslavie le blé est acheté par l'Etat pour 480 lei et vendu à Pressbourg pour 190, qu'en Roumanie une prime d'exportation de 10.000 lei est payée, voilà des méthodes exclusivement de dumping, en ce sens que l'Etat contribue à ce qu'à Prague, le blé puisse être offert à des prix toujours plus bas» (souligné dans l'original).

Après un court renvoi au «dumping russe» (car l'excitation contre la Russie des Soviets ne doit naturellement jamais manquer), la feuille mentionnée ajoute que «ce dumping du gouvernement roumain aboutit à ce que chaque Etat fait toujours plus de sacrifices, mais qu'ainsi, les prix baissent tellement sur les marchés de débits, que bientôt des primes de l'Etat seront plus hautes que les prix intérieurs réels.»

Renforcement des impôts en Roumanie

Sous les coups de la crise économique, le budget d'Etat du gouvernement Jorga accuse de plus en plus de déficit. Les vastes masses ne peuvent plus fournir aux impôts, et elles y sont forcées par tous les moyens de violence. Les agents du fisc se présentent dans les maisons au milieu de la nuit et saisissent les biens des contribuables. A Lipcani entr'autres, les huissiers se présentèrent à 4 heures du matin, enlevèrent jusqu'à la literie des enfants endormis, et emportèrent même les outils nécessaires à l'artisan pour l'exercice de son métier, contrairement aux décisions «légales». Ce dernier en fut si ému qu'il succomba à une embolie.

Brutal recouvrement des impôts en Roumanie

Le cas ci-après, qui n'est pas une exception, est des plus typiques pour montrer à l'aide de quelles méthodes on procède au recouvrement des impôts dans le pays d'intervention qu'est la Roumanie:

Le 14 août, à Radauts (Boukovine) la station de taxis fut entourée par la police et des agents du fisc, et les chauffeurs mis en demeure de se rendre immédiatement dans la cour de la caserne des pompiers. La porte fut ensuite fermée et toutes les autos déclarées saisies, bien que la «loi» interdise la saisie d'objets servant à l'exercice d'une profession. Une députation qui se présenta chez l'administrateur de la perception fut renvoyée avec la remarque: «que tout retard dans le règlement des impôts était du bolchevisme»...

Auto défense des paysans roumains contre les ventes aux enchères

Dans le village Slobozia, on devait le 11 août dernier, procéder à la vente aux enchères de la propriété d'un paysan. Lorsque l'huissier arriva accompagné de gendarmes, ils furent reçus par les paysans armés de faux et de pioches, déclarant qu'ils ne permettraient pas la vente. Le système de la vente aux enchères est la ruine de la population rurale. Ce n'est qu'avec de grandes difficultés que les représentants de l'autorité réussirent à se retirer. L'ordre fut alors donné d'envoyer un plus grand détachement de gendarmes dans le village.

Le gouvernement menace les ouvriers de canons

L'usine métallurgique de Rechlitsa, la plus grande usine de Roumanie, a retenu depuis deux mois les salaires de ses ouvriers. Le 9 octobre les 4000 ouvriers

de la fabrique déclarèrent alors une grève de protestation. Mais leurs leaders social-fascistes entrèrent aussitôt en négociations avec les autorités Un des représentants du gouvernement, le procureur général de Temesvar, déclara que, la prochaine fois, il ferait placer des mitrailleuses et des canons, pour faire table rase de Rechlitsa et de sa population ouvrière.

La situation des ouvriers de Rechlitsa est désespérée; des enfants s'évanouissent de faiblesse pendant les classes. Il sévit une épidémie de suicides, mais le gouvernement promet des canons aux ouvriers. La presse social-fasciste écrit littéralement: «Elles (les autorités publiques) doivent faire le nécessaire pour empêcher la retenue ultérieure des salaires. A cette fin il doit exercer la pression nécessaire sur la compagnie»

Le gouvernement annonce qu'il va faire table rase avec les ouvriers, et voilà les social-fascistes qui «demandent» à ce même gouvernement assassin d'exercer une «pression» sur les capitalistes!

Les leaders social-fascistes ont réussi à étrangler le mouvement, sous prétexte que la direction leur avait promis de payer dans quelques jours 60% des salaires d'août. Rechlitsa est une citadelle des social-fascistes. Les syndicats révolutionnaires doivent faire les plus grands efforts, pour briser leur influence, et mobiliser les masses contre cette entreprise rapace.

Offensive contre les salaires des ouvriers roumains

La bourgeoisie roumaine continue son offensive contre les salaires de famine des travailleurs roumains.

La coopérative des patrons boulangers de Czernovits veut que les mitrons renoncent à leur contrat collectif et consentent à une réduction de salaires de 30%. Or ces salaires ont déjà été réduits deux fois; d'abord de 15%, puis de 12%. Il est maintenant de 120 lei par jour (3 M) dont les impôts et les cotisations pour la caisse de maladie sont encore déduits. Les patrons boulangers déclarent cyniquement à leurs ouvriers: «Vous devez vous mettre à la portée de notre situation désespérée et consentir à une réduction». Les travailleurs sont indignés et sont prêts à répondre par une grève.

La direction de la fabrique de chaussures «Filt» à Temesvar a réduit les salaires de ses ouvriers et ouvrières de 40%.

A Tesmavar également, les ateliers des chemins de fer ont eux aussi diminué de leur propre initiative les salaires aux pièces.

«Stabilisation» de l'état de siège contre la classe ouvrière de Roumanie

Selon l'Agence télégraphique roumaine «Rador», «les mesures de sécurité qui avaient été prises à l'occasion du 1 août, seront momentanément maintenues»

La bourgeoisie veut apaiser la faim des vastes masses travailleuses avec des lois d'exception. Elle prépare fiévreusement l'intervention contre l'Union des Soviets, et, dans ce but, elle tente de rendre le mouvement ouvrier révolutionnaire muet. Mais la bourgeoisie roumaine se trompe.

Malgré les cachots, les casemates, les tortures, les masses travailleuses continueront leur lutte pour leurs intérêts vitaux et la défense de l'Union des Soviets.

Politique de conquête en Bessarabie

La grande bourgeoisie roumaine se conduit en Bessarabie comme en territoire d'occupation, comme le prouve le fait suivant: A l'hôpital ophthalmologique de Kichinev se présenta dernièrement une délégation composée de trois officiers et d'un commissaire, et déclara à la direction qu'ils étaient chargés par le ministère de la guerre de faire évacuer immédiatement l'établissement et de le mettre à la disposition de l'autorité militaire pour y installer une école militaire. La direction de l'hôpital s'y refusa, alléguant que l'établissement était privé. Les officiers déclarèrent alors être chargés de procéder à l'expulsion. En effet, une compagnie de soldats fut appelée et pris possession de l'hôpital. Les malades durent être immédiatement transportés ailleurs.

Préparatifs de guerre en Roumanie

Le 16 août dernier fut commémoré solennellement le «jour de la marine». A cette occasion, il fut procédé en grande pompe au lancement d'un nouveau navire «Constanza», dans le port du même nom. Carol et de nombreux dignitaires civils et militaires assistèrent à la cérémonie. Un service religieux à bord fut célébré et plusieurs allocutions prononcées. Le contre-amiral Balanescu dit entr'autres:

«Dans tout le pays, on célèbre aujourd'hui le «jour de la marine». Ce jour doit être pour nous un moment de réelle conscience nationale, et tous les coeurs roumains doivent battre à l'unisson de notre mer et de notre marine!! Tous ceux qui sont à la tête de notre marine ont pour unique vœu le développement puissant de nos forces sur le Danube et sur mer et notre armement avec tous les moyens modernes de combat»

L'inspecteur général de la marine roumaine continua:

« Le nouveau navire ouvre un nouveau chapitre dans l'histoire de la flotte roumaine»

Puis la reine passa son régiment en revue. Naturellement, cette «fête» n'est, elle aussi, autre chose qu'un anneau de la chaîne des préparatifs d'intervention contre la Russie des Soviets.

Evaluation de la récolte en Roumanie.

Le ministère de l'agriculture publie des données sur la récolte en Roumanie en tonnes l'année courante:

Blé: 3 059 600 tonnes contre 3 509 000 tonnes l'an

passé;

Seigle: 384 300 tonnes contre 464 500 tonnes l'an

passé;

Orge: 1 176 000 tonnes contre 2 371 300 tonnes l'an

passé;

Avoine: 878 000 tonnes contre 1 056 540 tonnes l'an

passé;

— Les prix des blés les plus bas depuis 100 ans!

Les blés du Banat et de la Transylvanie sont cotés à 150 lei le quintal. Un prix aussi bas n'a été atteint depuis plus d'un siècle.

Suicides dans l'armée roumaine

Le soldat Edouard Gaduliac du 10, régiment de grenadiers à Czernovits (Boukovine) s'est suicidé le 10 août dernier. Les motifs qui l'ont poussé sont soi-disant inconnus.

Le fantassin Anatole Lugots, 23 ans de Piatra Neamtis du 9 régiment d'infanterie s'est également suicidé. Il ne pouvait plus supporter les mauvais traitements de son supérieur Gostaru. Il avait fait dernièrement une demande de changement qui avait été rejetée, Gostaru déclara au malheureux Lugots: «Si tu ne te plais pas avec nous, tu n'as qu'à désertier ou te suicider» il suivit ce «conseil» et se brûla la cervelle.

Ces suicides dont une minime partie seulement arrive à la connaissance de l'opinion publique jettent une vive lumière sur la situation des «simples» soldats au sein de l'armée roumaine.

«Fami» ou comment ont lieu en Roumanie les nominations de fonctionnaires

Le journal bourgeois «Temesvarer Volksblatt» du 13 août publie en première place une description caractéristique sur la manière dont le gouvernement roumain procède à la nomination de fonctionnaires:

« Supposons que Monsieur le ministre se nomme Constantin. Un monsieur haut placé, ami du ministre, lui adresse alors les mots suivants: Costica Fa-mi: Costica fais le pour moi. J'ai là un cousin (beau-frère, oncle, neveu, cousin du beau-frère etc. . . .), un bon garçon. Il sait lire et écrire, il est aussi lié avec X. Y. C'est un garçon sérieux, mais il n'a rien à faire en ce moment. Aies donc la bonté de le faire nommer quelque chose quelque part. Fa-mi Costica . . . Sur ce, une ordonnance ministérielle annonce la nomination de X. Y. Z. . . . comme préfet, commissaire de gouvernement etc. . . . Est-il qualifié pour ce poste? Cette question et beaucoup d'autres sont tout à fait secondaires. Le principal, c'est que quelqu'un qui est bien avec le ministre, se soit servi du nouveau Sésame «Fa-mi Costica». C'est le mot magique . . . et pas seulement sous ce gouvernement (Jorga). Jusqu'à présent

il en fut toujours ainsi, et il est bien probable que cela continuera. Lorsque les nationalzarunistes étaient au gouvernement on disait: «Fa-mi Juliu...» maintenant on dit: «Costica... Fa-mi...» Il y a seulement un petit mais... le pays court à sa perte!»

Cette description montre d'une manière frappante l'état de pourriture et de corruption du système régnant en Roumanie.

«Nous subissons inévitablement une explosion» déclare Jorga

Le président des ministres de Roumanie Jorga a dernièrement accordé un entretien à un représentant du «Manchester Guardian» au cours duquel il déclara entr'autres:

«... Je crois que l'Etat doit aussi être réformé. Il ne doit plus être la machine sans âme qu'il est aujourd'hui... Il est urgent que les hommes d'Etat prêtent l'oreille aux avertissements du moment. Le développement social de l'Etat actuel ne créant plus de vie, une explosion est inévitable... si l'Etat ne se transforme pas. Jorga condamna aussi «l'ultra-nationalisme» contre lequel dit-il il n'existe que deux remèdes: l'église et l'école (!).»

La bourgeoisie roumaine a peur du communisme!

Sous le titre «L'offensive du communisme», l'organe roumain l'«Indépendance Roumaine» écrit dans l'article de fond du 1. 8.

«Depuis 1917—1920, le communisme n'a jamais trouvé un terrain si propice... En Espagne a surgi un foyer révolutionnaire qui ouvrit à la propagande moscovite des perspectives inattendues. En Allemagne et dans toute l'Europe centrale, la misère économique a provoqué un tel découragement que toutes les catastrophes sociales semblent possibles. C'est justement là-dessus que comptent les communistes, qui... ne peuvent réaliser leurs plans... qu'en exploitant les désaccords des partis bourgeois, la courte vue des gouvernements et le manque de force de résistance.

Les gouvernements bourgeois sont sur la défensive, et dans une mauvaise position. Les mesures de police sont inévitables, mais insuffisantes. Le capitalisme perd chaque jour le peu de prestige qui lui est resté. Toutes ces stériles visites de ministres accroissent le découragement des masses, et nous approchons à grands pas du jour où tout va s'effondrer. Nous traversons une période dangereuse. Pour surmonter les dangers, nous avons besoin d'un grand idéal qui soit servi par une forte volonté. Nulle part en Europe on ne voit l'Homme qui... pourrait se dresser comme conducteur moral de la bourgeoisie mourante.»

Une peur extrême anime ces lignes. Le capital financier roumain, la partie de la bourgeoisie roumaine qui voit clair, se rend compte de l'issue, et c'est pourquoi l'intervention contre l'Union des Soviets est préparée avec une rage d'autant plus grande, et qu'une répression d'autant plus sauvage est exercée contre la classe ouvrière. Le premier août et les jours précédents, plus de 1.000 ouvriers furent arrêtés. Dans toutes les villes de Roumanie, il y eut des razzias et des arrestations en masse. Les emprisonnés de la prison Vacaresti à Bucarest ne purent recevoir de visite ni le 1 août, ni quelques jours avant. Toute la presse mena une campagne d'excitation contre les communistes, et répandit les mensonges les plus stupides et les calomnies les plus hideuses.

Dr. Lupu recommande l'inflation

Tandis que le gouvernement roumain se débat pour maintenir ses valeurs et son change sérieusement ébranlés, l'opposition a déclenché une vive campagne en faveur de l'inflation. Le leader du Parti National des Paysans, Dr. Lupu, poursuit une agitation active à cet effet, s'en rapportant à l'exemple de l'Allemagne, pour démontrer que l'inflation est le moyen le plus efficace et le plus commode de s'acquitter de toutes les dettes, à l'intérieur du pays comme à l'étranger. De cette manière, comme prétend Dr. Lupu, la Roumanie peut briser les chaînes de la haute finance étrangère qui l'étranglent. Le gouvernement a mis un terme à cette agitation en interdisant à Dr. Lupu de tenir des discours en public.

Professeur Stere subit des accès démocratiques

Professor Konstantin Stere, qui a joué un rôle important dans l'établissement de la «Grande-Roumanie» et est président du conseil du peuple de Bessarabie, qui a ratifié l'union avec la Roumanie, a accordé une entrevue à un journaliste, au cours de laquelle il déclara entr'autres:

«La Roumanie est gravement atteinte. Depuis la fin de la guerre elle vit sous une dictature sans relâche. Des territoires nouveaux ont été incorporés, mais personne ne s'avisa jamais que la question de l'union de la «Grande Roumanie» ne pouvait pas être résolue par la violence. Il faut ouvrir les yeux et s'apercevoir des conditions formidables qui résultent du régime dictatorial des différents partis politiques. Le percepteur arrache l'enfant des bras de sa mère parce-qu'elle ne peut payer les impôts, les contribuables sont dépouillés de tous leurs biens.

Démagogie des social-démocrates roumains

La radicalisation toujours plus large des vastes masses incite de plus en plus les social-démocrates à employer des moyens grossièrement démagogiques pour les abuser et les détourner de la lutte.

Le leader social-fasciste Dr. Lothar Radaceanu publiait dernièrement un article sous le titre «Signes de tempête à l'horizon» dans lequel il dit entr'autres:

«... Le capitalisme ne peut même plus assurer le pain au monde affamé... Jamais la vie n'a été si difficile qu'aujourd'hui (en Roumanie)... Une armée de chômeurs réclame du travail et du pain... Les paysans se débattent entre les griffes des usuriers... L'Etat lui-même ne peut plus payer ses fonctionnaires... Devant cette situation, la social-démocratie a une immense tâche à remplir... car à cet état de choses, il n'y a qu'une seule issue... le socialisme... Il faut de nouvelles méthodes, que seule la social-démocratie est capable de trouver et de mettre en pratique... Mais pour cela il faut qu'elle conquiert une influence sur la vie de l'Etat, influence qu'elle ne possède pas encore en Roumanie et qui doit être conquise par le travail et la lutte...»

Les social-démocrates ne veulent pas, en effet, s'occuper des «mesquineries» telles que la lutte contre la réduction des salaires, contre la prolongation de la journée de travail, les secours de chômage etc... Ils veulent conquérir l'influence sur l'existence de l'Etat, éventuellement par la nomination de directeurs social-démocrates à la Siguranza! Voilà la «tâche immense». Cet abus de confiance envers les masses laborieuses ne réussira pas. Les social-démocrates délirent sur le «socialisme» sans même faire allusion à l'Union des Soviets! C'est là une preuve de plus de leur but réel, qui consiste uniquement à détourner les masses des luttes quotidiennes et de leur développement jusqu'au renversement du système capitaliste.

Yougoslavie

Le «Sokol» est armé!

Le „Obzor" de Zagreb du 6./8. rapporte: «A Hadutchi, près de Saraëvo, a eu lieu la remise des drapeaux aux nouvelles troupes du Sokol du royaume de Yougoslavie. De nombreux grands dignitaires assistèrent à la cérémonie. A cette occasion, les membres du Sokol du royaume de Yougoslavie effectuèrent pour la première fois des exercices d'armes qui furent des mieux réussis, et se déroulèrent à la satisfaction générale.»

Une déclaration de Alexandre Karagheorgievitch

Le 5. 8. le représentant de l'agence Havas eut une interview chez le roi Alexandre, et qui a été reproduite par toute la presse yougoslave. Le correspondant demanda si, dans un avenir prochain, il y aurait de grandes transformations politiques en Yougoslavie. Alexandre répondit très ému: „transformations? Il n'y a pas de transformations! Cela moins que tout! N'est-il donc pas encore clair que la politique de nationalité et d'Etat yougoslave est définitivement fixée?" Le correspondant français fit remarquer qu'à Belgrade on ne parlait pas seule-

ment de transformations politiques, mais aussi d'une transformation du système d'administration. A cela, Alexandre répondit: «J'ai parlé assez clairement sur ce point. Ce système est provisoire, et lorsque le moment sera venu d'effectuer des changements dans cette direction, ils seront tels, qu'ils renforceront la direction actuelle de la politique de nationalité et d'Etat. En tous cas, la vie publique yougoslave ne doit plus, à l'avenir, se mouvoir dans des cadres étroits nationaux (locaux, régionaux, religieux, de clans). C'est dans ce sens que régnera mon gouvernement.»

La feuille gouvernementale de Zagreb «Novosti» exprime dans un commentaire sur cette interview: «A tout instant, on entend ici et là des choses destinées à prendre l'ampleur d'une sensation politique, et on dresse les oreilles et s'imagine Dieu sait quoi! Ces nouvelles sont colportées de bouche en bouche sans tenir compte des réalités et de la logique. Dans sa déclaration, le roi a mis un frein aux bruits les plus absurdes et les plus inattendus, répandus ces derniers temps à travers le pays. . . .»

L'exécution d'Ivan Kossitch

Le jeune paysan croate Ivan Kossitch, qui avait tué le laquais de la dictature, le renégat croate Andiva, et qui avait été condamné à être pendu le 11. 8. Le provocateur Ivan Lievakovitch qui avait été également condamné à mort au cours du même procès eut sa peine commuée en celle des travaux forcés à perpétuité.

Statistique des faillites en juillet

Le «Politika» de Belgrade communique qu'en Yougoslavie il y eut en juillet 49 faillites et 55 concordats contre 38 faillites et 25 concordats pour le même mois de l'année précédente.

Statistique des émigrés

La presse publie maintenant des statistiques sur l'émigration pour l'année 1930: 13.560 personnes ont émigré de Yougoslavie dans les divers Etats d'Amérique et 7.607 sont revenues. En 1929 18.189 étaient parties et 5.592 revenues.

Diminution des salaires

La Société minière de Trifail continue de baisser les salaires. Les salaires de base sont diminués de 20%, et les salaires aux pièces de 50%. La presse rapporte sur la famine que règne dans le district de Trifail: Des pères de familles gagnent 400 dinars par mois — 168 fcs fr. Les suicides sont à l'ordre du jour. D'autres fabriques réduisent également les salaires de 20%.

Eroulement d'une banque

La banque serbe «Wirtschaftsbank a. G.» à Puma a fermé ses guichets. Le passif se monte à 2.595.962 dinars, l'actif à 1.081.105.

Préparatifs de guerre

Le 23. 7. trois navires de guerre de la flotte méditerranéenne anglaise: le «Queen Elisabeth» le «Antonia» et le Yacht «Brioni» ont fait leur entrée dans le port de Split. A cette occasion de grandes réjouissances furent organisées par le gouvernement yougoslave et les autorités militaires. Le 27. 7. les navires continuèrent leur route vers Souchak.

Le 25. 7. 6. avions de guerre français ont atterri au champ d'aviation de Zemoun (près de Belgrade). Le chef pilote d'escadrille est le capitaine Coste, le commandant d'escadrille le général de brigade De Gau. Le chet d'Etat Major au ministère de l'Air. Le 27. 7. l'escadrille continua son vol jusqu'à Novisad où les salutations officielles furent présentées par le général Neditchet où deux sous-officiers français furent décorés. Les aviateurs français remirent de leur côté, la légion d'honneur à l'ingénieur Srboslav Stanoyevich et au capitaine pilote Branko Bakitch.

Le ministère des transports et communications travaille à un projet pour la construction d'une seconde voie ferrée sur la ligne Belgrade-Niche.

Ces derniers temps, la construction du pont entre Belgrade et Zemoun est fortement accélérée. 700 ouvriers y travaillent. Les frais se monteront à plus de 200.000.000 de dinars.

La presse communique que l'on commencera prochainement la construction d'une route en asphalte entre Belgrade et Varchets.

La fraternité d'armes franco-yougoslave

Le Comité de l'organisation fasciste de Belgrade «Yadranska Straja» communique que vers la mi-octobre, une grande excursion démonstrative des membres de cette organisation est projetée.

Au début d'août, un groupe de 15 élèves de l'Ecole militaire de Paris est arrivé pour effectuer un long séjour en Yougoslavie, accompagnés d'un représentant des ministères de la guerre, de la marine et des transports et communications du gouvernement de la dictature. Ils furent solennellement reçus à leur arrivée à Belgrade: Un détachement de militaires joua la «Marseillaise et le général Bodi, de l'Etat-major yougoslave, prononça une allocution.

Envahissement du capital français

Le «Obzor» de Zagreb écrit dans son numéro du 22. 8.: «Dernièrement, une Société française a acquis les docks et les chantiers de constructions navales «Marjan» à Split et fondé la «Société yougoslave pour constructions et réparations de bateaux», ayant son siège social à Belgrade. Cette nouvelle société a également racheté les deux chantiers «Ing» à Split, qui vont être fusionnés.

Fabrication d'automobiles en Yougoslavie

Le ministère du commerce et de l'industrie vient de publier les conditions d'un concours pour la fondation d'une fabrique d'automobiles. Il s'agit de fonder une Société anonyme dont le siège serait dans le pays, pour la création d'une industrie d'automobiles yougoslave. La Société devra disposer d'un capital suffisant pour assurer l'entreprise. La fabrique doit être consacrée à la construction de limousines et de camions et entreprendre, peu à peu, la fabrication de voitures spéciales: ambulances, voitures de pompiers, autobus, tracteurs, etc. Le rendement de la fabrique devra être d'environ 1.000 voitures de divers types par an, en comptant la journée de 8 heures. Le ministère du commerce et de l'industrie décide des types de voitures et des conditions techniques.

La Société pourra importer, et ce sans aucun frais de douane ou autre: des installations complètes avec outils et machines pour les ateliers de réparations, les pièces qui ne sont pas fabriquées dans le pays même et également toutes les matières premières insuffisantes dans le pays. La Société sera libérée par une loi spéciale, de tous les impôts et redevances pour une durée de 10 ans, qui pourra être renouvelée pour 10 autres années. L'Etat s'engage à se fournir à la fabrique selon des conditions fixées par contrat.

La situation de la classe ouvrière

Dans le No. de septembre du «Proleter» une correspondance de Belgrade donne un tableau caractéristique de la situation de la classe ouvrière en Yougoslavie:

«Dans les ateliers des chemins de fer il y a la journée de huit heures, les salaires varient de 12 à 60 dinars (0,88—4,41 M) par jour. Mais sur ces salaires on déduit un tiers: pour les impôts, les assurances, la coopérative des chemins de fer, les impôts de l'église, le «fond humanitaire», le travail obligatoire. Dans les ateliers de télégraphe et de téléphone les ouvriers touchent — après six années de service — un salaire moyen de 38 dinars (2, 79 M) par jour, ce qui représente 950 dinars (69,85 M) par mois, pour 24 jours de travail. Mais, en général, toutes les déductions faites, ils ne reçoivent qu'environ 650 dinars (47,79 M) par mois. Pour le logement, (c'est à dire pour un lit dans une chambre quelconque) on paie à Belgrade 300 dinars (22,05 M) par mois; il ne reste donc au travailleur qu'un total de 350 dinars (25,74 M) pour tous les autres besoins. A cela s'ajoute que l'ouvrier doit payer lui-même son uniforme. Vu son salaire minime, l'ouvrier ne peut songer à manger au restaurant. Il s'estime

heureux s'il est en état de manger dans une « cuisine volante » dans la rue, où dans ce cas il doit cependant payer 9,50 dinars (0,69 M) pour un diner, (consistant en purée de haricots, viande au riz, du pain); 4 dinars (0,29 M) pour un déjeuner, et 6 dinars (0,44 M) pour un souper.

Tout cela représente une somme de 19,50 dinars (1,33 M) seulement pour la nourriture quotidienne. Il en résulte que l'ouvrier ne peut pas se permettre de manger tous les jours dans les « cuisines de rue ». Il est donc forcé d'acheter des tomates, des raisins et du pain sec, qui sont les éléments principaux de sa nourriture.

Dans les ateliers du « Teleoptik » les vieux ouvriers travaillent 10 heures, les apprentis: 16 heures. Le salaire maximum d'un ouvrier qualifié est de 10 dinars (0,73 M) de l'heure; mais en général il n'est que de 4 à 7 dinars (0,29—0,51 M). Même l'ouvrier le plus qualifié, qui touche 2500 dinars (183,82 M) par mois, doit payer aux assurances 46 dinars (3,38 M) par mois, 36 dinars (2,64 M) pour les impôts, et 200 dinars (14,71 M) pour le travail obligatoire. Il y a en outre diverses amendes pour des ustensiles et instruments endommagés. Les apprentis ne touchent rien la première année; la deuxième année il reçoivent 5 dinars (0,37 M) par jour, après la troisième année: 10 dinars (0,74 M) par jour, et après la quatrième année: 4 dinars (0,29 M) de l'heure.

Sur les chantiers on travaille huit heures. Les salaires sont de 30 à 60 dinars (2,20 à 4,41 M). Les apprentis touchent 10 à 30 dinars (0,74—2,20 M). Sur 16 vieux ouvriers il y en a 20 jeunes.

Les menuisiers gagnent actuellement de 20 à 70 dinars (1,47—5,10 M).

La situation des ouvriers du bâtiment est devenu particulièrement mauvaise pendant la dictature. Auparavant (en 1928) les maçons gagnaient 120 dinars (8,28 M) par jour, aujourd'hui il n'en reçoivent que 70 (5,10 M). Dans les ateliers publics les ouvriers métallurgistes gagnaient autrefois 80 dinars (5,88 M) par jour, aujourd'hui: 60 dinars (4,41 M). Dans les ateliers privés les ouvriers des métaux gagnent actuellement 35 dinars (4,04 M). Les dessinateurs (graphiques) qui gagnaient auparavant 120 dinars (8,28 M) par jour, reçoivent aujourd'hui 50 dinars (3,60 M). Aux ateliers de reliure les hommes ne touchent pas plus de 80 dinars (5,58 M), les femmes de 12 à 20 dinars (0,88—1,47 M).

En moyenne les salaires, sous la dictature militaire-fasciste, ont diminué de 40%. Les femmes et les jeunes ouvriers sont frappés le plus durement par cette réduction. Il n'y a plus d'inspection de travail. Actuellement il n'y a pas de terme de congé. Le patron renvoie les ouvriers quand bon lui semble, sans les en prévenir à l'avance. Dans tous les ateliers les ouvriers sont punis d'amendes sévères pour le moindre manquement.

Sentences de terreur de la Dictature

« Constitutionnelle »

Le 12, octobre le tribunal exceptionnel fasciste de Belgrade prononça les sentences suivantes contre un groupe de Communistes de la Vojvodina: **Gjura Pachalitch** (réfugié): 20 ans de travaux forcés; **Karl Hatz** (réfugié): 18 ans de travaux forcés; **Joan Veselinov-Turarov**: 15 ans de travaux forcés; **Jovan Belans**: 10 ans de travaux forcés; **Dr. Rudolf Hok**: 5 ans de travaux forcés; **Imre Gross**: 4 ans de travaux forcés (et expulsion de Yougoslavie); **Lipot Moker**: 3 ans de travaux forcés; **Andrija Grass** et **Ivan Friedrich**: chacun une année et 6 mois de travaux forcés; **Pajo Balog** une année de travaux forcés; **Stevan Nikolich**: 10 mois de prison; **Eftim Prodanski**: 10 mois de prison; **Grujo Antalitch** et **Milan Dedov**: chacun 9 mois de prison, et **Ivan Neditch** 8 mois de prison. En tout 83 ans de travaux forcés.

L'Union de la jeunesse ouvrière en Bulgarie a lancé à la presse révolutionnaire et progressive une résolution de protestation — une copie a été envoyée à la légation yougoslave à Sofia — dont nous avons reçu une copie, et que nous donnons ci-après:

« A Belgrade, la capitale du pays de la dictature fasciste la plus brutale des Balkans, 18 champions de la liberté du prolétariat sont inculpés d'être membres du Parti communiste yougoslave traduits devant le tribunal et condamnés d'avance. Des juges, simples marionnettes dans les mains de la bourgeoisie serbe, mettront en scène une comédie de « justice », pour condamner 18 membres de la classe ouvrier et les

livrer à une mort lente. La condamnation de ces militants n'est pas seulement un coup très rude pour le Parti communiste yougoslave, mais aussi pour tout le mouvement d'émancipation des Balkans. C'est une épisode pénible dans la lutte des ouvriers contre le capital. Les jeunes ouvriers bulgares ne peuvent assister avec indifférence à l'exécution de leur dix-huit frères de classe! Pour eux, la chute de la dictature fasciste serbe, est aussi importante et indispensable que la chute de la bourgeoisie bulgare, pour l'établissement d'une Fédération Balkanique.

Le Comité du district de Sofia de l'Union de la Jeunesse Ouvrière, proteste, au nom de la jeunesse ouvrière de Sofia, de la manière la plus énergique, contre ce nouveau crime abominable de la bourgeoisie balkanique et envoie ses salutations ardentes aux dix-huit champions de la Fédération Balkanique.

Haut les coeurs!

En avant, pour sauver les 18 camarades serbes en péril!

Vive la solidarité internationale du prolétariat!

A bas le front de la Bourgeoisie des Balkans!

A bas la guerre impérialiste contre l'Union Soviétique!

Jeunes prolétaires d'Albanie, de Bulgarie, de Grèce, de Yougoslavie, tendez vous la main par delà les frontières, en dépit de l'excitation bourgeoise, menez le dernier combat décisif, pour renverser le capitalisme balkanique et marcher à notre victoire certaine.

Assassinats ininterrompus aux Confins Occidentaux

Les attentats provocateurs des bandes fascistes d'Ivan Mikhaïlov en Macédoine, servent de prétexte aux oppresseurs de Belgrade pour organiser une campagne sanglante contre la population nationale opprimée des confins occidentaux du pays.

Les nouvelles qui nous parviennent au cours des derniers mois nous informent d'assassinats en masses. Des villages entiers ont été soumis à des « enquêtes » policières menées avec une bestialité inouïe. Tous les éléments éclairés conscients de la population furent massacrés.

Le neuf août, le maire du village Lukovits, district de Zaribrod, Davidko Ivanov, fut assassiné par le sous-officier Hadjitch; le 28 août, son successeur, Stoyanov, subit le même sort. Les journaux bulgares de ces jours derniers mentionnent de nouveaux assassinats.

Le « Comité de défense des Confins Occidentaux » à Sofia, a adressé une protestation à la Société des Nations!

« Association des magyars yougoslaves »

Le 27. 7. se tint à Novisad, une conférence des « magyars yougoslaves », convoquée par le laquais de la dictature sanglante, le Dr. Gabor Szanto, et à l'issue de laquelle fut créé l'« Association des magyars yougoslaves ». La direction de cette « Association » a été confiée à Alexandre Magy, Istvan Barsoi et Michowil Beren. La conférence publia une résolution dans laquelle il est dit entr'autres:

« Les magyars yougoslaves ont prouvé dans leurs manifestations qu'ils sont sincèrement fidèles à S. M. le roi et au pays, et qu'ils sont des loyaux sujets du grand royaume de Yougoslavie. Ils ont prouvé qu'ils voulaient contribuer de toutes leurs forces au maintien et au développement de l'Etat, et maintenant ils tiennent pour révolu le temps de participer, sans politique, au développement de l'économie et de la culture. L'économie des magyars yougoslaves est actuellement absolument désordonnée. L'ordre est nécessaire, afin de pouvoir travailler avec succès pour le royaume. Les magyars veulent coopérer à l'organisation économique en fondant l'« Association économique des magyars yougoslaves ». Le siège de l'organisation sera si possible Novisad pour la bakovine. La tâche de l'Association consiste uniquement dans le développement de l'économie sans immiscion de politique. Tous les magyars de Yougoslavie se réuniront en une grande organisation économique pour réaliser le complet développement économique. »

L'aide pour les régions affamées . . .

Extraits du «Obzor» de Zagreb, sur les besoins de la population dans les régions affamées:

Dans la banovine Savska, 150.000 personnes sont dénuées de tout, 1.500.000 kg, c'est-à-dire 600 wagons de maïs par mois d'une valeur de 7.200.000 dinars sont nécessaires. Par suite de la situation financière du pays, et craignant de ne pouvoir obtenir ces 7.200.000 d., cette somme a été réduite à 1.500.000—2.000.000. (1)

Dans la banovine Primorska la récolte de maïs a été de 90% et celle du fourrage de 50% inférieures à la moyenne. La situation y est très critique. La récolte de tabac a aussi baissé de 51%. La somme nécessaire pour assurer la nourriture des habitants et du bétail est d'environ de 12.000.000 de dinars, c'est-à-dire environ 1.000 wagons de vivres.

Il en est de même dans la banovine Vrbaska (Herzégovine) où 5.000.000 de dinars de vivres sont indispensables, et en Banovine Zetska (Monténégro) où il faudrait au moins 1.500 wagons de vivres d'un montant de 20.000.000 dinars. . . .

Un Comité «ministériel» a été fondé dans le but d'organiser les «secours de ces régions affamées». 400 wagons doivent être expédiés en banovine Zetska, 250 dans celle de Primorska et 100 pour la banovine Savska. Selon les estimations officielles, un minimum de 21.000 wagons de vivres seraient nécessaires pour assurer la nourriture dans les régions affamées. Mais, en égard à la situation financière, les banovines ont réduit ce chiffre à 2.800 wagons. De son côté, le gouvernement de la dictature a décidé de n'en accorder que 750! Il reste à savoir si cette décision sera exécutée, ce qui est plus que douteux!

Appel du P. C. de Yougoslavie au sujet de la manoeuvre de la constitution

A l'occasion de la manoeuvre de la constitution de la dictature grand-serbe, le Parti communiste de Yougoslavie adressa un appel au peuple travailleur des villes et des campagnes. Dans cet appel, il est constaté que, malgré toutes les promesses de la dictature militaire-fasciste, la crise économique ne cesse de progresser, et que les masses du peuple tombent dans une misère de plus en plus grande. Malgré le chômage toujours croissant, la journée de travail est prolongée et les salaires ont été diminués de 40%. Les masses paysannes sont pillées et opprimées. La crise financière est rendue encore plus aigue par les dépenses énormes occasionnées par l'appareil militaire et policier ainsi que par les préparatifs de guerre. Sous le couvert d'«unité nationale» la dictature militaire fasciste réprime la lutte de libération nationale. Toutes les organisations culturelles sont interdites. Des villages entiers ont été incendiés et anéantis en Kossovo et en Macédoine. Les paysans indigènes sont chassés de leurs maisons et de leurs terres qui sont partagées entre des colons, des volontaires et des vrangéliens. Toute velléité de protestation est réprimée impitoyablement et bestialement.

Pour réprimer le mécontentement grandissant et écraser le mouvement révolutionnaire, la dictature militaire fasciste a eu recours à la terreur blanche.

Mais ce moyen fit également faillite. Malgré la terreur blanche, malgré la profonde crise économique, la classe ouvrière entra en lutte et organisa des mouvements de grèves. Le mécontentement des paysans est exprimé, lui aussi, par les démonstrations de protestations. En face de cette situation, tous les supports de la dictature commencèrent à trembler.

Pour regagner la confiance du capital étranger, la dictature militaire fasciste se vit dans l'obligation de prendre un nouveau masque pour tâcher de maintenir sa domination sur les masses ouvrières. C'est alors qu'Alexandre proclama une nouvelle Constitution.

«La politique actuelle de la dictature a subit un échec complet. Mais cette dictature n'est pas tombée, elle n'est pas supprimée, elle a seulement changé de forme. Elle continue d'être la dictature du capital financier et de la terreur blanche.

Le Parti communiste appelle la classe ouvrière et paysanne à organiser la lutte. Il appelle les peuples opprimés et les masses laborieuses à former le front unique pour mener la lutte contre l'occupation grand-serbe, contre toute forme d'oppression nationale et pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il appelle les marins, les soldats et le peuple travailleur à lutter contre la guerre impérialiste pour la défense de l'Union Soviétique, pour le renversement de la dictature fasciste et l'instauration du pouvoir ouvrier et paysan.

Un appel du P. C. de Yougoslavie au sujet de la comédie électorale

Le Parti Communiste de Yougoslavie prend, dans un tract, position sur les «élections parlementaires» du 8 novembre. Après avoir analysé les différentes parties de la loi électorale fasciste le tract dit entr'autres:

«Cette loi électorale montre indéniablement que la dictature fasciste n'a pas changé et est toujours la dictature du capital financier et de la terreur blanche . . .»

«Le Parti Communiste ne participera pas à cette comédie électorale, car la dictature fasciste ne peut être renversée que par la voie de soulèvements révolutionnaires des ouvriers et des paysans. Et jusqu'au moment de sa chute, le parlement et le sénat ne seront que les organes de la dictature. Seul, le Parti Communiste montre la voie conduisant à la libération».

«Travailleurs, paysans, Croates, Slovènes, Macédoniens, Monténégrins, Albanais et autres peuples opprimés!

«Utilisez cependant cette campagne électorale. Allez dans les réunions électorales, et propagez vos mots d'ordres: Contre la diminution et pour l'augmentation des salaires, pour la journée de 7 heures, pour les secours de chômage, pour la journée de 6 heures pour les jeunes gens, pour la remise des terres aux paysans, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes etc. . .

Démasquez la nouvelle forme de la dictature! Organisez des réunions électorales et des meetings devant les fabriques! Organisez des démonstrations et des grèves! Publiez des tracts et distribuez les partout, dans les usines, les casernes, les villages. Hissez des drapeaux rouges! Que nos mots d'ordres soient entendus dans toute la Yougoslavie! Tous à l'oeuvre!

A bas l'oppression nationale!

A bas la nouvelle dictature fasciste!

A bas les préparatifs de guerre!

Vive la fraternisation des ouvriers, des paysans et des soldats!

Vive l'Union socialiste des Soviets!

Vive le gouvernement ouvrier et paysan!

Septembre 1931.

Le Comité Central
du Parti Communiste de Yougoslavie.

Venetia Julia

Persécutions continuelles des Slovènes en Venetia Julia

A Prosek et Ribnitsa près de Karst, où un soldat de la milice italienne avait été fusillé, la gendarmerie fasciste a procédé à de nombreuses arrestations. Dix paysans à Prosek et la moitié du village de Ribnitsa furent arrêtés.

Le 10. 8. les fascistes mirent le feu au village Strandjan qui fut complètement détruit par l'incendie.

Au village Rikenberk le curé Stantsar âgé de 70 ans fut arrêté et déporté aux îles Lipari. C'est le troisième prêtre slovène déporté ces derniers temps.

A la mine de mercure Idria où, au moment de l'invasion italienne, 1500 mineurs étaient occupés, 200 ont été congédiés parce qu'ils refusèrent de laisser italianiser leurs noms slovènes. Etant de plus exposés à des poursuites politiques, ils se réfugièrent en Yougoslavie dans l'espoir d'y trouver la tranquillité et du travail. Grande fut leur désillusion en arrivant à Lioubliana où on les parqua dans des baraquements en les traitant de communistes et de mendiants. Ne trouvant pas de travail, ils sont voués, eux et leurs familles, à la misère et à la faim.

Arrestations de Slovènes en Venetia Julia

Le 6. septembre tombait le second anniversaire de l'exécution des quatre Slovènes, Bidovic, Marussic, Milos et Velencic, que le tribunal spécial fasciste, transféré tout exprès de Rome à Trieste, condamna à être fusillé dans le dos. A cette occasion, les autorités fascistes, craignant des manifestations de la part de la population slovène, se sont livrés à de nouveaux actes de violence. Des agents de police et des miliciens ont procédé à des arrestations en masse. Dans différents pays du Carso ils sont entrés dans toutes les maisons des Slovènes et ont transporté des familles entières dans les prisons. Les cellules ont été comblées de prisonniers pendant trois

jours. Presque la moitié de la population de certains villages a été mise sous les verrous. Mais le lendemain des arrestations, des drapeaux slovènes témoignant le deuil du peuple slovène, qui avaient servi de prétexte aux autorités pour prendre ces mesures brutales, flottaient dans les mêmes localités.

Balkans

Contre les Olympiades fascistes

Du 26 septembre au 4 octobre se sont déroulées à Sofia les prétendues «Olympiades Balkaniques», auxquelles participaient les équipes des organisations sportives bourgeoises de Yougoslavie, Roumanie, Grèce, Bulgarie et Turquie.

Tout comme la «Conférence Balkanique», qui vient de se terminer, ces Olympiades furent tenues sous le signe du front unique de la bourgeoisie balkanique. Elles furent appréciées en conséquence par l'organisation des ouvriers et des paysans révolutionnaires de Bulgarie qui, dans toute sa presse, prit une attitude énergique contre ces olympiades.

Cette action des gouvernements officiels des Balkans rencontra aussi l'opposition la plus sévère au sein de l'émigration macédonienne, thracienne et dobroudjanaise en Bulgarie. Le comité d'action de l'organisation de la jeunesse émigrée en Bulgarie publia contre ces «Olympiades Balkaniques» un appel, dont nous citons les passages suivants:

«Ceux-mêmes qui ont «crucifié» la Bulgarie, qui l'ont morcelée et condamnée à la ruine économique et politique, se rassemblent maintenant pour manifester leur «culture nationale et sportive», pour documenter leur «amitié cordiale balkanique».

«Nous autres, les enfants expulsés de la Macédoine, de la Thrace, de la Dobroudja et des confins occidentaux, nous ne sommes point ennemis du sport, ni de la culture, ni de la «réconciliation»; mais nous luttons, en premier lieu, pour la Liberté, pour la Justice, et pour la Paix.

«Or, dans les pays de nos avides voisins règne, au lieu de la Liberté, une **dénationalisation** féroce; au lieu de la Justice, règnent l'oppression et l'hypocrisie; au lieu de la Paix: le cliquetis des armes et des chaînes.»

En accord avec l'organisation rassemblant toutes les organisations d'ateliers en Bulgarie, le comité d'action mentionné ci-dessus a poursuivi quelques actions de protestation contre les Olympiades Balkaniques.

Interpellation au sujet des Olympiades Balkaniques

Au sujet des Olympiades Balkaniques, la fraction du parti ouvrier au parlement a déposé une interpellation, dont nous citons les passages suivants:

«Les Olympiades Balkaniques ont lieu à un moment, où les masses laborieuses de la Dobroudja, de la Thrace, de la Macédoine et des Confins Occidentaux gémissent sous la botte des gouvernements fascistes de nos voisins.

Elles ont lieu à un moment, où l'ouvrier et le paysan pauvre bulgare est persécuté et assassiné, parcequ'il lutte pour une existence moins misérable, à un moment, où il est interdit à la jeunesse laborieuse sportive de Bulgarie de se livrer à aucune activité sportive. Il est évident que les «Balkaniades» ne visent à rien d'autre qu'à la fascisation de la jeunesse laborieuse et au développement d'un esprit militaire. Ces «Balkaniades» signifient un nouveau pas dans la voie conduisant à la création du Bloc Balkanique et à la guerre agressive contre l'Union Soviétique.

Face à cette situation nous posons les questions suivantes:

1) Le gouvernement ignore-t-il que les Olympiades Balkaniques à Sofia signifient une provocation vis-à-vis de l'émigration et des masses laborieuses des Balkans?

2) Le gouvernement ignore-t-il que par ces «Balkaniades» qui n'ont pour but qu'un rapprochement des chefs fascistes, et en aucun cas le rapprochement des peuples-mêmes, on prépare de nouvelles aventures de guerre et, en premier lieu, la guerre contre l'Union Soviétique?

3) Le gouvernement se rend-il-compte, que les millions prélevés sur le budget public et dépensés pour l'organisation des «Balkaniades» devraient être plutôt utilisées pour distribuer des secours aux sans-travail et aux paysans pauvres?



Makedonsko Delo

(L'Oeuvre Macédonienne),

Paraissant deux fois par mois
en langue bulgare.

Sixième année

Adresse:

Anton Kubiznak

Postamt 110, Postfach 59.
Vienne, Autriche.

Une année 5 frs or

Balkansko

Sdrougénéié

(Balkan Unification),

Organe de l'Union populaire
macédonienne en Amérique

Première année.

Adresse:

BALKAN UNIFICATION

2888 18th St.
Detroit, Michigan
Etats-Unis d'Amérique
Une année 1 dollar

NARODEN GLAS

(La Parole du Peuple)

Hebdomadaire indépendant
paraissant en bulgare.

Première année.

Adresse:

Rue Princesse Elisabeth No 7 bis
Bazardjik, Roumanie.

Une année . 150 leis

Six mois . . 80 leis

Svobodna Dobroudja

(La Dobroudja Libre)

Hebdomadaire
sur des questions nationales,
paraissant en bulgare.

Adresse:

**SVOBODNA DOBROUDJA
SOFIA.**

Une année 160 leva

Dobroudjansko Znamé

(Le Drapeau Dobroudjanais)

Organe de l'Union des jeunesses
dobroudjanaises en Bulgarie.

Adresse:

Dobroudjansko Znamé

Maison Coopérative,
Rue Alabinska 37
Sofia, Bulgarie.

Liria Kombétare

(La Liberté nationale)

Organe hebdomadaire du Comité alba-
nais de l'Emancipation nationale

Sixième année.

Adresse

L. K. Imprimerie Sonor-S. A.
48 Rue du Stand
Genève, Suisse.

Une année: 10 frs suisses

Six mois: 6 frs suisses

Propriétaire, Editeur et Gérant
responsable: Oskar Kleindienst,
Frankfurt a. M., Zeil 97

Imprimerie: Rhein - Main - Druck
A.-G., Frankfurt a. M., Allemagne